



NOAM CHOMSKY
ANDRE VLTCHÉK

L'OCCIDENT TERRORISTE

D'Hiroshima
à la guerre des drones



écosociété

Noam Chomsky
et Andre Vltchek

L'OCCIDENT TERRORISTE

D'Hiroshima à la guerre des drones

Traduit de l'anglais par Nicolas Calvé

Coordination éditoriale : Barbara Caretta-Debays

Maquette et illustration de la couverture : Catherine D'Amours

Traduction : Nicolas Calvé

Typographie et mise en pages : Yolande Martel

Conversion au format ePub : [Studio C1C4](#)

L'édition originale de ce livre a été publiée en 2013 par Pluto Press (Londres) sous le titre *On Western Terrorism : from Hiroshima to Drone Warfare*

© Noam Chomsky et Andre Vltchek, 2013

© Les Éditions Écosociété, 2015, pour l'édition française

Dépôt légal : 2^e trimestre 2015

ISBN ePub 978-2-89719-183-2

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition. Nous remercions le gouvernement du Québec de son soutien par l'entremise du Programme de crédits d'impôt pour l'édition de livres (gestion SODEC), et la SODEC pour son soutien financier.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme national de traduction pour l'édition du livre pour nos activités de traduction.

AVANT-PROPOS

CET HOMME avec qui j'ai discuté de l'état du monde, peut-on le qualifier de « plus grand intellectuel du xx^e siècle », de « personne la plus souvent citée de notre époque », ou encore de courageux pourfendeur de l'injustice et de la violence infligées à des milliards d'hommes, de femmes et d'enfants sans défense du monde entier ? Bien entendu ! Mais il n'apprécierait guère ces propos élogieux.

Pour moi, Noam Chomsky est un homme qui aime les roses, qui sait savourer un bon verre de vin, qui peut parler avec chaleur et tendresse du passé et des gens qui ont croisé sa route un peu partout sur la planète. Un homme qui sait poser les bonnes questions et prendre le temps d'écouter attentivement la réponse

de son interlocuteur ; un être bienveillant, attentionné, un ami cher.

Un mur du bureau de Noam, au Massachusetts Institute of Technology (MIT), est orné d'un portrait de Bertrand Russell accompagné de cette citation du philosophe : « Trois passions, simples mais irrésistibles, ont commandé ma vie : le besoin d'aimer, la soif de connaître, le sentiment presque intolérable des souffrances du genre humain¹. »

Pour une raison ou une autre, chaque fois que je me remémore ces mots, j'ai l'impression qu'ils sont de Noam. Sans doute parce qu'ils reflètent sa propre philosophie de la vie.

* * *

« Allons nous promener », m'a proposé Noam il y a de cela bon nombre d'années, lors de notre première rencontre, à New York. « Et permettez-moi de vous offrir un café », a-t-il lancé sur un ton taquin. « Je suis un riche Américain, vous savez... »

Munis de nos deux cafés achetés au restaurant du coin, nous nous sommes assis sur un banc, dans un

parc situé près de l'Université de New York. Pendant des heures, nous avons parlé, « partagé des notes », discuté du sort du monde. Évidemment, je détenais comme lui la citoyenneté américaine, mais, dans notre petite mise en scène, Noam jouait bel et bien le rôle du « riche Américain ». Sacré Noam !

Dès les premiers instants, j'ai senti chez lui bonté et camaraderie ; je me sentais bien, comme si aucune différence d'âge ne nous séparait, comme si j'étais venu trouver un vieil ami, et non un des plus grands penseurs contemporains.

À partir de cet instant, nous avons une histoire commune. Pendant plusieurs années, nous avons correspondu, échangeant sur les enjeux politiques et les crimes de l'Occident, mais aussi sur des sujets plus légers comme notre passion commune pour le savoir et les circonstances dans lesquelles celle-ci avait débuté. Dans son cas, un des éléments déclencheurs avait été ce fameux kiosque à journaux situé au-dessus d'une station de métro, à l'angle de Broadway et de la 72^e Rue, qui appartenait à des membres de sa famille. Quant à moi, c'est ma grand-mère russe qui avait entrepris de me lire d'innombrables livres, alors que j'avais à peine quatre ans.

Dans ses lettres, Noam me parlait beaucoup de sa famille, de ce qu'impliquait le fait de grandir aux États-Unis, de sa fille qui vivait alors au Nicaragua, de sa femme bien-aimée, Carol. Elle aussi très gentille et chaleureuse avec moi, elle a pris le temps de lire mes premiers écrits politiques en me prodiguant ses sincères encouragements. « Carol n'avait d'autre choix que de devenir une grande linguiste et une grande professeure. Je me retrouvais sans cesse en prison et il fallait bien que quelqu'un fasse vivre la famille », m'a-t-il raconté dans un courriel où il évoquait les années de la guerre du Vietnam.

Dans mes lettres, je lui ai parlé de mon enfance, qui a été assez compliquée et souvent trouble, résultat du caractère métissé de ma famille, ma mère étant russo-asiatique et mon père européen. Nous partageons beaucoup de choses, et pas seulement à propos de notre travail : pour moi, Noam était un peu comme un proche parent, la figure paternelle qui m'avait désespérément manqué, mais aussi un exemple de courage, d'intelligence et d'intégrité.

* * *

Tandis que Noam voyageait sans cesse d'un pays à l'autre pour rendre visite à des gens qui avaient besoin de son attention et de son soutien, j'ai un jour décidé de renouer avec mon travail en zone de guerre, où des millions d'êtres humains se font exterminer depuis des décennies, depuis des siècles.

Des gens meurent. Massacrés au nom de la liberté, de la démocratie et d'autres nobles idéaux brandis tels des slogans, mais massacrés quand même. Par mes écrits, mes films et mes photos, j'ai témoigné d'horreurs, de vies brisées, de tragédies souvent trop douloureuses à décrire. Mais je sentais que je devais le faire, que je devais m'informer de ces situations, tenter de les comprendre, partager les témoignages recueillis dans la « marge », auxquels notre époque s'intéresse trop peu.

Les souffrances de tant d'êtres humains du monde entier résultent le plus souvent de la cupidité, de la soif de domination, qui sont presque toujours le fait du « Vieux Continent » et de son puissant et impitoyable rejeton d'outre-Atlantique. On peut donner différents noms au phénomène (colonialisme ou néocolonialisme, impérialisme ou soif de profit), mais celui qu'on retient n'a guère d'importance : seule la souffrance compte.

J'éprouve un respect et une admiration sans bornes pour le travail de Noam, mais je n'ai jamais voulu suivre ses traces. Je me suis plutôt donné une mission complémentaire à la sienne. Alors qu'il lutte sur les fronts intellectuel et militant, je recueille des preuves, tant verbales que visuelles, dans les zones de combat, sur les « scènes de crime ».

Personne ne saurait faire ce qu'il fait mieux que lui, personne ne pourrait se montrer plus efficace. Rien ne sert de tenter de reproduire et de confirmer ce que Noam Chomsky accomplit déjà de manière éclatante.

J'ai plutôt choisi de me rendre en République démocratique du Congo, au Rwanda, en Ouganda, en Égypte, en Israël, en Palestine, en Indonésie, au Timor-Leste, en Océanie, dans tous ces lieux qui ont subi les pillages, les humiliations et les carnages infligés ou orchestrés par les capitales occidentales. J'ai voulu illustrer à ma façon ce que Noam cherche à décrire et à comprendre.

Pendant des années, nous avons échangé et comparé nos notes, de façon régulière ou sporadique, mais toujours avec application. À mes yeux, nous défendons la même cause, celle du droit à l'autodétermination et de la liberté pour tous les

peuples du monde. Et nous nous battons contre le colonialisme et le fascisme, quelles que soient leurs formes.

Nous n'avons toutefois jamais prononcé ces mots ni cherché à définir nos activités. Chez Noam, le combat contre l'injustice semble aussi naturel que la respiration. En ce qui me concerne, ce fut à la fois un grand honneur et une belle aventure de travailler avec lui et de réaliser des images et des reportages inspirés de ses conclusions.

* * *

Ayant été témoin d'innombrables conflits, invasions et guerres sur tous les continents, j'ai acquis la certitude que ces drames ont pour la plupart été orchestrés ou provoqués en fonction des intérêts géopolitiques et économiques de l'Occident. Quant aux « informations » diffusées sur ces événements meurtriers et le sort des êtres humains exterminés et sacrifiés en toute impunité par les empires coloniaux, elles sont grossièrement insuffisantes et partiales.

George Orwell disait des humains vivant hors de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de quelques pays privilégiés d'Asie qu'ils étaient des « non-personnes », une expression empreinte de sarcasme que Noam aime aussi utiliser. En y regardant de plus près, on ne peut que constater que ces milliards de « non-personnes » constituent la majorité de l'humanité.

Ce que je lis dans la presse occidentale ne correspond pas vraiment à ce dont j'ai été témoin aux quatre coins du monde. Des États féodaux en pleine déconfiture sont vantés en tant que « démocraties dynamiques », des régimes religieux oppresseurs sont qualifiés de pays « tolérants » et « modérés », tandis que des États nationalistes visant la justice sociale sont invariablement diabolisés, leurs modes particuliers de développement et de redistribution de la richesse sont dénigrés, dépeints sous un jour très sombre.

De Londres à Washington, d'habiles propagandistes veillent à « protéger » les populations du monde entier contre les « vérités qui dérangent ». L'opinion publique, l'idéologie et les perceptions sont fabriquées. Comme les voitures et les smartphones produits en série, elles sont mises en marché par l'entremise de la publicité et de la propagande.

Le rôle propagandiste des médias de masse a inspiré à Noam plusieurs livres, dont la lecture est essentielle pour comprendre comment le monde est dirigé. J'ai aussi écrit d'innombrables articles illustrant des cas de manipulation idéologique par les puissances occidentales et leurs institutions, et traitant souvent de questions comme la propagande à laquelle se livrent les grands médias.

La désinformation à l'occidentale vise manifestement les pays qui refusent les diktats de l'Occident, tels Cuba, le Venezuela, l'Érythrée, la Chine, l'Iran, le Zimbabwe ou la Russie, et fait l'apologie de ceux qui agressent leurs voisins ou pillent leurs propres populations appauvries pour le compte des puissances occidentales, tels le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, Israël, les Philippines et plusieurs autres.

La peur et le nihilisme ont gagné toute la planète. La peur d'être la cible d'une « punition » de la part des maîtres occidentaux du monde. La peur d'être étiqueté, mis de côté, stigmatisé.

Le nihilisme est aussi véhiculé par les propagandistes bien établis dans les médias et les universités d'Occident, des apparatchiks embauchés

pour s'en prendre à toute idée progressiste et indépendante, quelle que soit sa forme ou sa provenance. L'optimisme, la ferveur militante et les rêves d'un monde meilleur sont attaqués, dénaturés, discrédités, au mieux ridiculisés.

* * *

Il m'arrive souvent de céder au désespoir, mais je n'ai jamais baissé les bras. Les enjeux sont trop importants, selon moi, pour se laisser abattre.

Alors que je parcourais le monde en travaillant jour et nuit à mes films et à mes livres, je pensais souvent à Noam, l'être humain le plus solide et le plus fiable sur les plans intellectuel et moral que je connaisse. Son engagement et le courage dont il fait preuve en tenant fièrement tête aux « tanks » de l'Empire sont tout aussi motivants qu'inspirants. J'ai donc fini par ressentir un vif désir de joindre nos forces en vue de résumer, par le dialogue, ce que j'ai appris sur l'état préoccupant de notre monde.

Je lui ai écrit pour l'inviter à passer au moins deux jours à discuter de la situation mondiale avec moi,

devant les caméras. Il a accepté généreusement. Son assistante, la formidable mais protectrice Bev Stohl, m'a accordé sa bénédiction. « Ça y est ! » me suis-je dit. Mon monteur japonais Hata Takeshi et moi avons vite convenu de coproduire une version filmée de la conversation. Et Pluto Press, mon éditeur londonien, a décidé de publier celle-ci sous forme de livre. Soudain, les événements se précipitaient.

Nous ne disposions d'aucun budget. Hata a fait venir à Boston une petite équipe de cinéastes japonais très professionnels qui, constatant l'importance de notre projet, n'ont demandé aucune avance, se contentant d'une vague promesse de remboursement futur.

Depuis l'Afrique, je me suis envolé vers l'Europe, d'où je suis parti pour le Chili avant d'entreprendre un long voyage de Temuco à Boston, lieu prévu de ma rencontre avec Noam. Au cours de mon périple à travers cette Amérique latine où j'avais passé tant d'années, j'ai tourné des séquences de films. Autrefois dévastés par l'impérialisme, ces pays aujourd'hui affranchis débordaient d'optimisme et de couleur, ouvertement socialistes et libres.

Yayoi Segi, mon épouse qui se trouvait au Kenya, est venue à Boston pour nous offrir son soutien. Notre amie bostonienne Fotini Christia nous a aidés à régler les questions de logement et de transport. L'équipe technique est arrivée deux jours avant la rencontre. Tout allait pour le mieux.

* * *

Installés au MIT deux jours durant, nous avons passé des heures à discuter des innombrables assauts et des siècles de terreur que les États occidentaux ont fait subir au reste du monde. Malgré un sujet on ne peut plus poignant, la conversation allait bon train, cordiale, agréable.

Nous ne partageons pas pour autant le même avis sur toutes les questions : Noam semblait plus optimiste que moi quant au Printemps arabe et à la situation de la Turquie. Et, contrairement à moi, il semblait convaincu de la réalité du déclin du pouvoir de l'Occident sur le reste du monde. Nous partageons néanmoins les mêmes valeurs fondamentales ; il

s'agissait d'un débat entre deux proches alliés ayant uni leurs forces dans leur lutte pour une même cause.

Nous avons abordé des thèmes allant d'Hiroshima à la guerre des drones (comme l'indique le sous-titre de ce livre), des premiers jours du colonialisme aux outils de propagande contemporains. Mais nos échanges nous ont aussi ramenés au kiosque à journaux de la 72^e Rue, avant de nous conduire au Nicaragua, à Cuba, en Chine, au Chili, à Istanbul et dans une foule d'autres lieux qui nous sont chers.

J'ai lancé la discussion en affirmant que, selon mes calculs, l'impérialisme occidental a directement causé la mort d'environ 55 millions de personnes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, auxquelles on doit ajouter des centaines de millions de victimes indirectes. Et c'est Noam qui a conclu notre échange en rappelant qu'on a toujours le choix : agir ou ne rien faire.

* * *

Au cours des mois qui ont suivi, j'ai parcouru le monde pour tourner des séquences et prendre des photos en

vue d'illustrer nos propos, d'impliquer nos spectateurs et nos lecteurs non seulement en mots, mais aussi en images. J'ai partagé les espoirs et les rêves des révolutionnaires égyptiens du Caire et de Port-Saïd, partagé les frustrations des Druzes pacifiques du plateau du Golan syrien occupé par Israël, filmé et photographié plusieurs zones de conflit en Afrique, en Océanie et en Asie.

Noam a raison : il est facile de baisser les bras, d'affirmer qu'il n'y a rien à faire, de se lamenter devant la télé, de croire que la bataille est perdue. Mais alors rien ne changera jamais. Et il y a tant de choses à changer pour que l'humanité puisse survivre et s'épanouir. La seule solution consiste à lutter sans relâche pour le changement. C'est plus difficile, mais beaucoup plus gratifiant.

Unis dans le travail comme dans la lutte, nous avons vécu une expérience extraordinaire. L'aventure n'avait rien d'un sacrifice : nous l'avons vécue comme un moment de joie et un privilège. Au moment où avait lieu la discussion, je connaissais Noam depuis plus de 15 ans déjà. C'est un grand honneur pour moi de le connaître, de travailler avec lui et de bénéficier directement de ses enseignements.

Après que nous fûmes partis chacun de notre côté, la vie m'a ramené, encore et encore, sur les champs de bataille, dans les zones de conflit. J'ai souvent pensé à Noam, à tout ce que nous avons partagé. En esprit, je l'ai souvent consulté. J'ai pris l'habitude, dans les moments difficiles, de me rappeler la devise accrochée au mur de son bureau : « Trois passions, simples mais irrésistibles, ont commandé ma vie : le besoin d'aimer, la soif de connaître, le sentiment presque intolérable des souffrances du genre humain. »

ANDRÉ VLTCHEK

Kota Kinabalu, Malaisie

26 mars 2013

<andrevltchek.weebly.com>

C HAPITRE PREMIER

L'héritage funeste du colonialisme

Andre Vltchek Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le colonialisme et le néocolonialisme occidentaux ont causé la mort de 50 à 55 millions de personnes. Cette période relativement brève a été le théâtre du plus grand nombre de massacres jamais perpétrés dans l'histoire. La plupart d'entre eux ont été commis au nom de nobles idéaux comme la liberté et la démocratie, brandis tels des slogans. Quelques pays d'Europe, ainsi que d'autres États dirigés avant tout par des citoyens d'origine européenne, ont fait prévaloir les intérêts de l'Occident – ceux des gens « qui comptent » – au détriment de ceux de l'immense majorité des êtres humains. Le massacre de millions de personnes a été considéré comme inévitable, voire justifiable. Et la

plupart des Occidentaux semblent terriblement mal informés.

À ces 55 millions de personnes mortes en conséquence directe de guerres déclenchées par l'Occident, de coups d'État militaires pro-occidentaux et d'autres conflits du même acabit s'ajoutent des centaines de millions de victimes indirectes qui ont péri dans la misère, en silence. Cette situation mondiale est peu contestée en Occident ; même dans les pays conquis, on l'accepte souvent sans condition. Le monde est-il devenu fou ?

Noam Chomsky Malheureusement, les candidats au titre de plus grand crime jamais commis par l'Occident ne manquent pas. Au moment où Christophe Colomb accostait en Amérique, le continent comptait probablement de 80 à 100 millions d'habitants, qui appartenaient à des civilisations avancées, avec leur commerce, leurs villes, etc. Peu de temps après, environ 95 % de cette population avait disparu. Sur le territoire correspondant aux États-Unis d'aujourd'hui vivaient sans doute une dizaine de millions d'Autochtones ; en 1900, selon le recensement, il n'en restait plus que 200 000. Mais on refuse d'admettre

cette réalité. Avec désinvolture et sans la moindre justification, [...] les plus importantes revues savantes et progressistes anglo-américaines la nient carrément.

Selon la revue médicale *The Lancet*, six millions d'enfants meurent chaque année par manque de soins élémentaires, qui pourraient pourtant être prodigués à coût quasi nul. Ce sont là des données qui nous sont trop familières. Rien qu'en Afrique du Sud, la malnutrition et certaines maladies faciles à traiter tuent 8 000 enfants chaque jour – un chiffre digne du génocide rwandais. Une situation à laquelle on pourrait aisément mettre un terme.

De plus, on vogue allègrement vers ce qui s'annonce comme le génocide final : la destruction de l'environnement. Et c'est à peine si l'on s'en préoccupe. Dans les faits, pourtant, les États-Unis régressent. Les techniques sophistiquées d'extraction des combustibles fossiles, qui leur ouvrent la perspective d'une indépendance énergétique pour les 100 prochaines années, suscite l'euphorie. Celles-ci, croit-on, leur permettront de maintenir leur hégémonie pour un autre siècle, de devenir la nouvelle Arabie saoudite du monde, et ainsi de suite. Le président Obama en a parlé avec enthousiasme dans son discours sur l'état

de l'Union de 2012. Les grands médias et la presse d'affaires s'en émerveillent. Certains observateurs s'inquiètent des effets de cette stratégie sur les écosystèmes locaux, comme la contamination de l'eau potable ou les dommages à l'environnement, mais à peu près personne ne se demande de quoi aura l'air le monde dans 100 ans si l'on continue dans cette voie. La question ne suscite aucun débat. Ces problèmes n'en sont pas moins fondamentaux. Ils sont inhérents à un monde régi par le marché, où l'on ignore la notion d'externalités. Des facteurs que nulle transaction ne prend en compte et qui nuisent à autrui.

Andre Vltchek Je suis témoin de la disparition de plusieurs pays d'Océanie. Ayant vécu des années aux Samoa, j'ai parcouru la région en long et en large. Plusieurs pays, dont l'État des Tuvalu et la République de Kiribati, mais aussi les Îles Marshall, envisagent déjà l'évacuation massive de leurs citoyens. Nombre d'îles et d'atolls sont en voie de devenir inhabitables non seulement en Océanie, mais aussi aux Maldives et ailleurs. Kiribati sera sans doute le premier à disparaître. Les médias affirment que ces pays sont en train de s'engloutir, mais le problème vient plutôt des

raz-de-marée qui submergent les atolls, emportant toute végétation et contaminant les sources d'eau douce là où il s'en trouve. C'est ce qui rend les îles inhabitables ou trop dépendantes des importations d'eau, de nourriture et de tout le reste.

Chose surprenante, pendant la période où j'ai travaillé aux Tuvalu, aucun correspondant étranger ne s'y trouvait. N'y séjournait qu'une équipe de tournage japonaise, occupée à filmer quelque feuilleton télé sur l'atoll de Funafuti. Cela m'a fait réfléchir : ce pays compte parmi les plus touchés par la hausse du niveau de la mer et pourrait bientôt être rayé de la carte, mais ne fait l'objet d'aucune couverture médiatique !

Noam Chomsky George Orwell avait un terme pour en parler : les « non-personnes ». Le monde est divisé entre les personnes comme nous et les non-personnes, c'est-à-dire tous les autres qui ne comptent pas. Orwell dépeignait une société totalitaire de l'avenir, mais le terme s'applique assez bien au monde actuel. Un jeune et brillant historien britannique de la diplomatie, Mark Curtis, a eu recours au concept de non-personnes dans son étude des déprédations commises par l'Empire

britannique à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Personne ne se préoccupe de leur sort.

Il y a là un parallèle à établir avec le traitement infligé aux peuples autochtones dans le monde anglo-saxon, constitué des rejetons du Royaume-Uni que sont les États-Unis, le Canada et l'Australie. Ces États impériaux ont ceci de singulier qu'ils ne se sont pas contentés de dominer les Autochtones : ils les ont éliminés. Ils ont accaparé leurs terres et leurs établissements, et, dans la plupart des cas, les ont pratiquement exterminés. Nous ne nous préoccupons pas d'eux. Nous ne nous demandons pas ce qui leur est arrivé dans le passé. En fait, nous refusons de l'admettre.

Andre Vltchek Historiquement, on constate que c'était le cas de presque toutes les colonies européennes, de toutes les régions du monde que contrôlaient les empires coloniaux européens. Les premiers camps de concentration n'ont pas été construits par l'Allemagne nazie, mais par l'Empire britannique, au Kenya et en Afrique du Sud. Et, bien entendu, l'Holocauste perpétré par les Allemands contre les Juifs et les Roms n'était pas le premier auquel ils se sont livrés : ils avaient déjà

été impliqués dans de terribles massacres en Amérique du Sud et, en fait, un peu partout dans le monde. L'Allemagne avait exterminé la majorité des membres de la tribu Héréro de Namibie. Rien ne justifiait ces attaques, qui n'obéissaient à aucune logique. Elles ne s'expliquent que par la malveillance absolue qu'entretenaient les Allemands à l'endroit des populations locales. Ces épisodes sont rarement abordés en Allemagne ou ailleurs en Europe.

Combien de fois n'a-t-on pas entendu la litanie de nombreux Européens qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, se demandaient comment une Allemagne rationnelle, éprise de philosophie et fondamentalement pacifique, avait pu soudain devenir complètement folle simplement en raison de l'humiliation économique qu'elle avait subie au terme de la Grande Guerre ! Comment aurait-on pu prédire un tel accès de violence de la part de gens si civilisés ? La chose est en effet impossible à concevoir si l'on ne considère pas les Héréros, les Samoans ou les Mapuches comme des êtres humains et si l'on oublie le passé colonial allemand en Afrique.

Noam Chomsky Et lors de l'Holocauste, les Roms ont été traités de la même façon que les Juifs. Pourtant, on en parle à peine. Pas plus qu'on n'admet la réalité des persécutions infligées aux Roms d'aujourd'hui. En 2010, par exemple, le gouvernement français a décidé d'expulser les Roms de France en Roumanie, les condamnant ainsi à la misère et à la terreur. Peut-on imaginer la France expulsant les survivants juifs de l'Holocauste vers une contrée où l'on aurait continué à les torturer et à les terroriser ? Le pays aurait explosé de colère. L'expulsion des Roms, elle, passe comme une lettre à la poste.

Andre Vltchek Dans la République tchèque actuelle, on a bâti des murs pour isoler les Roms. Il y a moins de 20 ans encore, on leur construisait de véritables ghettos au beau milieu des villes. Voilà qui rappelle, non sans donner froid dans le dos, les années 1930 et 1940, quand les Tchèques collaboraient avec les nazis en les aidant à rassembler les Roms. Depuis les années 1990, bien sûr, la République tchèque est une fidèle alliée de l'Occident, ce qui la rend intouchable aux yeux des grands médias occidentaux. Le traitement qu'elle inflige à ses populations roms est pourtant

beaucoup plus cruel que tout ce que le régime Mugabe a fait subir aux agriculteurs blancs du Zimbabwe.

Mais pour en revenir au colonialisme européen, on dirait qu'il n'a pas pris fin avec la Seconde Guerre mondiale ou dans les années 1950 et 1960. Plus je voyage dans les coins du monde qui font partie de ce qu'on appelle la périphérie, plus je constate que le colonialisme s'est renforcé grâce à une propagande beaucoup plus efficace et à une meilleure connaissance des façons de traiter avec les populations locales. Cela n'a rien de rassurant : autrefois, il y avait toujours un ennemi, un méchant en chair et en os, qu'on pouvait aisément reconnaître dans l'armée ou l'administration coloniales. De nos jours, le colonialisme persiste, mais il est beaucoup plus difficile à cerner pour les populations locales, qui peinent à saisir précisément ce qui se passe et quels sont leurs ennemis.

Noam Chomsky Des atrocités parmi les plus abominables ont été commises ces dernières années dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). De trois à cinq millions de personnes y auraient perdu la vie. Qui doit-on montrer du doigt ? Les milices.

Mais derrière les milices se trouvent les multinationales et les gouvernements, tapis dans l'ombre.

Andre Vltchek Je suis en train de terminer un long-métrage documentaire intitulé Rwanda Gambit, dont le tournage m'a demandé plus de trois ans². Les chiffres sont maintenant encore plus élevés que ceux dont vous faites état : ce sont de 6 à 10 millions de personnes qui ont été tuées en RDC, un nombre à peu près équivalent à celui des victimes du roi des Belges Léopold II au début du xx^e siècle. Mais vous avez raison : si le Rwanda, l'Ouganda et leurs exécutants sont les assassins de ces millions d'innocents, les intérêts géopolitiques et économiques occidentaux ne sont jamais loin derrière.

Noam Chomsky On ne voit pas les multinationales qui, pour avoir accès au coltan (utilisé par les Occidentaux dans leurs téléphones portables) et à d'autres minéraux précieux, se servent des milices pour massacrer les gens. C'est indirect. Les atrocités et les crimes de ce genre sont nombreux [...], mais on en commet d'autres de façon directe [...], comme la guerre du Vietnam, qui constitue le pire crime jamais

commis depuis la Seconde Guerre mondiale. L'année 2011 a marqué le 50^e anniversaire du déclenchement de cette guerre par John F. Kennedy. En général, on souligne un 50^e anniversaire, en particulier s'il commémore le souvenir de monstruosité. Mais dans ce cas, pas un mot. En novembre 1961, Kennedy a envoyé l'armée de l'air des États-Unis bombardier le Vietnam du Sud. Il a autorisé le recours au napalm et aux armes chimiques pour détruire les récoltes et le couvert végétal, et a lancé des programmes qui ont mené au transfert de populations dans de prétendus « hameaux stratégiques », qui, dans les faits, étaient des camps de concentration ou des bidonvilles.

Les effets de la guerre chimique se font toujours sentir. Dans les hôpitaux de Hô-Chi-Minh-Ville, on peut encore voir des foetus déformés (peut-être en avez-vous vu) ; des enfants sont nés avec toutes sortes de malformations hideuses en raison des nombreux poisons dont on a littéralement arrosé le Vietnam du Sud. Mais, aujourd'hui, plusieurs générations plus tard, on ne s'en préoccupe guère.

Le Laos et le Cambodge ont connu un sort similaire. On ne manque jamais de souligner l'horreur

du régime de Pol Pot au Cambodge, mais rares sont les écrits expliquant ce qui y a mené. Au début des années 1970, l'armée de l'air des États-Unis avait bombardé les zones rurales cambodgiennes avec une ampleur comparable à celle des opérations alliées dans le Pacifique au cours de la Seconde Guerre mondiale. Elle obéissait ainsi à l'ordre d'Henry Kissinger de lancer une campagne de bombardements massifs au Cambodge : « Tout ce qui vole contre tout ce qui bouge. » Il s'agissait là d'un véritable appel au génocide, digne de ceux que vous évoquiez tout à l'heure. Il serait difficile de trouver quelque chose de comparable dans les documents d'archives. Eh bien, il a fallu une seule phrase du New York Times relatant la nouvelle pour que la campagne prenne fin. Cependant, à part dans des revues savantes ou dans la presse parallèle, l'ampleur des bombardements n'a jamais été rapportée. On parle ici du massacre de millions de personnes et de la destruction de quatre pays, qui ne s'en sont jamais remis. Les gens là-bas en sont conscients, mais ne savent pas quoi faire.

Andre Vltchek J'ai vécu plusieurs années à Hanoï, au Vietnam, où j'ai couvert les conséquences du

bombardement en tapis de la plaine des Jarres, au Laos, par les États-Unis et leurs alliés (une campagne qu'on a qualifiée de « guerre secrète »), mais j'ai aussi beaucoup écrit sur le Cambodge. J'en ai tiré des conclusions tout à fait révoltantes : comme ils l'ont fait pour tant d'autres pays déstabilisés et dévastés par l'Occident, les grands médias occidentaux ont mené une vigoureuse campagne de désinformation. On a dit du régime de Pol Pot qu'il avait commis les crimes haineux les plus terrifiants qu'on ait pu attribuer au communisme. Quant à la véritable histoire, celle du génocide commis par l'Occident contre les peuples d'Asie du Sud-Est, elle est soit tue, soit éludée.

La campagne américaine consistait à envoyer des B-52 bombardier les zones rurales du Laos et du Cambodge en vue de dissuader ces pays de se joindre au Vietnam dans sa lutte de libération. Des millions de personnes ont ainsi été impitoyablement assassinées. Encore aujourd'hui, des vaches explosent lorsque, croyant croquer un caillou, elles mordent dans une des innombrables munitions non explosées dont le territoire est toujours parsemé. On conçoit aisément qu'il arrive encore à des êtres humains, dont des femmes et des enfants, de connaître le même sort.

Il y a cinq ou six ans, j'ai travaillé étroitement avec le Mines Advisory Group (MAG), une importante agence britannique de déminage. Ses collaborateurs déploraient que plusieurs entreprises ayant produit et distribué ces engins meurtriers pendant la guerre en Indochine (parmi lesquelles se trouve un fabricant américain bien connu de biens de consommation) s'entêtent à refuser de divulguer leurs caractéristiques techniques. Une telle inflexibilité nuit grandement au travail du MAG, dont les techniciens doivent connaître la durée de vie et le mécanisme des mines pour être en mesure de les démonter. Ce mépris, ce manque institutionnalisé de compassion, se traduit par un manque de collaboration qui entraîne dans la mort des centaines, voire des milliers d'habitants de la région, surtout des femmes et des enfants.

Au Cambodge, tout avait commencé par la mise en place, à l'initiative des États-Unis, d'un gouvernement illégitime et corrompu dans la capitale Phnom Penh. Quand on parle des atrocités du régime des Khmers rouges, de leur prétendu communisme, je trouve ces propos douteux, voire grotesques. Sans éducation, coupés du reste du monde, la plupart des Cambodgiens ignoraient tout de l'idéologie

communiste au moment où Pol Pot est rentré de France, où il s'était radicalisé en fréquentant les cafés. Sur le terrain, on m'a raconté que, sous le régime khmer rouge, les atrocités étaient largement attribuables aux paysans qui avaient des comptes à régler avec les élites urbaines de la capitale.

Dans les faits, Phnom Penh et Washington avaient pleinement coopéré pendant les bombardements, ce qui avait attisé chez les paysans une haine viscérale des citadins, en qui ils voyaient des collaborateurs et, souvent, la cause de leurs souffrances. Tout cela n'avait pas grand-chose à voir avec l'idéologie communiste. En outre, tout indique que les bombardements des zones rurales cambodgiennes ont tué plus de gens que les exactions des Khmers rouges.

Plus tard, une fois le Cambodge libéré par le Vietnam, qui a chassé les Khmers rouges du pouvoir, l'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies a « demandé le retour du gouvernement légitime ». Il parlait des Khmers rouges. Les États-Unis étaient en guerre contre le Vietnam, un allié de l'URSS, et non contre un insolite régime maoïste autoproclamé.

Mais la campagne de désinformation menée en Occident a dissipé toute équivoque : la faute allait à

l'idéologie communiste, associée aux atrocités commises par Pol Pot. Dans un des reportages que j'ai réalisés au Cambodge, je soutiens que, si Pol Pot et sa clique avaient incité les villageois à tuer les citadins au nom d'une équipe de football sud-américaine ou d'une marque de chaussures de jogging, le résultat aurait été le même.

Noam Chomsky Des intellectuels ont constaté que, de toutes les périodes de l'histoire du Cambodge, le régime khmer rouge, qui a duré un peu plus de trois ans, a été de loin celle qu'on a étudiée le plus en profondeur. On en sait plus sur cet épisode que sur tous les autres. En ce qui concerne les quelques années qui l'ont précédé, on nage dans l'ignorance. On sait toutefois que, en 1970, les Khmers rouges étaient un groupe plutôt marginal. Ils ont ensuite su mobiliser des légions de paysans, qui, sans surprise, se sont ruées sur les élites urbaines, jugées responsables de leurs malheurs.

Ils ne voyaient pas la main de Washington derrière ces élites. C'est un peu comme dans l'est de la RDC, avec le coltan : les gens ne connaissent pas leurs assassins. Ce phénomène se constate aussi de

manière frappante dans les pays occidentaux. Pour ne citer qu'un exemple, valable malgré ses conséquences nettement moins funestes, rappelons cet épisode où le gouverneur républicain du Wisconsin a aboli le droit des travailleurs syndiqués à la négociation collective. La décision a suscité une importante vague de protestation, et les opposants ont réclamé et obtenu la tenue d'un plébiscite de révocation. Le gouverneur républicain a cependant été confirmé dans ses fonctions. Il est intéressant de se pencher sur les causes de sa victoire. Une campagne de propagande fort bien financée et très efficace a eu lieu, laquelle visait à convaincre les citoyens en situation difficile que la cause de leurs tourments résidait chez leurs voisins. Pas chez les banques, qui sont les véritables auteurs des crimes qui dévastent l'économie : elles sont trop lointaines. Ce que vous pouvez voir, c'est votre voisin, celui qui est un peu plus à l'aise que vous. Ce voisin, c'est peut-être un pompier disposant d'un fonds de retraite, ce qui n'est pas votre cas, alors vous tournez votre colère contre lui. Pas contre les personnes responsables de l'effondrement de l'économie, car elles sont ailleurs, souvent dans les gratte-ciel de New York. Les nazis avaient fait la même chose avec les

Juifs, « vrais responsables de votre faim et de la dépression ».

Andre Vltchek Oui, il y a tout un parallèle à faire entre ce qui s'est produit en Asie du Sud-Est et ce qui se passe au Rwanda, en Ouganda et en RDC. Des milices se chargent des massacres, et des millions de personnes meurent. Les populations locales sont souvent considérées comme barbares, presque comme des animaux. Les gouvernements et les entreprises des pays occidentaux, trop loin, ne sont pratiquement jamais tenus responsables.

En Europe et aux États-Unis, on en sait très peu sur la situation. Et dire que l'Europe s'enorgueillit d'être instruite et bien informée ! La plupart des Africains sont au courant, mais les Européens, dont les entreprises sont impliquées, ignorent presque tout. Ou préfèrent tout ignorer.

Tout est lié. Robert Mugabe est devenu un « méchant » aux yeux de l'Occident à l'époque où il tentait de stopper les forces rwandaises qui voulaient renverser le gouvernement de la RDC et qui agissaient en fait pour les puissances occidentales. En Afrique de l'Est, les cyniques qualifient le Soudan du Sud de

récompense offerte au président ougandais Yoweri Museveni pour le « bon travail » qu'il a accompli dans la région pour le compte de l'Occident.

En RDC, les souffrances sont inimaginables. Il s'y déroule un supergénocide qui pourrait aisément se comparer aux crimes commis il y a plus d'un siècle par Léopold II.

Je me dois de répéter les chiffres, car ils sont terrifiants, inconcevables. L'an dernier, alors que j'étais à Washington pour un tournage, un des candidats à la présidence de la RDC, Ben Kalala, m'a dit que le conflit avait fait de 6 à 8 millions de victimes. Certains parlent de 10 millions. « Au Rwanda, environ 800 000 personnes sont mortes. Leur sort m'émeut, car ce sont des êtres humains, mais la planète entière ne parle que du génocide de 1994. En RDC, de 6 à 8 millions de personnes ont perdu la vie », a-t-il déclaré.

Ça s'est passé en quelques années seulement, ce qui, encore une fois, rappelle le règne de Léopold II, où environ 10 millions de personnes avaient été tuées. Dans les plantations de caoutchouc, ceux qui n'étaient pas assez productifs se faisaient couper les mains ; des gens étaient brûlés vifs dans leurs huttes. Il s'agissait d'une démonstration de force de la part des

monarchies constitutionnelles et les « démocraties » multipartites occidentales. Évidemment, ces atrocités n'ont pas été commises à Anvers ou à Bruges, mais plutôt « au cœur des ténèbres », loin des regards inquisiteurs. C'est ainsi que les Belges ont tué un nombre d'Africains supérieur à celui de la population que comptait alors leur propre pays.

Noam Chomsky Un jour, par curiosité, j'ai feuilleté une des éditions de référence de l'Encyclopædia Britannica, publiée autour de 1910. J'y ai cherché le roi Léopold II. Il y avait un article, bien sûr, qui faisait état de ses remarquables accomplissements, de son rôle de bâtisseur, etc. Vers la fin, on indiquait qu'« il se montrait parfois dur avec ses sujets »... Oui, comme lorsqu'il a assassiné 10 millions de personnes.

Andre Vltchek Lors de mon séjour à Bruxelles en 2011, je tombais sans cesse sur des statues de Léopold II. Sa mémoire est encore grandement honorée en Belgique. On sait que ce qu'il a fait subir aux Congolais relève du génocide – même selon les normes coloniales européennes –, mais on le considère toujours comme un héros national.

L'État belge a fini par confisquer au roi sa colonie personnelle et l'a « nationalisée ». Voilà qui avait tout d'une blague : au lieu de libérer le territoire après avoir appris que 10 millions de personnes y avaient été assassinées, le gouvernement belge le retirait des mains du monarque scélérat et entreprenait de l'administrer lui-même ! Et je suis persuadé qu'ils ont réussi à convaincre de nombreux Congolais qu'il n'y avait rien de mal à être colonisé.

Noam Chomsky Il est plutôt fascinant de constater que les peuples colonisés acceptent souvent leur propre répression, voire l'honorent. Lors d'un séjour à Calcutta, j'ai visité le Victoria Memorial Hall. La première chose qu'on y aperçoit en entrant est une imposante statue de Sir Robert Clive, un des responsables de la destruction de l'Inde. De salle en salle, j'y ai vu des peintures hideuses montrant des Britanniques en train de battre des Indiens, de les humilier, et ainsi de suite. Je me suis ensuite rendu au salon de thé de la reine Victoria, qu'on avait en quelque sorte reconstitué, tel un sanctuaire national. Tout cela symbolise pourtant la destruction de l'Inde, qui a fait d'innombrables victimes.

Andre Vltchek J'ai visité cet endroit à plusieurs reprises. Il est à la fois grotesque et révélateur. Jamais je n'ai vu un musée indien plus fréquenté que le Victoria Memorial Hall. Des milliers de personnes y affluent chaque jour. Et on l'entretient avec le plus grand soin. L'Empire britannique est manifestement parvenu à endoctriner des millions de sujets. En Malaisie, par exemple, les élites s'efforcent encore de paraître plus britanniques que les Britanniques eux-mêmes. Tous les monuments datant de l'Empire ont été précieusement sauvegardés. Même au Sabah, sur l'île de Bornéo, on trouve des salons de thé anglais et d'anciens manoirs coloniaux, restaurés et transformés en musées. Et le grand rêve de tout jeune Malaisien instruit consiste à étudier dans une prestigieuse université d'Angleterre, ce qui revient essentiellement à renoncer à sa culture pour se rapprocher le plus possible des anciens colonisateurs. On constate une tendance similaire au Kenya, dont l'élite – celle-là même qui s'active aujourd'hui à piller le pays pour le compte de ses maîtres néocoloniaux – s'habille comme les gentlemen anglais d'il y a quelques décennies. Les juges kényans se coiffent de perruques identiques à celles de leurs homologues britanniques, et bon

nombre de ceux dont le rang est le plus élevé imitent l'accent anglais.

En Asie du Sud-Est, beaucoup de gens sont convaincus que les autorités coloniales les gouvernaient de manière juste. En Indonésie, en Malaisie et à Singapour, un débat tout à fait lamentable a cours actuellement ; il porte sur les raisons pour lesquelles la Malaisie est en bien meilleure situation que l'Indonésie. De nombreux observateurs attribuent l'avance de ce pays à son merveilleux passé colonial britannique. Des Indonésiens déplorent ainsi que les Hollandais n'aient pas été d'aussi bons maîtres que les Britanniques.

Même au Pérou, jusqu'à tout récemment, on pouvait voir la même chose. Lima a longtemps été la capitale de la vice-royauté du Pérou et un des centres névralgiques des crimes contre l'humanité commis par l'Occident. Jusqu'en 2003, une immense statue de Francisco Pizarro trônait sur la place d'Armes, en face du palais présidentiel. Le Pérou, on le sait, s'est doté d'un nouveau gouvernement, qui a déménagé le monument dans un parc. Pizarro n'est plus sur la place d'Armes, mais il est toujours là. Malgré un nouveau régime relativement socialiste qui penche vers la

gauche, il n'est pas question de la détruire. Toute l'Amérique latine est ainsi parsemée de symboles de la conquête. Comme si certaines couches de la société ressentaient une sorte de nostalgie du joug colonial.

Noam Chomsky Des réactions commencent à poindre. En 1992, par exemple, en vue de commémorer avec faste le 500^e anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, le gouvernement de la République dominicaine a érigé quelques grands monuments, mais je crois que des forces populaires les ont tous démolis.

La colonisation peut être intellectuelle et morale comme elle peut être politique et économique. Ses racines sont profondes, et on en trouve de nombreux exemples. Prenons celui du statut de la femme. Pendant des millénaires, les femmes ont accepté un ordre qu'elles considéraient comme naturel, qui faisait d'elles la propriété de leur père et de leur mari. Aux États-Unis, la contestation sérieuse de cette situation ne remonte qu'à quelques décennies. Jusqu'en 1975, par exemple, les femmes n'avaient pas le droit d'être jurées dans un procès fédéral. Si vous aviez demandé à ma grand-mère si elle se sentait opprimée, elle

n'aurait même pas compris de quoi vous lui parliez ! Le rôle des femmes consistait alors à servir autrui, et elles l'avaient intériorisé. La plus grande force de la hiérarchie et de l'oppression est de savoir convaincre les non-personnes de considérer leur statut comme naturel.

Les Européens sont-ils le moindrement conscients de l'histoire coloniale ?

Andre Vltchek Non. Leur inconscience frise le ridicule. Je le constate même chez mes amis espagnols qui travaillent ou ont travaillé pour les Nations unies ou d'autres prestigieuses organisations internationales – des gens particulièrement instruits. Ils font montre d'une ignorance naïve de leur histoire. Je me dispute aussi avec mes amis français relativement progressistes du monde des médias et de l'édition à propos du passé colonial de la France.

Ça va loin. Le général de Gaulle fait l'objet d'une admiration sans bornes, même au centre gauche, où l'on croit que la France n'a jamais vraiment été une puissance coloniale aussi néfaste que les autres. Comme si l'Afrique, l'Indochine et les Caraïbes n'avaient jamais existé. En certains endroits, les

Français sont allés jusqu'à massacrer l'ensemble de la population autochtone, comme dans l'île de Grenade. Les gens qu'ils n'arrivaient pas à tuer se jetaient du haut des falaises pour échapper à l'horreur de la capture. Sur l'île polynésienne de Pâques, qui fait aujourd'hui partie du Chili, leur « taux de succès » s'est approché de 100 %.

Je considère aussi la perception qu'ont les Hollandais du colonialisme en Indonésie comme absolument primaire, consternante, débile. Dans un bar de Phnom Penh, j'ai rencontré quelqu'un qui revenait d'un séjour à Djakarta. En se tenant la tête, dans sa stupeur éthylique, il répétait : « Nous n'aurions jamais dû partir ! » Et l'homme en question était un fonctionnaire de l'Union européenne !

Quant aux Allemands, c'est à peine s'ils sont conscients de leur expérience coloniale en Afrique. Je n'ai jamais entendu personne parler de la Namibie à Stuttgart ou à Munich, si ce n'est que comme d'une destination vacances pourvue de dunes spectaculaires.

Au Chili, la droite affirme que Pinochet a fait de très bonnes choses comme de très mauvaises choses. On entend le même discours au Royaume-Uni à propos du colonialisme. Il va sans dire qu'on n'y

éprouvera jamais de remords, de chagrin ou de culpabilité à l'égard de ce qui s'est produit lors de la partition du Pakistan et de l'Inde. Dans une large mesure, l'événement avait été orchestré par l'Empire britannique et a sans doute entraîné la pire série de massacres de l'histoire moderne, à laquelle on ne peut comparer que le coup d'État de 1965 en Indonésie, soutenu par l'Occident, et le génocide qui se déroule aujourd'hui en RDC. Et c'est à peine si l'on est conscient du sort qu'ont connu l'Afrique et le Moyen-Orient.

Noam Chomsky Un groupe de physiciens algériens expatriés (dont un membre était ici, au MIT, ce qui nous a permis de faire connaissance) a procédé à une étude détaillée des atrocités commises en Algérie dans les années 1990. Selon leur hypothèse, une bonne partie des exactions imputées aux islamistes auraient plutôt été commises par des agents du gouvernement déguisés en islamistes. Les chercheurs ont recensé une foule de cas, en détail. Le massacre type se déroulait dans un quartier pauvre situé à quelques kilomètres d'une grosse base militaire, et durait trois jours, sans que personne n'intervienne. Quand tous les

habitants étaient morts ou avaient pris la fuite, un général arrivait sur les lieux et s'enrichissait. Les événements du genre se sont multipliés [...]. Selon les chercheurs, ils étaient orchestrés par le renseignement français. Ils m'ont demandé de rédiger une préface à leur publication. Je me suis penché sur la question en tentant de rassembler un maximum de preuves de leurs allégations. Mes recherches se sont avérées assez convaincantes, si bien que j'ai accepté d'écrire la préface – sur un ton plus doux que le leur, mais en corroborant leurs conclusions.

Comme ils ne trouvaient pas d'éditeur en France, ils ont dû le publier en Suisse. À l'occasion du lancement, ils ont tenté de tenir une conférence de presse à Paris, mais aucun journaliste français n'y a assisté. L'ouvrage est donc passé inaperçu dans l'Hexagone. J'en ai parlé à un ami qui travaillait à la Bibliothèque américaine de Paris. Il s'en est procuré un exemplaire et l'a ajouté à la collection de l'institution. Il s'agit, m'a-t-il dit, du seul exemplaire disponible en France. Le livre porte pourtant sur un événement de l'actualité récente, à savoir les atrocités commises dans les années 1990 en Algérie, dans lesquelles la France a fort probablement joué un rôle.

Andre Vltchek Je trouve que cette anecdote est fort révélatrice. Le problème tient aussi au fait que les intellectuels américains croient que les Européens sont mieux informés que les autres, qu'ils connaissent beaucoup mieux les sujets qui peuvent être matière à débat. J'ai réalisé que cette affirmation ne se vérifie sans doute qu'en ce qui concerne les questions directement liées aux États-Unis. Autrement, les Européens font montre d'une ignorance abyssale. En général, je considère que les gens instruits d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique sont beaucoup plus au fait de l'actualité que leurs semblables européens. Selon moi, la plupart des Occidentaux – en particulier les Européens – sont complètement endoctrinés, obsédés par leur soi-disant spécificité. Nombre d'entre eux croient appartenir à un peuple élu, car ils ont reçu une éducation partielle et ne s'informent qu'auprès de leurs propres médias sans consulter d'autres sources.

Pour en revenir à votre question de tout à l'heure à propos des connaissances des Européens sur le colonialisme, je répondrais qu'ils n'en savent presque rien. Je pense qu'ils font preuve d'une ignorance et d'un manque d'intérêt tout à fait honteux – et fort révélateur. Les Européens s'assurent de ne rien

connaître de leurs crimes épouvantables, des génocides qu'ils ont commis et dans lesquels ils sont toujours impliqués. Que savent-ils des activités de leurs gouvernements et de leurs entreprises en RDC ? Rien. Simplement parce qu'ils choisissent de ne rien savoir. Il est beaucoup moins risqué pour eux de condamner la mauvaise gestion de l'aide internationale par les gouvernements corrompus des pays pauvres !

Noam Chomsky Quand vous leur en parlez, comment ils réagissent ?

Andre Vltchek Ils se tiennent souvent sur la défensive. J'ai constaté une telle réaction en France, en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni, bien que ce dernier abrite une masse de gens critiques plus importante que tout autre pays d'Europe, peut-être parce qu'il est en voie de devenir une véritable société multiculturelle. L'ignorance des Européens ne se limite pas à leur passé colonial : elle touche aussi l'histoire de leur propre continent.

Noam Chomsky J'ai été témoin d'un phénomène fascinant en Espagne. En 1990, une quinzaine

d'années après la mort de Franco, j'ai donné des conférences à Barcelone où je faisais référence aux événements marquants survenus dans cette ville en 1936-1937. Les auditeurs plus jeunes ignoraient tout de la guerre civile. Seuls les gens de mon âge savaient de quoi je parlais. Je me suis ensuite rendu à Oviedo pour y prononcer d'autres conférences. En 1934, la ville avait été le théâtre d'un soulèvement populaire de gauche, que l'armée avait réprimé. La mairie avait été occupée, des gens avaient été assassinés, et ainsi de suite. Ma conférence avait justement lieu dans la mairie, et je croyais que les gens connaissaient cette histoire, mais ils n'ont pas réagi. Les seuls auditeurs qui étaient au courant étaient ceux de ma génération. Les autres n'en savaient rien du tout !

Andre Vltchek Oui. Voilà qui illustre bien le rapport des Espagnols avec l'ère franquiste. En Amérique du Sud (au Chili, en Argentine, en Uruguay), les gens abordent le passé avec beaucoup plus d'ouverture ; ils sont courageux.

Noam Chomsky Vous avez raison. Lors d'un séjour au Mexique avec ma fille, qui vivait alors au Nicaragua, je

lisais La Jornada, que je considère comme un assez bon journal. On y relatait la parution récente, en Espagne, d'un dictionnaire biographique national. Édité par l'Académie royale espagnole, il s'agissait d'une publication prestigieuse. Franco y faisait bien sûr l'objet d'un article, mais on le présentait comme un nationaliste conservateur dont l'apport avait été bénéfique pour le pays. Juan Negrín, lui, était qualifié de criminel.

CHAPITRE 2

Quand l'Occident dissimule ses crimes

Andre Vltchek Je travaille avec des statisticiens qui cherchent à évaluer le nombre de personnes qui, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ont perdu la vie en raison du colonialisme et du néocolonialisme. Comme je le disais au début de notre conversation, il serait question d'environ 50 ou 55 millions de victimes. Mais qu'il s'établisse à 40 ou à 60 millions, le nombre exact est probablement sans importance : son ampleur est considérable. Pourtant, la culture occidentale parvient à s'en tirer en toute impunité et à entretenir, aux yeux du reste du monde, le mythe voulant qu'elle soit investie de quelque mission morale, en vertu de laquelle elle aurait le droit d'imposer ses diktats à la

planète entière par l'entremise de ses organisations et de ses médias. Comment y arrive-t-elle ?

Noam Chomsky En 1997, un ouvrage intitulé *Le livre noir du communisme* a paru en France³. On s'est empressé de le traduire en anglais⁴. Partout, il a fait l'objet de critiques élogieuses. Ses auteurs affirment que le communisme a fait 100 millions de victimes, se demandent comment des gens ont pu être aussi malfaisants, soulignent à quel point c'est inimaginable, etc. Bon. Laissons de côté la question de la validité de leur hypothèse ; considérons-la comme vraie. Le gros de leurs accusations vise la Chine, en raison essentiellement de la grande famine qui y a sévi, laquelle aurait fait de 25 à 30 millions de victimes, estiment-ils dans leur exposé empreint d'un sentiment d'horreur totale. À la même époque où paraissait leur livre, diverses recherches universitaires ont été publiées par d'éminents savants, dont Amartya Sen, spécialiste des famines et lauréat du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel. Sen et un confrère économiste indien ont mené une étude fort intéressante, où ils comparent l'Inde et la Chine de la fin des années 1940 à 1979. Si

la période examinée se clôt en 1979, c'est parce que cette année correspond à l'entrée en vigueur de la prétendue réforme économique capitaliste en Chine. Leur comparaison se limite donc à la période maoïste. Ils ont constaté que 100 millions de personnes sont mortes dans l'Inde démocratique et capitaliste – ce qui dépasse le bilan de la Chine pour la même période – en raison de l'incapacité du pays à mettre en œuvre des réformes du système de santé et de l'éducation ainsi que des programmes d'aide aux régions rurales, etc. En fait, la façon dont ils présentent leurs données permet de constater que, tous les huit ans, l'Inde a tué autant de gens que la Chine pendant toute sa période honteuse de famine. Les deux économistes soulignent que ces deux crimes sont d'ordre politique, qu'ils découlent de la nature même des systèmes socioéconomiques et des régimes politiques institués. Un pays, l'Inde, et 100 millions de victimes. Si Sen avait étendu son analyse au reste du monde dit démocratique et capitaliste, il aurait obtenu des chiffres ahurissants.

Je me souviens du jour où Sen a remporté son prix. J'ai accordé de nombreuses interviews à cette occasion, lors desquelles je citais toujours ses

conclusions. Un seul journaliste s'est montré disposé à en faire mention, un Indien. Pourtant, quand il s'agit des crimes du communisme, on ne se contente pas de les déplorer, on dit avoir de la difficulté à en imaginer toute l'horreur. On se demande comment des êtres humains ont pu tomber si bas, alors qu'on refuse de voir ce qui se passe sous nos yeux. La seule chose que tout le monde arrive à voir et à dénoncer haut et fort, c'est la famine en Chine. Voilà qui requiert une cécité sélective assez remarquable de la part de nos concitoyens. Les milieux universitaires, les équipes éditoriales, etc., sont carrément incapables de porter un regard lucide sur la réalité. Par exemple, The New York Review of Books, une revue intellectuelle progressiste de premier plan, a publié un article insipide où l'on affirmait que, lorsque Colomb a débarqué dans l'hémisphère occidental, ce dernier comptait environ un million d'habitants, des chasseurs-cueilleurs luttant pour leur survie, et ainsi de suite... Une erreur de calcul de plusieurs dizaines de millions de personnes ! Celles-ci ne se sont pas simplement évanouies dans la nature, vous savez... Mais pas un commentaire à ce sujet. [...]

Andre Vltchek Un de mes amis de l'Université de Nagasaki, au Japon, Geoffrey C. Gunn, a entrepris une recherche très intéressante. Il est en train d'écrire un livre sur les liens entre la famine en Chine et les politiques impériales et coloniales japonaises. La famine n'aurait pas été provoquée délibérément par les Japonais, mais plutôt par le fait que ceux-ci, vers la fin de la guerre, avaient déplacé des ressources et réorganisé les réseaux de distribution de nourriture. Gunn soutient que la famine n'avait rien à voir avec l'idéologie communiste, qu'elle a plutôt été une conséquence de l'impérialisme japonais.

Noam Chomsky Au Japon, il se publie aujourd'hui des livres qui nient la réalité du massacre de Nankin. Et les Américains ont contribué à cette amnésie. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont étendu leur domination à l'essentiel de l'Asie et au Japon. Ils occupaient le Japon et auraient essentiellement pu diriger l'Asie. En vue du Traité de paix avec le Japon, ou Traité de San Francisco, ils ont insisté pour que celui-ci ne tienne compte que des crimes de guerre commis par les Japonais après le 7 décembre 1941, en omettant tout ce qui avait pu se produire au cours des

10 années précédentes. Par conséquent, les pays asiatiques indépendants ont refusé de participer aux négociations, à part les Philippines, qui étaient pratiquement une colonie américaine, et peut-être Ceylan,

qui était encore sous occupation britannique. Parce que les États-Unis gommaient les principaux crimes de guerre japonais, l'Inde et l'Indonésie ne se sont pas présentées. Parce qu'ils n'avaient pas été touchés par ces crimes, ceux-ci n'avaient pas eu lieu. Seules des non-personnes en avaient souffert.

Andre Vltchek La même situation a cours aujourd'hui au Rwanda. La même structure, avec le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), basé à Arusha [en Tanzanie], le même principe, selon lequel les crimes antérieurs à une certaine date ne peuvent pas faire l'objet de poursuites, alors que le camp que nous appuyons – celui de Paul Kagame et du Front patriotique rwandais (FPR) – est exempté du processus.

Noam Chomsky Si l'on s'intéresse aux tribunaux internationaux, on constate que ce sont surtout des

Africains qui y sont accusés, ainsi qu'une poignée d'ennemis de l'Occident, tel Milosevic. Et ces Africains font toujours partie du camp auquel nous nous opposons. Pourtant, d'autres crimes n'ont-ils pas été commis ces dernières années ?

Prenez l'invasion de l'Irak : il n'y a rien là qui puisse être considéré comme criminel – si l'on oublie Nuremberg et le reste du droit international contemporain. Il en est ainsi pour une raison d'ordre juridique peu connue : les États-Unis se sont immunisés contre toute poursuite. En 1946, ils ont adhéré à la Cour internationale de justice en imposant une condition : celle de ne jamais y être poursuivis en vertu d'un traité international, qu'il s'agisse de la Charte des Nations unies, de la Charte de l'Organisation des États américains (OEA) ou des Conventions de Genève. Ils se sont donc mis à l'abri de tout procès relatif à ces dispositions, ce que la Cour a accepté. Ainsi, lorsque le Nicaragua a intenté une poursuite contre les États-Unis devant la Cour internationale de justice en raison des attentats terroristes que ceux-ci lui avaient fait subir, sa requête a été rejetée pour l'essentiel, car elle invoquait la Charte de l'OEA, qui interdit formellement les interventions, mais à laquelle

Washington n'était pas assujetti – ce que la Cour a confirmé.

En fait, il s'est produit la même chose, je crois, lors d'un procès intenté à l'OTAN par la Yougoslavie devant la Cour internationale de justice, en raison des bombardements. Washington s'en est exempté, ce que le tribunal a autorisé parce qu'un des chefs d'accusation assimilait l'affaire à un génocide et que, lorsqu'ils ont signé la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (40 ans après son adoption), les États-Unis ont veillé à ce qu'elle « ne s'applique pas » à eux. La Cour ne les a donc pas poursuivis. Quiconque cherche à s'en prendre aux puissants se heurte à de véritables obstacles juridiques. Vous vous souvenez sans doute de l'adoption du Statut de Rome, par lequel on a institué la Cour pénale internationale : les États-Unis ont refusé de le ratifier [...], mais leur entêtement ne s'est pas arrêté là. Le Congrès a adopté une loi, signée avec empressement par le président Bush, qui accorde à la Maison-Blanche l'autorité d'envahir militairement La Haye si un Américain est traduit devant la Cour. Les Européens la surnomment parfois « Loi sur l'invasion de La Haye ». Celle-ci a été adoptée dans

l'enthousiasme, ce qui démontre bien que le sentiment d'immunité ne se limite pas à la sphère juridique et politique. Il se manifeste également dans une incapacité à percevoir la réalité, comme lorsqu'on refuse de reconnaître le sort qu'ont subi les populations autochtones des États-Unis, même si cela saute aux yeux. Une cécité que la législation vient renforcer.

Andre Vltchek Regardez les condamnations dont fait l'objet la Chine. Dès qu'elle commet la moindre erreur, comme les catastrophes minières en Zambie, dans lesquelles ses entreprises étaient impliquées et qui ont entraîné la mort de plusieurs personnes (plusieurs, pas des millions), elle devient la cible d'une campagne de propagande hostile de la presse américaine et internationale. C'est ainsi qu'une tragédie où plusieurs personnes seraient mortes dans un accident minier acquiert soudain le même statut que celles qu'ont vécues des centaines de millions d'êtres humains massacrés par les puissances coloniales et néocoloniales occidentales.

Noam Chomsky Des systèmes de propagande très sophistiqués ont été mis en place au cours des 200

dernières années. La propagande a colonisé les esprits, y compris ceux des responsables. C'est pourquoi la plupart des intellectuels occidentaux sont aveugles. L'Europe de l'Est et ses dissidents ont offert un exemple frappant de ce phénomène. Les dissidents comme Václav Havel étaient très célèbres à l'Ouest, où ils ont eu droit aux plus grands honneurs [...]. Nul doute qu'ils ont grandement souffert ; nombre d'entre eux ont d'ailleurs fait de la prison. Néanmoins, ils étaient indubitablement les dissidents les plus privilégiés du monde, car l'ensemble du système de propagande du bloc de l'Ouest entretenait leur culte. Jamais dissidents n'avaient eu droit à un tel traitement.

Immédiatement après la chute du mur de Berlin, un événement tragique et révélateur a eu lieu à San Salvador : six éminents intellectuels latino-américains, des prêtres jésuites, ont été sauvagement assassinés à l'Université du Salvador par le bataillon Atlácatl, une unité d'élite de l'armée salvadorienne qui avait déjà abattu je ne sais combien de milliers de personnes. Ces soldats rentraient tout juste d'une formation à la John F. Kennedy Special Warfare School, en Caroline du Nord. Le haut commandement, qui entretenait des contacts étroits avec l'ambassade des États-Unis, leur

avait donné l'ordre explicite de se rendre à l'université pour abattre ces prêtres et quiconque se trouvait sur les lieux ; c'est pourquoi ils ont aussi tué leur gouvernante et sa fille, s'assurant ainsi de l'absence de tout témoin. Quelques semaines plus tard, Václav Havel se rendait aux États-Unis pour prononcer un discours devant les parlementaires des deux chambres. Ses propos lui ont valu des applaudissements nourris, en particulier lorsqu'il a qualifié les États-Unis de défenseurs de la liberté. Il a bel et bien employé ces mots, « défenseurs de la liberté », alors que Washington venait tout juste de faire assassiner une demi-douzaine de ses semblables, en un endroit peuplé de non-personnes. Aucun commentaire. Quiconque faisait mention de cet événement remarquable était aussitôt dénoncé.

La situation inverse est tout à fait inconcevable. Si Havel et quelques-uns de ses collaborateurs avaient été froidement assassinés par des forces spéciales entraînées et armées par la Russie, puis que le père Ignacio Ellacuría (un des jésuites) s'était rendu à Moscou pour affirmer, devant la Douma, que ce pays était un défenseur de la liberté [...], la planète aurait explosé d'indignation. Mais l'affaire reste invisible, peu

importe combien de fois on la rapporte. Et quiconque l'évoque déclenche un torrent d'hystérie.

Je crois que cette histoire rend bien compte d'une différence frappante entre le comportement des intellectuels d'Europe orientale et ceux d'Amérique latine. Les Européens de l'Est s'inquiétaient généralement de leur propre sort, ce qui leur faisait dire : « Nous avons souffert. » Les Latino-Américains, eux, étaient beaucoup plus humanistes et internationalistes. Le père Ellacuría n'aurait jamais pu faire ce que Havel a fait. Selon moi, cela découle du fait que, tout en étant impitoyablement maltraités, Havel et ses semblables étaient choyés, adulés. C'était un titre d'honneur pour un Occidental d'aller en Europe de l'Est pour leur rendre visite. J'ai moi-même essayé de le faire, mais on ne m'a pas permis d'entrer, car ma demande de visa avait été refusée. De leur côté, les personnes qui se rendaient en Amérique centrale pendant qu'on assassinait des intellectuels et des tas d'autres gens n'avaient assurément pas droit à autant d'honneurs. On se moquait d'elles en les traitant de « sandalistas⁵ », entre autres insultes.

Et il y a plus. Prenons ce groupe de réfugiés mayas du Guatemala qui vit à quelques kilomètres d'ici

[à Cambridge, au Massachusetts]. Ces gens ont fui un pays laissé en ruines par le quasi-génocide survenu il y a 30 ans, sous Reagan. Le général chargé des massacres subit actuellement un procès, mais personne ne parle de Reagan, qui avait fait son éloge en le qualifiant de grand serviteur de la démocratie, injustement accusé par les groupes de défense des droits de la personne, ces repaires de « gauchistes ». L'immigration illégale suscite beaucoup de colère, mais pourquoi fuit-on son pays ? Nous sommes incapables de répondre à cette question, car nous avons trop de sang sur les mains. Alors nous l'oublions. Le Laos, le Cambodge... On pourrait citer des milliers d'exemples du genre.

C HAPITRE 3

Propagande et médias

Andre Vltchek Quand je m'exprime en Chine, on ne censure pas mes propos. C'est plutôt étonnant, car je leur recommande toujours de suivre l'exemple de l'Amérique latine et de revenir à un communisme purgé de l'héritage de la révolution culturelle. Et on publie ça. J'ai été interviewé par CCTV (la télévision nationale chinoise), et j'ai abordé des sujets délicats pendant une demi-heure. Je me suis senti beaucoup plus libre à Pékin que lorsque je me fais interviewer par la BBC, car celle-ci ne me laisse jamais m'exprimer sans m'avoir demandé au préalable un résumé complet de ce que j'ai l'intention de dire.

Noam Chomsky J'ai aussi accordé des interviews à leur télévision, et mes amis chinois m'ont dit qu'elles avaient été traduites fidèlement ; on n'a rien coupé, même quand mes propos étaient assez critiques. J'ai vécu la même expérience en Iran. Je suis passé à Press TV [la chaîne d'information iranienne en langue anglaise] à quelques reprises. Lorsque je parlais de l'Iran, je m'efforçais de me montrer critique à l'endroit du régime. Comme les émissions sont diffusées en anglais, j'ai pu vérifier par la suite : mes propos ont été retransmis intégralement.

Andre Vltchek J'ai vécu la même expérience dernièrement quand le Tehran Times [le quotidien iranien en langue anglaise] m'a interviewé : rien n'a été censuré. La vérité, Noam, c'est que la population occidentale s'est habituée à penser que ses médias sont dignes d'une grande démocratie. Même si nous savons que ce n'est pas le cas, nous persistons inconsciemment à croire que leur couverture de l'actualité est supérieure à celle qui se fait dans les autres régions du monde. C'est pourquoi il est assez troublant de constater que dans des pays comme la Chine, la Turquie ou l'Iran, il se publie plus d'articles

non censurés que dans nos propres médias grand public. Permettez-moi d'affirmer que la télévision et les journaux chinois sont beaucoup plus critiques du système économique et politique de leur pays que nos chaînes le sont du nôtre. Imaginerait-on ABC, CBS ou NBC entreprendre une remise en cause des fondements du capitalisme ou du parlementarisme occidental ?

Noam Chomsky Chez nous, la censure s'exerce aussi d'autres façons. Nos médias emploient des techniques qui, sans relever précisément de la censure, nous empêchent de dire quoi que ce soit. Ted Koppel, le présentateur de Nightline, un des principaux journaux télévisés d'ABC, m'a appris une chose. Lors d'une interview, on lui a demandé pourquoi je ne suis jamais invité à son émission. Et il a donné une bonne réponse : c'est parce qu'on dirait que Chomsky débarque de Neptune ; personne ne comprend un mot de ce qu'il dit. Koppel m'a aussi reproché mon manque de concision. Pardon ? Voilà un mot que je ne connaissais pas encore, mais qui désigne une notion intéressante, à savoir que tout ce qu'on dit devrait pouvoir s'insérer entre deux pauses publicitaires. Un

invité a donc droit à trois phrases. S'il veut expliquer, en trois phrases, que la Chine est un État totalitaire, il peut le faire. S'il veut expliquer que les États-Unis sont le plus grand pays terroriste du monde, personne ne va le faire taire, mais on aura l'impression qu'il débarque de Neptune, car il n'aura pas disposé des cinq minutes dont il aurait eu besoin pour étayer son affirmation.

Ainsi, deux possibilités s'offrent à lui : soit il relaie la propagande en répétant la doctrine officielle, soit il passe pour un fou. Il n'a guère d'autres choix. Évidemment, ce qui en résulte est particulièrement insipide. Je ne crois pas qu'il existe de chaîne commerciale offrant une émission dont les invités peuvent approfondir un sujet pendant une demi-heure.

Andre Vltchek Non, et s'il en existait une, les pauses publicitaires réduiraient cette demi-heure à 20 minutes, ou encore moins. Dernièrement, on m'a convié à l'émission radiophonique *World Have Your Say*, sur BBC. Il y était encore question de la Chine, et on avait donné à l'épisode un titre aussi ridicule qu'irrévérencieux : « La Chine mérite-t-elle le respect ? » Les 10 invités devaient se demander s'il fallait ou non respecter le pays le plus peuplé de la

planète, une des cultures les plus anciennes, et l'équipe de l'émission n'y voyait rien de ridicule !

Noam Chomsky Vous a-t-on accordé cinq minutes ou deux minutes ?

Andre Vltchek Moins que ça ! On avait invité des gens du département d'État des États-Unis, quelques professeurs, un intellectuel africain aux positions très prochinoises et moi. L'émission avait lieu quelques semaines après mon passage sur CCTV, où l'on m'avait laissé le champ libre. Avant de me donner la parole, les gens de la BBC m'ont invité à écouter. J'étais à Djakarta, installé à mon ordinateur, en ligne, avec des écouteurs sur la tête. Après un silence interminable, on a fini par établir la connexion.

Pendant trois ou quatre minutes, j'ai dû me taper tout un galimatias de propagande antichinoise. Je ne pouvais pas intervenir, car la communication était en simplex ; je ne pouvais qu'écouter. Puis, j'ai entendu une petite voix lointaine en provenance de Londres : « M. Vltchek, êtes-vous prêt ? » J'ai répondu oui. « Que comptez-vous dire ? » m'a-t-elle demandé. « Heu, ce que j'ai à dire, je vais le dire en ondes dans quelques

secondes... Vous allez l'entendre, madame. » « Oh, non, non », a-t-elle protesté poliment. « Auriez-vous l'amabilité de nous en informer tout de suite ? » Bref, je ne suis jamais entré en ondes.

J'ai fini par obtempérer en expliquant à la dame que la BBC se montrait irrespectueuse et condescendante, qu'elle rappelait à des millions de personnes de partout dans le monde le souvenir du colonialisme britannique et de son attitude à l'égard des populations locales, jugées inférieures. Je lui ai dit que cela revenait à se demander si le Royaume-Uni méritait ou non le respect, puis à débattre uniquement du nombre de victimes du Royaume-Uni en Afghanistan et en Irak. Et que même une telle discussion serait beaucoup plus objective que celle que l'émission venait de lancer à propos de la Chine. La dame m'a remercié et ne m'a pas laissé prendre part au débat. Plus tard, j'ai reçu un courriel d'excuses de la part d'un réalisateur de l'émission.

Noam Chomsky On ne vous a pas laissé parler ?

Andre Vltchek Non. Et j'avais été officiellement invité à participer au débat par un des réalisateurs de la BBC.

Ce qui m'a le plus frappé dans cette histoire, c'est qu'ils ont probablement toute une armée d'employés spécialement formés pour filtrer les propos des invités qu'ils s'apprêtent à interviewer. Leurs censeurs – ou responsables du « filtrage » – se doivent d'être très prompts et très compétents. Une personne seule ne suffit pas à la tâche. Ce processus s'applique sans doute à de nombreux invités, voire à la plupart d'entre eux, sauf aux membres de la classe politique ou des milieux d'affaires. Bien entendu, quand le régime d'un pays comme la Tchécoslovaquie s'est effondré, les gens qui exerçaient un tel métier ont dû se faire traiter de tous les noms. En Occident, on semble trouver tout cela banal et légitime.

Noam Chomsky Dans la foulée de la chute du mur de Berlin, on m'a téléphoné pour m'inviter à Nightline. « Combien de temps va durer l'interview ? » ai-je demandé. « Quelques minutes », m'a-t-on répondu. Je trouvais que ça sentait le piège, alors j'ai décliné la proposition. Quelques minutes plus tard, j'ai reçu un coup de fil de mon ami Alex Cockburn. Nightline venait tout juste de l'inviter à son tour, et il voulait savoir ce que j'en pensais, s'il devait accepter ou non. « Je ne

crois pas que tu devrais y aller. Ils te tendent un piège », lui ai-je dit. Mais il a quand même décidé d'honorer l'invitation.

J'ai donc allumé la télévision. Ce que j'y ai vu ressemblait à ce que vous venez de raconter. Au début de l'émission, on voyait la foule en liesse en train de célébrer la chute du mur. Puis est apparu Cockburn, installé dans un studio quelconque. « Alors, M. Cockburn, que pensez-vous de l'événement ? » lui a demandé l'animateur, qui semblait sous-entendre : « Comment allez-vous vous en tirer ? » À peine mon ami avait-il eu le temps de prononcer deux phrases que l'animateur mettait un terme à l'entretien : « Merci, M. Cockburn. » Enfin débarrassés de ce « sympathisant communiste » présenté comme une personne qui n'a pas le cœur à la fête, ils ont pu revenir à leur couverture des célébrations. La séquence avait été soigneusement mise en scène.

Andre Vltchek Il est fascinant de constater à quel point le système est blindé. En Europe de l'Est, les « camarades » commettaient souvent des erreurs, se ridiculisaient [...]. Notre système, lui, est très solide.

Noam Chomsky En effet, il est fort sophistiqué. Lénine et les léninistes ont voulu s'inspirer de la publicité commerciale aux États-Unis, mais ils l'ont fait de façon si maladroite que ça n'a pas fonctionné. En revanche, quand les nazis ont entrepris la même chose, le résultat s'est avéré très efficace.

Andre Vltchek À bien des égards, les nazis ont établi leur système en lien avec les États-Unis. L'Allemagne fait partie de l'Occident, et de nombreux concepts européens et américains ont inspiré les nazis, notamment en matière de colonialisme et de production de masse, mais aussi, comme vous venez de le souligner, en matière de publicité, une forme de propagande très efficace.

Noam Chomsky Ils faisaient effectivement partie de la même culture occidentale au sens large. Et, comme vous le mentionnez par ailleurs, les gens n'écoutaient pas la propagande russe. Ils n'y croyaient pas.

Andre Vltchek La propagande soviétique était d'une médiocrité ahurissante, tout comme la propagande chinoise. Cela explique pourquoi, malgré leurs

réalisations phénoménales des dernières décennies, les Chinois sont en train de perdre la guerre idéologique qui les oppose à l'Occident. Ils sont incapables de rivaliser avec la propagande occidentale. Je n'irais pas jusqu'à prétendre que la place Tiananmen fut une conséquence de cette situation, mais il est manifeste que l'opinion mondiale reflète ce que la propagande occidentale martèle depuis des années, des décennies, des siècles. Dans le monde communiste ou en Chine, la propagande officielle était si lamentable que les régimes n'ont même pas été capables de défendre leur pays, et encore moins d'inciter le monde occidental à transformer son système politique, social et impérialiste – un changement qui n'a que trop tardé.

Les Soviétiques n'ont jamais réussi à imprimer dans l'inconscient collectif le fait qu'ils ont eux-mêmes facilité la libération de dizaines de peuples d'un peu partout dans le monde, et qu'ils soutenaient fondamentalement les grands mouvements de résistance contre l'impérialisme et le colonialisme sur tous les continents. Sans parler du fait qu'on leur doit la plus grande contribution à la victoire contre le nazisme et, par conséquent, au sauvetage de la planète.

Pourtant, c'est la propagande occidentale qui parvient à mobiliser les masses du monde entier pour n'importe quelle cause. En invoquant n'importe quoi, elle est en mesure de déclencher des coups d'État, des conflits, de terribles flambées de violence ou des « élans de changement ». Elle peut dire du grand pays le plus pacifique de la Terre qu'il est le plus violent ; elle peut le qualifier de menace à la paix mondiale. Elle peut dire d'une bande de pays occidentaux qui terrorisent le monde depuis des siècles qu'ils sont les véritables gardiens de la paix et de la démocratie. Et presque tout le monde y croit. Presque tous les Occidentaux y croient, comme la plupart des êtres humains sur la planète [...], car cette propagande, très sophistiquée, frise la perfection. Et, naturellement, la liste de ses victimes ne se limite pas à la Chine, au Venezuela, à la Russie, à l'Iran, à la Bolivie, à Cuba, au Zimbabwe et à l'Érythrée : tout pays qui ose se mettre en travers du chemin de l'Occident devient une de ses cibles légitimes.

Noam Chomsky En 1970, j'ai passé une semaine au Laos. J'y ai vécu ma première expérience avec des reporters sur le terrain. Rares étaient alors les

journalistes occidentaux qui séjournaient dans ce pays, mais, à ce moment, Nixon venait de prononcer un grand discours sur l'avancée des tanks nord-vietnamiens vers Vientiane. C'est pourquoi une meute de journalistes s'étaient rendus sur place ; tous les grands pontes du métier étaient là, des journalistes de CBS, du New York Times, de la BBC... Il n'y avait que deux hôtels pour les accueillir, au bar desquels ils passaient le plus clair de leur temps.

Sitôt descendu d'avion, j'ai été accueilli par un travailleur des International Voluntary Services. Il s'était investi sincèrement dans la cause du Laos et connaissait bien le pays, où il vivait dans un village. C'est lui qui avait révélé au monde les bombardements de la plaine des Jarres. En m'apercevant, il s'est empressé de venir à ma rencontre. Cela faisait des années qu'il tentait d'attirer l'attention du monde sur le sort de la population du pays. J'ai donc passé une bonne partie de la semaine à le suivre. Nous sommes allés dans des camps de réfugiés. La CIA venait tout juste d'évacuer 30 000 personnes de la plaine des Jarres et les avait parquées dans ces camps, en périphérie de Vientiane. C'était la première fois qu'on entendait des témoignages de première main sur ce

qui se passait là-bas. Ces gens avaient vécu dans des grottes pendant deux ans ; leurs histoires étaient terrifiantes. Néanmoins, seuls de rares journalistes du groupe ont osé se rendre sur les lieux.

Andre Vltchek En lançant leurs missiles dans ces grottes, les Américains ont tué des centaines de civils, peut-être même des milliers. Certains de ces abris sont devenus de véritables fosses communes. J'ai recueilli les témoignages de plusieurs personnes qui ont réussi à y survivre [...].

Noam Chomsky Oui, les missiles pleuvaient, et les survivants ont raconté leur histoire, qui a fini par être mise au jour. J'ai passé beaucoup de temps dans les camps. À Vientiane, j'ai rencontré des cadres clandestins du Pathet Lao, des fonctionnaires sympathiques à l'organisation et au peuple lao. Mais je suis aussi allé à l'ambassade des États-Unis. Les journalistes rapportaient que 50 000 soldats nord-vietnamiens se trouvaient en territoire laotien, ce qui expliquait pourquoi les Américains bombardaient la piste Hô Chi Minh, affirmait-on, alors que, dans les faits, les bombes pleuvaient sur la plaine des Jarres. Je

me demandais d'où pouvait bien provenir cette histoire. Je n'ai pas réussi à obtenir d'explication de la part des journalistes présents.

Ils ne savaient pas. Ils ne faisaient que rapporter ce qu'on leur disait lors des points de presse de 17 heures. Je me suis donc rendu à l'ambassade, où j'ai demandé à rencontrer l'« officier politique », à savoir l'agent de la CIA. Le type est descendu me voir ; il était très sympathique. Il m'a demandé ce que je voulais. Je lui ai répondu que je cherchais de l'information sur les sources de ces reportages. « Très bien », m'a-t-il répondu. Après m'avoir conduit dans une salle, il m'a apporté une pile de documents : « Vous n'avez pas le droit de les copier, mais vous pouvez prendre des notes si vous voulez. » Personne n'en avait jamais fait la demande avant moi, m'a-t-il appris. Je me suis donc mis au travail.

Je suis tombé sur un rapport qui faisait état de la présence d'un unique bataillon de 2 500 soldats nord-vietnamiens quelque part dans le nord, où les États-Unis avaient une station radar, celle-là même qui servait au bombardement du Vietnam du Nord. L'histoire s'arrêtait là. Et un seul journaliste a visité les camps de réfugiés, un pigiste de la Far Eastern

Economic Review. Parmi les reporters venus pour le grand spectacle, personne n'y est allé. Ça ne les intéressait pas.

À six heures chaque matin, un groupe de grands Américains aux cheveux blonds descendaient à l'hôtel pour le petit-déjeuner. Ils s'installaient dans un coin pour manger, disparaissaient, puis revenaient vers 17 heures pour prendre un verre ou faire ce que bon leur semblait. Tout le monde devinait qu'il s'agissait de pilotes d'Air America (la couverture de la CIA), dont la tâche consistait sans doute à bombarder la plaine des Jarres, mais personne ne posait de questions. Toute cette histoire de prétendus tanks vietnamiens faisait bien rigoler les journalistes lorsqu'ils étaient attablés au bar. Mais ils l'ont quand même publiée. Voilà donc comment j'ai eu droit à un aperçu des plus fascinants de la façon dont travaillent parfois les correspondants à l'étranger.

J'ai certes été témoin de quelques rares exceptions, de très bons reporters qui travaillaient avec sérieux et acharnement, de façon autonome. Mais la plupart des journalistes ne voulaient tout simplement pas savoir ce qui se passait. Ils voulaient répéter ce qu'on leur racontait au point de presse de 17 heures,

puis aller prendre un verre et savourer les plaisirs de Vientiane... C'était révoltant. J'ignore si les choses ont empiré depuis ce temps.

Andre Vltchek Il ne se fait presque plus de journalisme indépendant aujourd'hui, à part dans les médias électroniques et quelques périodiques sans le sou, pour la plupart incapables de rémunérer leurs collaborateurs.

Noam Chomsky Au début de l'invasion américaine de l'Afghanistan, j'ai séjourné à Islamabad. La capitale pakistanaise était l'endroit le moins éloigné du théâtre des opérations auquel la presse avait accès. Des hordes de journalistes s'y trouvaient donc pour couvrir les événements, et j'ai constaté la même chose : ils étaient tous assis au bar de l'hôtel à s'amuser. Quand un missile a détruit les bureaux d'Al Jazeera à Kaboul, ils ont minimisé l'affaire en la qualifiant d'erreur de tir. Tous les journalistes présents s'en moquaient. Ils admettaient tous qu'on cherchait à pulvériser cet immeuble, mais aucun d'eux n'a rapporté cette information. Ils ont tous écrit le même texte. C'était en Afghanistan, mais j'ai constaté la même chose en

Cisjordanie et en Amérique centrale. [...] Nombreux sont les reporters qui ne vont jamais sur le terrain. Il existe cependant de courageuses exceptions, qui méritent tout notre respect.

Andre Vltchek C'est partout pareil. J'en ai été témoin en Indonésie, bien sûr, puis en Inde lors des massacres du Gujarat, ainsi qu'au Sri Lanka. J'ai couvert d'innombrables conflits ; sans surprise, j'ai constaté qu'il s'exerce un contrôle très rigoureux de la couverture des événements qui ne sont pas censés être rapportés ou qui doivent être abordés, mais sous un certain angle seulement. Quand j'ai commencé à pratiquer sérieusement le journalisme en collaborant à divers grands médias, tels ABC ou le quotidien japonais Asahi Shimbun, je croyais qu'on me laisserait parfois couvrir les événements de manière adéquate. Au milieu des années 1990, j'ai été dépêché au Timor-Oriental pour ABC News. Alors que je tentais de rapporter le massacre d'Ermera, on m'a arrêté, on a confisqué la plupart de mes bandes vidéo, on m'a torturé. On a fini par me libérer. Mais ABC n'était pas intéressé et n'entendait rien diffuser. « Écoutez, nous pourrions y retourner. Je sais comment faire entrer

clandestinement une équipe entière à Dili », ai-je répliqué. Mais la chaîne n'avait aucun appétit pour ce genre d'histoires, aucun intérêt, aucune volonté de suivi.

Noam Chomsky Un de mes bons amis, Charlie Glass, a été correspondant au Moyen-Orient pour ABC News pendant des années. C'est un type très bien, mais plutôt anticonformiste. Il ne suivait pas les consignes, si bien qu'on a fini par le mettre à la porte. En 1986, le soir même où a débuté le bombardement de la Libye, il m'a téléphoné de Tripoli, vers 18 heures 30 environ, pour m'inviter à regarder le journal télévisé de 19 heures. À cette époque, les trois grandes chaînes américaines diffusaient leur principal bulletin de nouvelles à 19 heures, et Glass savait que je n'écoute jamais la télévision : « Regarde-la ce soir ! » m'a-t-il lancé. Il n'a pas voulu me dire pourquoi. J'ai donc allumé le poste à 19 heures. À 19 heures précises, le bombardement a commencé. Tous les studios étaient prêts.

Andre Vltchek On les avait prévenus...

Noam Chomsky Exactement. Toutes les grandes chaînes. Sur le plan logistique, ce n'était pas une mince affaire. Pour se rendre en Libye, les journalistes devaient prendre un vol de six heures en partance de Londres, car la France ne les avait pas autorisés à survoler son territoire, ce qui les contraignait à passer au-dessus de l'Atlantique. Les bombardements avaient été programmés pour la télévision, à une heure de grande écoute. C'est ainsi que les téléspectateurs ont été précipités dans le feu de l'action. On les a ensuite emmenés au Pentagone, où un porte-parole leur a livré son commentaire posé, puis au département d'État. C'est ainsi que la télévision a gracieusement accordé au gouvernement une heure de propagande. Ses artisans le savaient parfaitement ; c'est pourquoi ils avaient tous établi des bureaux là-bas. Personne n'a souligné qu'il s'agissait du premier bombardement planifié en fonction des heures de grande écoute de la télévision.

Andre Vltchek Il s'est passé quelque chose de semblable lors du bombardement de Belgrade quelques années plus tard.

Noam Chomsky On y a abattu la tour de télécommunication. Des groupes de défense des droits de la personne ont critiqué cette attaque, et on leur a répliqué : « La cible était légitime, car elle était utilisée par une agence de propagande qui diffusait des nouvelles. »

Il est arrivé la même chose à Falloujah, en Irak. Rappelez-vous le début de l'invasion américaine. En entrant dans Falloujah, les Marines se sont précipités sur l'hôpital. Ils ont jeté tous les patients par terre et les ont ligotés. Quand quelqu'un leur a posé une question relative aux Conventions de Genève, les forces armées ont rétorqué que l'hôpital était une agence de propagande parce qu'il diffusait régulièrement des rapports sur le nombre de victimes civiles, ce qui leur donnait le droit de le réduire en poussière. La presse a relayé ces propos qui, à ma connaissance, n'ont suscité aucun commentaire.

À Falloujah, on enregistre aujourd'hui des niveaux de radiations dignes d'Hiroshima. Quelles qu'aient été les armes utilisées, elles ont causé des dommages considérables.

Andre Vltchek Partout en Irak, en fait. En plusieurs endroits, les radiations ont atteint des niveaux si élevés qu'elles devraient être mortelles. Les Occidentaux font montre d'une crédulité ahurissante à l'égard de la propagande. Ayant grandi en Europe de l'Est, je suis à même de savoir qu'on n'y croyait en rien les discours officiels du gouvernement. C'est pourquoi, d'une certaine façon, les gens étaient très conscients de ce qui se passait dans le monde et dans leur pays.

Ils savaient tout des présumés « crimes » commis par leur propre système, mais n'étaient pas nécessairement au courant des crimes beaucoup plus horribles dont l'Ouest était responsable. Leurs perceptions étaient surtout influencées par la propagande occidentale, dont ils ont été alimentés pendant des décennies par l'entremise de stations de radio et de télévision. Si les Européens de l'Est subissaient un lavage de cerveau, celui-ci n'était pas attribuable à la propagande soviétique, mais bien à la propagande occidentale. Ils s'intéressaient néanmoins à ce qui se passait dans le reste du monde, dont ils avaient une certaine conscience. Je suis arrivé aux États-Unis en 1985. Je fréquentais l'école de cinéma de l'Université Columbia. Peu après ont eu lieu les

bombardements de la Libye. Les étudiants de Columbia étaient évidemment très critiques à l'endroit de cette campagne, mais, quand je sortais dans la rue, j'étais stupéfait de constater à quel point le grand public était inconscient et manquait d'esprit critique. À mes yeux, les Européens de l'Est étaient alors beaucoup mieux informés de leurs problèmes – et beaucoup plus critiques à l'endroit de leur système – que ne l'étaient les Américains et les Européens de l'Ouest.

Pour avoir vécu sur tous les continents, je peux affirmer que les « Occidentaux » forment le groupe plus endoctriné, le moins bien informé et le moins critique de la Terre, à quelques exceptions près, bien sûr, comme l'Arabie saoudite. Mais ils sont convaincus du contraire : ils se croient les mieux informés, les plus « libres ».

Noam Chomsky Quelques études intéressantes ont été menées à ce sujet à la fin des années 1970. En collaboration avec le gouvernement, des centres de recherches russes se sont penchés sur les sources d'information des émigrés avant leur départ de l'URSS. Ils ont obtenu des résultats étonnants : la plupart des

Russes, soit un pourcentage très élevé, écoutaient la BBC.

Andre Vltchek Bien sûr ! Les gens se donnaient beaucoup de mal pour obtenir des informations de « l'autre camp ». J'ai grandi à Pilsen, une ville située près de la frontière bavaroise où il était facile de capter la télévision et la radio occidentales. La guerre froide battait son plein, mais, en Tchécoslovaquie communiste, les ondes étrangères n'étaient pas brouillées. Quiconque comprenait l'allemand n'avait aucun problème. La BBC n'était pas brouillée. Aucune émission en anglais n'était brouillée, peu importe sa provenance. Et les habitants de ce coin du monde parlent, ou à tout le moins comprennent, plusieurs langues.

Noam Chomsky La BBC était aussi diffusée en URSS.

Andre Vltchek En général, les émissions de la BBC n'étaient pas brouillées, quelle que soit la langue, et surtout pas la programmation en anglais. De temps à autre, Voice of America était brouillée dans les langues locales, tout comme Radio Free Europe/Radio Liberty,

ouvertement propagandiste. Quand on y pense, il y avait une soif considérable d'information, et les médias propagandistes occidentaux en profitaient au maximum. Leurs émissions d'information étaient mieux présentées que les nôtres ; leur propagande était subtile, raffinée, grâce à des siècles d'expérience. Même quand les Européens de l'Est assuraient une couverture idéologique fidèle et passionnée d'une situation, comme dans le cas de la guerre du Vietnam ou celui de l'appui des Américains aux Contras nicaraguayens, elle était si maladroite comparée aux mensonges bien emballés de l'Occident que personne n'y croyait, tant à Prague qu'à Budapest, et même dans certains milieux de Moscou. Une fois installé aux États-Unis, j'ai été estomaqué de constater à quel point j'avais été mal informé par la propagande occidentale.

Voyez-vous le paradoxe ? L'Occident, qui se prétend libre, ouvert et démocratique, n'avait pratiquement pas accès à la propagande élaborée en URSS, laquelle, de ce fait, n'était pas en mesure de l'influencer (et il en va de même aujourd'hui de la propagande chinoise). Et le phénomène ne se limite pas à la propagande : la plupart des citoyens d'Europe de l'Ouest et des États-Unis n'ont été ou ne sont

aucunement influencés par les visions du monde des anciens Soviétiques ou des Chinois. Ils n'en savent pas grand-chose. Leur monde est unipolaire. Ils ne comparent pas différentes idées, différents idéaux, différentes idéologies. Ils ont une seule idéologie, qu'on peut qualifier de « fondamentalisme du marché », entretenue par les systèmes parlementaires multipartites et les monarchies constitutionnelles. Les Soviétiques, eux, en savaient beaucoup sur le capitalisme et sur la perception occidentale du communisme (et c'est encore le cas des Chinois d'aujourd'hui). Dans ces conditions, qui sont les plus ouverts et les mieux informés ? Jetez un coup d'œil sur les librairies chinoises : elles regorgent de littérature capitaliste. Allez dans une librairie américaine ou européenne : vous n'y trouverez guère de littérature communiste chinoise.

C'est la thèse que je défends quand j'écris dans Le Quotidien du Peuple ou le China Daily [un quotidien chinois en langue anglaise], ou quand les médias chinois m'interviewent, ce qui arrive souvent. J'invite les Chinois à se méfier de la propagande occidentale qui les vise. Je leur explique qu'elle n'a pas pour but de les informer, mais d'ébranler leur pays.

C'est pourquoi je m'inquiète beaucoup du fait que des pays assiégés comme Cuba ou la Chine ouvrent grand les portes de leur cyberspace et de leurs médias. Je crains le déferlement de toute cette propagande néfaste en provenance de l'Occident, laquelle a pour but de déstabiliser ces pays, tout comme elle visait autrefois le démantèlement de la Tchécoslovaquie et de l'URSS. Je ne prône pas la censure pour autant, mais je sais cependant à quel point les ondes et le web occidentaux peuvent être dangereux. Leur principal objectif consiste à nuire, à détruire, et non à informer.

Quoi qu'on ait pu lire sur la Chine, on est frappé d'étonnement quand on y débarque, car la réalité du pays contraste vivement avec le portrait qu'en brossent les médias occidentaux. La Chine est complètement différente de ce que nous en dit – et de ce qu'en dit aux Chinois – notre système de propagande. La réalité est beaucoup plus complexe.

Noam Chomsky En effet. Depuis un siècle, on n'a pas ménagé les efforts pour mettre en place un système de propagande fort complexe. Sa fonction principale consiste à laver le cerveau des gens d'ici par la

publicité. Des sommes considérables sont investies dans le marketing et la publicité, essentiellement dans le but d'entretenir une société de consommation. Il y a quelques années, par exemple, des publicitaires ont réalisé qu'ils n'arrivaient pas à toucher un certain segment de la population, celui-ci étant dépourvu d'argent : les enfants. En se creusant la tête, ils sont parvenus à créer une forme de propagande adaptée aux enfants en vue d'amener ceux-ci à solliciter leurs parents, dans les poches desquels se trouve l'argent. Si un enfant insiste auprès de ses parents pour obtenir tel ou tel produit, ceux-ci le lui achèteront.

Aujourd'hui, les départements de psychologie appliquée des universités offrent des cours de sollicitation. Divers types de sollicitation répondent à différents objectifs. Il m'arrive de regarder la télévision avec mes petits-enfants : j'y constate que les mineurs sont bombardés de messages publicitaires dès l'âge de deux ans. Rien n'est épargné. Ainsi, quand on a entrepris la diffusion de propagande à l'étranger, on avait déjà acquis toutes les techniques nécessaires.

Une personne a été vraiment impressionnée par ces exploits : Goebbels. Pour établir le système de propagande de l'Allemagne nazie, il s'est inspiré de la

publicité commerciale américaine qui est, à son meilleur, particulièrement sophistiquée.

Andre Vltchek C'est précisément ce que je voulais dire : la publicité, c'est de la propagande et vice-versa. Dans un sens, la propagande est un moyen de faire la publicité d'un système politique ou économique, de vendre une vision du monde. Et la publicité n'est pas tenue de se limiter à la vente d'aspirateurs.

Noam Chomsky Effectivement. Il est aussi frappant de constater que personne ne parle d'une dimension manifeste de la publicité, à savoir le fait qu'elle est conçue pour nuire au marché. Quiconque suit un cours d'économie apprendra que les marchés reposent sur les choix rationnels de consommateurs informés. Jetez un coup d'œil sur n'importe quelle publicité télévisée : vous verrez plutôt qu'elle est conçue pour engendrer des consommateurs mal informés qui feront un choix irrationnel. La contradiction, énorme, saute aux yeux. Nous sommes censés vénérer le marché. Nous avons de grandes théories, des économistes, une Réserve fédérale qui cherchent à le protéger. Et pourtant, une industrie colossale a pour finalité de lui nuire ; elle est

là, sous nos yeux, mais on ne perçoit pas la contradiction. Les élections obéissent à la même logique. De nos jours, elles ont pour objectif de nuire à la démocratie. Elles sont dominées par l'industrie des relations publiques, qui n'a assurément pas pour but d'engendrer des électeurs bien informés qui feront des choix rationnels, mais plutôt de leurrer les citoyens en les amenant à faire des choix irrationnels. Les techniques utilisées pour nuire au marché le sont aussi pour nuire à la démocratie. C'est une des industries les plus importantes des États-Unis, et ses rouages sont invisibles.

Andre Vltchek Les médias américains se sont-ils détériorés depuis les années 1950 et 1960 ? N'y avait-il pas un peu plus de diversité à cette époque ?

Noam Chomsky Si l'on remonte aux années 1930, on constate qu'il existait alors un vaste éventail de publications, dont une presse de gauche. Dans les années 1950, les médias étaient devenus nettement plus commerciaux et dociles, mais il se publiait encore environ 800 journaux ouvriers, parfois fort critiques et militants, qui comptaient près de 30 millions de

lecteurs. Les grands médias, eux, étaient très conformistes. Prenons l'exemple du coup d'État de 1953 en Iran. Le New York Times en a fait l'éloge et s'est réjoui du renversement de Mossadegh, que la presse américaine ne manquait pas de calomnier en le présentant comme un « Arabe fou » qui se promenait en pleurant, vêtu d'un pyjama. (Il semble que certaines personnes ignoraient que les Perses ne sont pas des Arabes.) Selon l'équipe éditoriale du New York Times, le coup d'État devait avoir un effet dissuasif sur les autres dirigeants tentés de se lancer dans un « nationalisme radical déchaîné » et de prendre le contrôle de leurs propres ressources. Cette leçon devait ouvrir la voie à des politiciens plus responsables, différents de cette brebis égarée qui, en nationalisant les ressources de son propre pays, nous privait de celles-ci.

Il s'est passé la même chose l'année suivante lors du coup d'État au Guatemala. Edward Bernays, le gourou des relations publiques, avait été embauché par la société United Fruit pour livrer de fausses informations à la presse : prise du pouvoir par les communistes, nouvelle étape de leur conquête du monde, etc. Plus tard, le responsable des relations

publiques de l'entreprise a rédigé un compte rendu de l'affaire. Quand celui-ci a été rendu public, on lui a demandé : « Ne trouviez-vous pas un peu étrange de transmettre de tels documents à la presse ? » « Pas du tout, car elle n'attendait que ça. Nous lui avons donné ce qu'elle demandait. »

Andre Vltchek Quand je me suis installé à New York en 1985, j'ai été très impressionné. Ma vie aux États-Unis tournait autour de Manhattan, où régnait alors une grande diversité intellectuelle. Je fréquentais l'East Village, où se trouvaient des librairies du Sentier lumineux ou du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru. Je n'en croyais pas mes yeux. J'étais au cœur de l'empire, et tous ces mouvements de guérilla y tenaient des librairies qui proposaient des livres imprimés aux États-Unis ou importés. Des maoïstes et d'autres gauchistes indiens y publiaient et y vendaient également leurs ouvrages. Ces librairies servaient aussi de lieux de réunion. Plus tard, toutefois, avec l'avènement d'internet, elles ont disparu les unes après les autres. On n'en voit plus une seule à New York, ce que m'ont confirmé mes amis qui y vivent encore. New

York ressemble de plus en plus au reste des États-Unis.

Noam Chomsky Ce phénomène s'inscrit dans une tendance beaucoup plus large, à laquelle contribuent de nombreux facteurs. Et qui remonte à loin. Quand je furetais dans les librairies d'occasion des environs d'Union Square, voilà plus de 70 ans, la diversité était beaucoup plus grande et, à mes yeux, plus riche intellectuellement que ce que vous avez connu dans les années 1980.

Andre Vltchek C'était pareil en Europe. Autrefois, à Paris, près de n'importe quel café se trouvait toujours un kiosque qui vendait des journaux communistes en plus d'offrir Le Monde, le quotidien conservateur Le Figaro et peut-être aussi quelque feuille de chou d'extrême droite... pour faire bonne mesure. En sirotant son café sur une terrasse, on pouvait en apercevoir les manchettes et se faire une bonne idée des points de vue de la gauche et de la droite sur l'actualité, avant d'aller acheter deux ou trois journaux différents. Plus rien de tel n'existe de nos jours. Il y a peut-être encore

quelques endroits du genre à Paris, mais il s'agit d'exceptions.

Noam Chomsky Et Le Monde n'est plus ce qu'il était dans les années 1960 et 1970. Il s'y fait beaucoup moins d'enquêtes sérieuses et indépendantes, et le nombre de sources a nettement diminué. On n'a qu'à constater la raréfaction des bureaux à l'étranger et des sources utilisées par ce qui était, il n'y a pas si longtemps, une presse locale de qualité pourvue de ses propres sources.

Andre Vltchek C'est internet qui a remplacé tout ça. J'ai donné des conférences à ce sujet dernièrement à l'Université de Sydney ainsi qu'à Auckland. Voyons si nous partageons le même avis. Selon moi, internet a renforcé le discours officiel de droite qu'on présente à la une. Prenons Yahoo !, par exemple. [...] La plupart des gens ne savent pas ce qu'ils y cherchent. Toute l'information est là, mais il faut être très déterminé pour s'y retrouver [...].

Noam Chomsky On doit savoir ce que l'on cherche.

Andre Vltchek Exactement. On doit être bien informé. Et on doit savoir improviser pendant la recherche.

Noam Chomsky Tout comme vous ne pourriez vous rendre à la bibliothèque publique de New York en vous disant : « Je veux devenir biologiste. » Toutes les connaissances nécessaires s'y trouvent, mais elles ne vous seraient d'aucune utilité.

Andre Vltchek Exactement ! C'est pourquoi je considère qu'internet convient à des gens comme nous et à quiconque sait précisément ce qu'il cherche. Mais si l'internaute est un simple quidam en quête d'un regard différent sur l'actualité, il risque d'être envoyé dans des directions très douteuses.

Noam Chomsky On peut en sortir très désorienté, en effet. Je me réjouis toujours de l'existence d'internet s'il est utilisé à des fins convenables. Cependant, si l'on se penche sur ses effets plus généraux, on constate surtout qu'il sème la confusion et façonne des mentalités sectaires. Il est facile de créer une secte sur internet. Supposons que nous décidions de répandre la croyance selon laquelle le président Obama est

l'antéchrist. D'emblée, nous rallierions 25 % des républicains, qui semblent déjà acquis à l'idée. Les documents que nous publierions seraient partagés par d'autres personnes, et ainsi de suite. Nous toucherions ainsi beaucoup de monde très rapidement, et certains commenceraient à se dire « pourquoi pas ? ». Pourquoi ne pas croire à cette histoire ? Pourquoi croirais-je tout ce qui se dit sur d'autres sites qui, de toute façon, ne sont qu'un tissu de mensonges ? Alors je vais opter pour cette version. De grosses sectes prennent forme de cette façon et ne font que détourner les gens des vrais enjeux, du militantisme éclairé. Prenons ce vaste mouvement des truthers, qui cherche à faire éclater la « vérité » sur le 11-Septembre : sa principale conséquence aura été de canaliser une énergie qui aurait pu être mise au service de la résolution des problèmes soulevés par la tragédie. Il est facile de consulter internet pour analyser un quelconque article technique, dont on ne saisit pas grand-chose, sur la présence possible de traces de nanothermites dans le bâtiment 7 du World Trade Center. C'est plus facile que d'organiser des manifestations contre la guerre en Irak. Beaucoup plus facile.

Ce mouvement est un véritable phénomène. Sa portée est considérable. Je ne serais guère surpris que le tiers de la population lui accorde une certaine crédibilité. Ainsi, le tiers de la population croirait que nous sommes gouvernés par des meurtriers maniaques qui souhaitent tous nous assassiner. Bon, d'accord, retournons au travail ; on ne peut rien y faire, alors on s'en lave les mains.

Cependant, je ne crois pas que la popularité de ce mouvement soit seulement attribuable à internet. Aux États-Unis, à tout le moins, il s'inscrit dans un déclin plus général de la confiance envers les institutions, presque toutes les institutions. Et ce déclin découle de facteurs beaucoup plus profonds et généraux qu'internet.

Andre Vltchek Vous soulevez là une question fort intéressante. Les théories du complot sont à rapprocher des films catastrophe. Je crois qu'une bonne partie du cinéma commercial désensibilise les gens. Les gens perçoivent de temps à autre la réalité qui les entoure, mais, lorsqu'ils comparent celle-ci à la réalité virtuelle dont on les bombarde jour et nuit, qui montre leur pays ravagé par d'horribles insectes ou la

moitié de la Californie engloutie dans la faille de San Andreas, tous les problèmes de la vie réelle leur apparaissent banals, sans grande importance. Les vraies guerres, la faim, le pillage des ressources dans des pays lointains, les sans-abri, le recul de la démocratie... rien que du banal. Les théories du complot entourant le 11-Septembre ont le même effet. Comme vous le dites, la réalité est beaucoup plus exigeante : on doit être déterminé, organiser des manifestations, mobiliser la population, résister, se révolter.

Noam Chomsky Ça me paraît très plausible, en effet. J'ajouterais que la réalité comporte des risques, alors qu'il n'y a rien de risqué dans le fait de clavarder avec des amis sur internet.

Andre Vltchek En effet. Et les idées des truthers ont gagné le monde entier. J'en ai été témoin un peu partout, d'Istanbul à l'Amérique du Sud. Même dans certains milieux très instruits, on les tient essentiellement pour acquises. Dans certains milieux intellectuels d'Istanbul, quiconque affirme que le gouvernement américain n'a pas lui-même détruit le

World Trade Center passe pour une personne ennuyeuse et ordinaire.

Noam Chomsky À propos de la variante américaine du phénomène, il existe un bon livre, écrit par le critique littéraire H. Bruce Franklin. Celui-ci s'est penché sur la littérature populaire aux États-Unis, de l'ère coloniale à nos jours, en tenant compte de la télévision et du reste. Il a fait d'intéressants constats, dont celui de l'existence d'une thématique commune à toutes les époques, qui se rapproche de ce dont vous venez de parler : « Une catastrophe est imminente, un ennemi implacable s'apprête à nous envahir dans le but de nous détruire. À la dernière minute, nous sommes sauvés par une arme formidable ou un superhéros. » Ce genre de récit est aujourd'hui repris par la télévision : face à la conquête du pays par les Russes, des étudiants prennent le maquis pour organiser la lutte contre l'envahisseur, entre autres scénarios.

Qui est l'ennemi ? En général, il s'agit de quelqu'un que nous écrasons. Au début, c'étaient les Autochtones. Dans la Déclaration d'indépendance, Thomas Jefferson condamnait le roi George III en lui

reprochant d'avoir déchaîné contre nous « les Indiens, ces sauvages sans pitié, dont la manière bien connue de faire la guerre est de tout massacrer, sans distinction d'âge, de sexe ni de condition ». Jefferson était sur place – il savait parfaitement que les « sauvages sans pitié » étaient en fait les Européens –, mais je ne crois pas qu'il mentait. L'idée était la suivante : « Nous sommes pacifiques... Si les sauvages sans pitié réagissent, c'est parce que nous avons accaparé leurs terres, les en avons chassés, les avons tués. » Cet ennemi allait persister pendant toute la conquête du nouveau territoire.

Par la suite est née la crainte d'une révolte des esclaves : les esclaves vont se soulever, tuer tous les hommes, violer toutes les femmes, prendre le pouvoir... mais nous serons sauvés à la dernière minute. Plus tard, au XIX^e siècle, curieusement, ce rôle a incombé aux Chinois. Les coolies, comme on les appelait, étaient kidnappés et emmenés aux États-Unis pour travailler à la construction des chemins de fer, après quoi ils ouvraient des blanchisseries ou des commerces du même genre. La littérature les présentait comme suit : ils vont prendre le pouvoir, ils ont des visées sournoises ; par centaines de millions,

ils comptent se fondre dans la société américaine pour en prendre le contrôle.

Dans un roman (de l'auteur progressiste Jack London, si je me souviens bien), il était question d'éliminer toute la population chinoise à l'aide d'armes biologiques pour l'empêcher de conquérir le pays. Puis, dans les années 1950 sont apparus les Chinois communistes qui tentaient d'empoisonner la jeunesse américaine en envoyant des drogues aux États-Unis, encore dans le but d'y prendre le pouvoir. Pendant la guerre du Vietnam, un mythe voulant que les forces armées soient devenues dépendantes des drogues s'est répandu comme une traînée de poudre [...]. Il y avait là un fond de vérité, car les soldats éprouvaient une grande colère face à la situation qu'ils vivaient, ce qui causait chez eux dépressions et autres problèmes, bien qu'il s'avéra qu'ils prenaient surtout de l'alcool. La fiction mettait néanmoins l'accent sur les drogues, instruments d'un complot insidieux des Vietnamiens et des Chinois communistes qui visait à faire de nos braves jeunes hommes des criminels endurcis et des toxicomanes qui auraient réduit le pays en lambeaux à leur retour du front. Ce genre de scénario est aussi à la base de la propagande diffusée dans le cadre de la

guerre contre les drogues. Et cette mascarade se poursuit jusqu'à nos jours. Aujourd'hui, ce sont les islamofascistes qui, craint-on, pourraient se rendre maîtres du pays. La moitié des électeurs qui se qualifient de républicains sont convaincus qu'Obama cherche à imposer la charia non seulement aux États-Unis, mais au monde entier.

CHAPITRE 4

Le bloc soviétique

Noam Chomsky Je suis curieux de savoir ce que vous pensez de l'Europe de l'Est.

Andre Vltchek L'Europe de l'Est me déprime. À un certain moment de l'histoire, les peuples de pays comme la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Allemagne de l'Est ont été contraints de faire de très bonnes choses pour l'humanité, mais contre leur gré. C'est pourquoi, selon moi, ils ont passé tout ce temps à rêver de gagner le camp des oppresseurs. Et ce rêve est devenu réalité il y a un peu plus de 20 ans, du moins pour leurs élites. À cela s'ajoute le mythe d'une Europe de l'Est où tout allait tellement mal. Les dissidents d'Europe centrale et orientale sont devenus des vaches

sacrées. On ne peut pas critiquer les intellectuels et les écrivains comme Václav Havel ou Milan Kundera. Ils sont intouchables, car ils étaient au service de l'Ouest.

Si j'ai voulu aborder cette question, c'est parce qu'il s'agit d'un des premiers enjeux dont nous avons discuté quand, à la suite de notre première rencontre il y a de cela de nombreuses années, nous avons entrepris notre correspondance. Nous avons échangé sur le caractère éminemment plus oppresseur des régimes coloniaux occidentaux par rapport à ceux des satellites de l'URSS.

Noam Chomsky Le seul pays de ce coin du monde où j'ai mis les pieds, c'est la Hongrie, et je n'y ai pas séjourné longtemps. J'y ai cependant rencontré beaucoup de dissidents. Très néolibéraux, ils étaient fascinés par tout ce qui venait de l'Ouest, par toutes les idées qui y circulaient. Comme si tout ce qui ne venait pas de la Russie était nécessairement bon. Ces gens étaient très sympathiques. Nous nous entendions sur beaucoup de choses, mais leur engouement inconditionnel pour les idées occidentales m'irritait.

Andre Vltchek Récemment, j'ai visité l'Escuela de Mecánica de la Armada, à Buenos Aires, et le Museo de la Memoria y los Derechos Humanos, à Santiago. Ces endroits sont formidables. Le musée expose toutes les horreurs qu'ont subies le Chili et d'autres pays d'Amérique latine. J'y ai vu des œuvres extraordinaires de Botero, le plus grand peintre et sculpteur contemporain de la Colombie. Ses peintures illustrent la torture infligée aux musulmans à la prison d'Abou Ghraib, en Irak. Quelle force ! J'étais impressionné de voir un grand artiste colombien et un grand musée chilien manifester leur solidarité en tendant la main aux peuples arabes. Rien de tel ne serait possible en Europe de l'Est.

J'ai vécu une enfance horrible en Tchécoslovaquie. Non parce que le pays était communiste, mais parce que ma mère était moitié chinoise et moitié russe, ce qui lui donnait des traits asiatiques. Nous subissions un racisme terrible.

Sans vouloir être trop cynique, même si la répression du Printemps de Prague par Moscou en 1968 n'a pas été nécessairement bénéfique et a fait voler en éclats le « socialisme à visage humain », il faut souligner que l'envahisseur soviétique n'a commis

aucun massacre. Peu de gens ont été écrasés par les tanks : dans la plupart des cas, il s'agissait d'accidents ; certains sont morts alors qu'ils étaient saouls.

Noam Chomsky Si la même chose s'était produite en Amérique latine, personne ne s'en serait rendu compte.

Andre Vltchek En effet ! L'invasion de la Grenade a fait plus de victimes. À Prague, l'intervention a été chirurgicale. Il n'y a pas eu de viols. Pas de torture non plus. Ils ont laissé les frontières ouvertes pendant plusieurs mois, si bien que les gens qui souhaitaient partir pouvaient le faire. Mon père, qui était un spécialiste de la physique nucléaire, s'est fait offrir d'aller au Canada, mais il a décidé de rester. Il est resté membre du Parti communiste de Tchécoslovaquie jusqu'en 1968. Cette année-là, il a déchiré sa carte de membre sous les yeux de quelque cadre du parti. Il ne lui est rien arrivé par la suite. Il a continué à travailler comme avant, bien que son geste l'ait sans doute privé de la possibilité de voyager à l'étranger ou d'obtenir une promotion. Imaginez si la même chose s'était produite au Salvador, dans la Grèce des colonels

(soutenus par les États-Unis), en Indonésie après 1965 ou au Chili après 1973 ! Toute ma famille aurait été éliminée, probablement sous l'ordre exprès de Washington.

Les gens comme Kundera, Havel et Kohout en étaient conscients. Mais ils ont préféré devenir des vedettes de la littérature en ne montrant qu'un côté de la médaille. A-t-on déjà vu un texte de Kundera abordant les horreurs infligées au reste du monde par les États-Unis et l'Europe ? Il a pondu quelques romans de propagande ineptes et sentimentaux, et les critiques l'ont élevé au rang de grand auteur.

Noam Chomsky De nombreuses études universitaires l'ont démontré : en comparaison avec celle que subissait l'Amérique latine, la répression qui se pratiquait dans l'Europe de l'Est poststalinienne était plutôt modérée. Assez étonnamment, l'URSS subventionnait ses satellites européens à un point tel que ceux-ci ont fini par devenir plus riches que leur puissance tutélaire. Dans l'histoire, le bloc soviétique représente le seul cas d'un empire dont la métropole était plus pauvre que ses colonies.

Andre Vltchek Oui, le contraste sautait aux yeux. Je m'en suis rendu compte quand j'étais petit. J'ai grandi en Tchécoslovaquie, mais je suis né à Leningrad, où grand-mère était restée. Tous les étés, ma mère m'envoyait passer trois mois chez elle. J'adorais la Russie. Chaque année, je comptais avec impatience les jours qui me séparaient de mon prochain séjour. Mais je percevais le contraste entre les deux pays. Leningrad était une des villes les plus riches d'Union soviétique, mais, même à cette époque, on permettait manifestement à la Tchécoslovaquie occupée d'être beaucoup plus riche que l'URSS. Les Soviétiques n'ont jamais vraiment tenté de corriger cette disparité. Ils n'ont pas siphonné toutes les ressources du pays comme le font les États-Unis ailleurs. Ils auraient pu le faire, mais s'en sont gardés. Évidemment, cette façon de faire ne leur a jamais valu la moindre reconnaissance, ni de la part de l'Ouest ni de celle des intellectuels est-européens.

Noam Chomsky Les raisons pour lesquelles un pays devenait partie prenante de l'empire soviétique étaient sans doute fâcheuses, mais les faits sont indiscutables.

Des recherches universitaires les ont d'ailleurs relevés, mais personne n'en a tiré la moindre conclusion.

Andre Vltchek On oublie complètement les nombreux bienfaits que l'Europe de l'Est a apportés au monde. Comme nous l'avons mentionné tout à l'heure, les pays de l'Est ont soutenu des luttes de libération nationale aux quatre coins du monde ; ils ont appuyé le Vietnam pendant la guerre que lui livraient les États-Unis. Ils ont aidé des dizaines de millions de personnes en Afrique, au Moyen-Orient, partout. De grandes maisons d'édition soviétiques produisaient des livres pour les peuples les plus pauvres de la Terre, dans leurs propres langues.

Des amis indiens m'ont raconté qu'ils ont grandi en écoutant des CD de musique classique publiés par la société d'État Melodiya. Je serais incapable d'énumérer tout ce que ces pays ont fait pour le monde. Mes deux oncles paternels tchèques ont construit toutes sortes de choses, comme des sucreries ou des aciéries au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-Est. Il ne s'agissait pas pour eux d'une forme de travaux forcés : leur dur labeur était rémunéré adéquatement, mais l'aide était néanmoins accordée

dans un esprit internationaliste. Ils ont accompli des choses extraordinaires, mais tout ce qu'on en a retenu, c'est que leur travail était une facette du prétendu « empire du mal ». La propagande occidentale est venue à bout de toutes ces bonnes intentions.

Une bonne partie des dissidents est-européens provenaient de l'élite. Václav Havel, par exemple, est issu d'une famille qui comptait parmi les plus riches de Tchécoslovaquie avant la victoire des communistes aux élections de 1948. Elle avait des intérêts dans l'immobilier et était propriétaire des studios de cinéma Barrandov, qui font partie des plus importants d'Europe orientale. Josef Škvorecký, écrivain dissident devenu professeur à Toronto, ne mâchait pas ses mots à ce propos. Dans son roman intitulé *Les lâches*, qui relate la libération de la Tchécoslovaquie du joug nazi par l'Armée rouge, il raconte que les Russes allaient et venaient à cheval, qu'ils puaien, et qu'il aurait nettement préféré que son pays soit libéré par les Américains ou les Britanniques, car il appartenait à la classe moyenne supérieure et adorait le jazz.

Noam Chomsky Les manifestations de racisme à l'endroit des joueurs de football noirs en Pologne et en

Ukraine pendant le championnat d'Europe de 2012 vous ont-elles étonné ?

Andre Vltchek Non. Je crois qu'il y a toujours eu du racisme en Europe orientale. Mais je crois aussi que des choses pas très jolies ont refait surface quand ces pays ont adopté le régime pour lequel s'étaient battus les dissidents et l'Ouest. Ça ressemble un peu à ce qui s'est passé en URSS. Les communistes avaient forcé un pays autrefois isolé et arriéré à devenir soudainement internationaliste. Ça avait marché chez certaines personnes, surtout chez les intellectuels, en fait. Mais la majorité de la population était restée bornée, voire raciste.

L'Union soviétique a accueilli une foule d'étudiants venus d'Afrique, d'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient. Elle a créé pour eux des universités, ce qui était fantastique. Mais tout cela laissait sans doute le citoyen moyen assez indifférent. Les Russes ordinaires ne comprenaient pas ce qui se passait et restaient très chauvins. C'est comme en Inde aujourd'hui. Si l'Inde devenait communiste et bâtissait des écoles pour des jeunes d'Afrique, du Moyen-Orient et d'ailleurs, les gens ordinaires ne l'accepteraient pas. Mon ami

kényan, ancien parlementaire et marxiste non déclaré, y a étudié. Il est noir. À l'université, m'a-t-il raconté, on le respectait, mais aussitôt qu'il sortait dans les rues de New Delhi, des enfants accouraient souvent vers lui et lui demandaient : « Monsieur, où est votre queue ? Vivez-vous dans les arbres ? » C'est l'éducation qui fait défaut ; les autres cultures sont mal accueillies. Les Soviétiques avaient placé leur pays à l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme, le racisme et la discrimination. Mais une bonne partie de la population n'était pas prête, si bien qu'elle s'est montrée réfractaire et est demeurée raciste. Selon moi, ce phénomène ne s'est pas limité à l'URSS : il a aussi gagné toute l'Europe de l'Est. Dès que le système qui encourageait l'égalitarisme s'est effondré, toute cette intolérance refoulée a refait surface.

Noam Chomsky Que pensez-vous de la montée des partis d'extrême droite en Europe de l'Est ?

Andre Vltchek Je pense qu'ils vont connaître un essor comparable à celui de leurs homologues du Danemark, des Pays-Bas, de la Grèce et d'ailleurs. Selon moi, l'Europe traîne encore un long passé fasciste, comme

elle le démontre depuis des siècles en pillant la planète. Et, par-dessus le marché, le continent vit un déclin économique et culturel.

Autrefois, alors qu'elle dominait le monde, l'Europe coloniale a fait preuve d'une violence hors du commun en se livrant à des génocides et à des massacres, dont nous avons déjà parlé. Aujourd'hui, elle cherche encore à dominer le monde, de concert avec son associé principal à la gâchette facile. C'est pourquoi je ne suis pas étonné : les partis fascistes constituent probablement un phénomène assez naturel en Europe. Lorsqu'ils font surface, ils me semblent plus faciles à combattre que les systèmes égoïstes mis en place après la Seconde Guerre mondiale, lesquels ont accordé un important filet social aux Européens au détriment des milliards d'affamés du reste du monde.

Noam Chomsky Y a-t-il selon vous des perspectives pour le socialisme en Europe orientale ?

Andre Vltchek En Russie, en Ukraine et, jusqu'à un certain point, en Bulgarie, je constate une grande nostalgie pour le communisme ou le socialisme. Et ce sentiment ne se limite pas au régime politique ou

économique. De nombreux citoyens de l'ex-URSS ressentent un vide ; ils ont en quelque sorte l'impression que la vie n'a plus de sens. L'URSS poursuivait de nobles idéaux. Certains d'entre eux, comme la liberté pour toutes les régions pauvres du monde, l'anticolonialisme, l'anti-impérialisme et la justice sociale, étaient particulièrement admirables.

Il est intéressant de constater que jeunes et moins jeunes écoutent aujourd'hui de vieilles chansons de l'ère soviétique, inlassablement. La littérature contemporaine traduit le vide laissé par l'effondrement du régime. Mais le Parti communiste de Russie est sclérosé et désorienté. Je ne crois pas que le pays soit prêt à trouver la voie qui pourrait le ramener vers le socialisme ou le communisme à la russe. Il s'agit d'une société déboussolée, qui n'a pas autant confiance en elle que la Chine. Elle se sent vaincue, fragmentée, pleine d'incertitudes. Je crois cependant que l'esprit russe est fondamentalement socialiste. Je ne serais pas étonné de voir la Russie redevenir un pays socialiste d'ici 10 ou 20 ans.

Je crois en revanche que la plupart des pays d'Europe centrale et orientale ne redeviendront jamais socialistes. Intégrés aux structures occidentales, ils font

maintenant partie du régime. On ne les laissera jamais transformer de nouveau leur système, tout comme on ne permettra jamais aux peuples d'Europe occidentale de le faire. La situation ressemble à une rue à sens unique. À moins que n'éclate une révolution mondiale...

Quand je vivais à Pilsen, la majorité des gens rêvaient à ce qu'ils avaient en 1968 et juste avant (ce qui n'était pas le cas de Havel, de Kundera, de Kohout et des autres opposants les plus radicaux). Ils étaient nostalgiques de ce qu'on appelait le socialisme à visage humain, qui était sans doute un très bon concept, du moins en Tchécoslovaquie, où il avait bien fonctionné. Sachez cependant – ce que personne ne veut admettre – que la Chine d'aujourd'hui est beaucoup plus ouverte que ne l'était la Tchécoslovaquie d'avant l'invasion soviétique de 1968. Il est plus facile d'y obtenir un passeport, de franchir la frontière. Et on trouve une plus grande diversité d'opinions politiques dans les librairies de Pékin qu'à Prague en 1968.

Toutefois, la majorité des Tchèques se plaignent – mais ils n'ont jamais arrêté de se plaindre, alors je ne prends pas ça trop au sérieux, même aujourd'hui. La majorité des Tchèques considèrent que le régime

communiste tchécoslovaque n'était pas bon et que le régime postcommuniste n'est pas mieux, mais ils ne font rien pour changer les choses. Rares sont ceux qui prônent un retour au socialisme à visage humain de Dubček. Cependant, le Parti communiste de Bohême et Moravie est le troisième parti du pays.

Noam Chomsky Quelle est sa position sur les enjeux sociaux et économiques ?

Andre Vltchek Ce Parti communiste est assez timide. Il n'est pas assez fougueux à mon goût, trop occupé qu'il est à tenter de démontrer aux Tchèques qu'il est devenu une force politique « normale », « constitutionnelle ». Il n'a rien de révolutionnaire. La République tchèque me fait un peu penser au Chili. Plus de 20 ans après la chute de Pinochet, le Chili vit sous un régime social-démocrate comme celui d'avant 1973, et ce, peu importe qui est installé à la Moneda (le palais présidentiel). Comme les Chiliens, les Tchèques ont toujours été fondamentalement sociaux-démocrates. C'est pourquoi ils occupaient une place unique dans ce que l'on appelait le « bloc soviétique ».

Quel qu'en soit le gouvernement, le pays dispose d'un très bon système social.

Grâce à ses matières premières, à son industrie lourde et à son éthique du travail, la Bohême était le territoire le plus riche de l'Empire austro-hongrois. C'est ce qui a permis à la Première République tchécoslovaque, qui a existé entre les deux guerres mondiales, d'être pleinement sociale-démocrate. Le pays semblait jouir d'une qualité de vie appréciable. Même Sartre a été impressionné lorsqu'il y a séjourné : il y a vu des ouvriers faire du bateau de plaisance et des pique-niques en famille le dimanche. Tout n'était pas parfait, bien entendu, comme en fait foi la discrimination flagrante que subissaient les minorités ethniques, mais, selon les standards européens de l'époque, le pays était doté d'un bon régime.

Comme la Tchécoslovaquie, la République tchèque d'aujourd'hui n'a jamais été très à gauche, mais si on la compare aux autres pays du monde, on constate qu'elle reste attachée au centre gauche, sans plus. Mais le fait qu'elle ne veuille pas se mêler de politique étrangère et qu'elle soit une si proche alliée des États-Unis est troublant. C'est ainsi que, d'un côté, elle est une social-démocratie pourvue d'un admirable

filet social et, de l'autre, elle envoie ses soldats en Irak et en Afghanistan.

Noam Chomsky Y craint-on la Russie ?

Andre Vltchek Non, pas du tout.

Noam Chomsky Qu'est-ce qui motive alors la politique étrangère tchèque ?

Andre Vltchek Une propension, qui remonte à plusieurs siècles, à collaborer avec les maîtres du moment. Je le dis aux Tchèques en toute franchise : à bien des égards, ce qu'ils font aujourd'hui relève de la collaboration. Leur comportement n'est pas très différent de ce qu'il était sous l'Empire austro-hongrois, sous l'occupation nazie ou sous l'occupation soviétique.

Noam Chomsky La collaboration était-elle très répandue sous l'occupation nazie et pendant la Seconde Guerre mondiale ?

Andre Vltchek Bien sûr ! La Tchécoslovaquie de l'époque a été scindée en deux entités. Les régions

tchèques ont été occupées puis intégrées à l'Allemagne nazie après l'annexion des Sudètes. La Slovaquie, elle, est devenue un État fasciste indépendant.

Noam Chomsky Mais il y avait un mouvement de résistance.

Andre Vltchek La Slovaquie a eu son mouvement de résistance, actif surtout vers la fin de la guerre. En Bohême et en Moravie, la résistance était très faible. En 1942, Reinhard Heydrich (protecteur adjoint du Reich en Bohême-Moravie) a été assassiné par un groupe de soldats tchèques et slovaques entraînés par les Britanniques et envoyés par le gouvernement tchécoslovaque en exil. En représailles, les Allemands ont rasé les villages de Lidice et de Ležáky en massacrant leurs populations. L'assassinat de Heydrich a probablement été le seul acte de résistance vigoureuse, et on croit qu'il a été orchestré au Royaume-Uni, car la résistance était pratiquement inexistante dans le pays, une situation plutôt embarrassante.

Noam Chomsky En fait, les résistants tchèques s'étaient opposés au projet d'assassinat, car ils craignaient une réaction sanglante.

Andre Vltchek Effectivement. Les soldats qui ont éliminé Heydrich ont d'ailleurs été immédiatement évacués en avion vers le Royaume-Uni.

Noam Chomsky La résistance s'est donc surtout manifestée en Slovaquie ?

Andre Vltchek Oui. La Bohême et la Moravie disposaient alors d'une des plus puissantes industries du monde. Dans la ville de Pilsen, par exemple, Skoda était un des principaux producteurs d'armes, d'une taille comparable à celle du conglomérat allemand Krupp. Pendant l'occupation, les Tchèques ont étroitement collaboré avec l'industrie militaire allemande. Ce sont les États-Unis qui ont libéré l'ouest de la Bohême, mais, avant d'y entrer, ils ont pris soin de bombarder les installations de Skoda. S'ils les ont anéanties, c'est entre autres parce que la firme était un des principaux fournisseurs d'armement des nazis, mais sans doute aussi parce qu'ils savaient que

l'ensemble de la Tchécoslovaquie finirait dans la sphère d'influence soviétique une fois la guerre terminée, ce qui les avait motivés à causer le plus de dommages possible.

Pour en revenir à la collaboration, mon père m'a raconté que la première chose que les Allemands ont faite en arrivant en territoire tchèque a été d'annuler toutes les dettes, hypothécaires ou autres, que les familles avaient contractées auprès des banques. Ils espéraient ainsi s'assurer de l'étroite collaboration des Tchèques. En Europe centrale, rien ne vaut un encouragement financier pour gagner les cœurs et les esprits.

Noam Chomsky La collaboration des Européens est un sujet fascinant. [...] Alors que je menais des recherches sur le bilan de divers pays en la matière, je ne trouvais rien sur les Pays-Bas. J'ai donc demandé à Hans Koning, qui avait fait partie de la résistance néerlandaise pendant la Seconde Guerre mondiale, de m'éclairer. Il m'a dit que les Néerlandais n'avaient pratiquement pas collaboré avec les Allemands. Très surpris, je lui ai demandé des explications. Il m'a répondu qu'il comptait se rendre à Amsterdam l'été

suivant, et qu'il pourrait y consulter un de ses amis, qui y dirige le musée de la guerre.

Une fois rentré aux États-Unis à l'automne, il m'a raconté ce que son ami lui avait appris. Il existe des archives secrètes, auxquelles le public n'a pas accès, sur la collaboration des Néerlandais avec les nazis. À sa grande surprise, il a constaté que leur volume était considérable. Par la suite, j'en ai parlé à un ami linguiste hollandais, et il a éclaté de rire. Sa famille avait collaboré avec les nazis, m'a-t-il appris. Mais il s'agit d'un passé refoulé, comme vous le savez.

Andre Vltchek Il s'agit pourtant d'un aspect de la Seconde Guerre mondiale qu'on devrait toujours garder à l'esprit. On ne doit pas oublier que l'Europe était profondément divisée. La fin de la guerre n'a pas seulement donné lieu à une scission entre l'Est et l'Ouest : elle a aussi fait des gagnants et des perdants. Les grands médias et l'histoire officielle n'en font jamais mention, mais plusieurs pays d'Europe orientale ont, en fait, perdu la guerre. La Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, à l'instar de l'Allemagne, n'ont pas été libérées par les Alliés. Tous ces pays ont été vaincus. Ils faisaient partie du camp des nazis.

À peine 10 ans auparavant, ils étaient devenus de puissants États fascistes qui allaient prendre part à une des entreprises les plus funestes de l'histoire. L'URSS a perdu des dizaines de millions de citoyens en combattant et en vainquant le fascisme. Mais la propagande occidentale n'en a que pour ces pauvres Hongrois morts au combat contre les Soviétiques dans les années 1950. Qu'en est-il des craintes qu'éprouvait la population soviétique devant la possibilité de faire face une fois de plus à un monstre fasciste à leur frontière ?

Je constate que, en Occident, le passé soviétique n'est jamais abordé autrement que sous l'angle officiel. On ne manque surtout pas de souligner que l'URSS était un genre d'État criminel qui brimait sans relâche les droits de la personne. Je me suis penché en profondeur sur l'entre-deux-guerres. Cette période suscite chez moi un certain intérêt, car mon grand-père, qui avait fait partie du gouvernement soviétique, a été exécuté dans les années 1930 lors d'une purge. Ma famille en a grandement souffert, bien sûr, et le souvenir de cet épisode est toujours resté très douloureux. Néanmoins, en parcourant tous les continents, en étudiant l'histoire et en consultant des

recherches menées récemment non seulement en Russie, mais aussi en Chine et ailleurs, j'ai constaté que les personnes éliminées pour des motifs politiques sous Staline ne se comptaient pas par dizaines de millions.

Certes, beaucoup de gens ont souffert, mais les camps étaient essentiellement des camps de travail. Les prisonniers politiques y côtoyaient des violeurs, des meurtriers en série et des criminels de droit commun. La révolution était impitoyable, mais l'empire tsariste, féodal et étouffant, ne pouvait être éliminé sans heurts. Staline a fait des choses terribles, mais on ne doit pas isoler l'homme de son contexte historique. Si l'on admet que chaque être humain a la même valeur, quelles que soient son origine et la couleur de sa peau, et qu'on se penche sur la même période, on peut aussi constater les excès génocidaires absolument révoltants d'États européens qualifiés de monarchies constitutionnelles ou de démocraties multipartites. Si l'on condamne fermement les régimes de type soviétique ou communiste en raison des massacres commis en leur nom à cette époque, on doit également réprouber les monarchies constitutionnelles et les prétendues démocraties multipartites en les jugeant

inhumaines et génocidaires. En Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et ailleurs dans le monde, le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, la France et d'autres pays occidentaux ont massacré incomparablement plus de gens que ne l'a fait l'URSS au cours de la même période. Pourtant, c'est à peine si l'on peut oser établir une telle comparaison.

À bien des égards, ce qu'on a qualifié d'effondrement de l'URSS était en fait un effondrement du pluralisme. Je n'affirme pas ici que ce système méritait qu'on y adhère aveuglément ou que le stalinisme constituait un ensemble de valeurs formidables, mais il y avait là des idées qui ont amené des changements positifs dans le monde, parmi lesquelles se trouvait une opposition farouche au colonialisme et à l'impérialisme occidentaux. De nombreux pays seraient toujours des colonies si leurs mouvements de libération n'avaient pas bénéficié du soutien de l'URSS.

Noam Chomsky On ne peut en parler pour la même raison qu'on ne peut comparer le sort des dissidents d'Amérique latine à celui des dissidents d'Europe de l'Est. Ce faisant, on ébranlerait les fondements mêmes

de l'idéologie, de la politique de l'image et de tout le reste. Tout s'effondrerait.

Andre Vltchek Les sujets tabous ne manquent pas en Occident et dans ses colonies, en effet. Laissez-moi vous raconter une anecdote. À l'époque où je vivais à Hanoï, j'ai fait la connaissance d'un vieil enseignant afghan en visite officielle pour l'UNESCO. Pendant deux jours, nous avons déambulé ensemble dans les rues de la ville. Alors que nous étions attablés à un café, je lui ai demandé : « À quoi ressemblait l'Afghanistan pendant l'ère soviétique ? – Vous savez, m'a-t-il répondu, c'est la seule époque où mon pays a connu l'espoir. C'était un temps où le corps enseignant comprenait des hommes et des femmes, où les femmes avaient les mêmes droits que les hommes, où le pays se développait dans l'intérêt de sa population. – Mais ce n'est pas ce qu'on lit ! ai-je rétorqué. – Bien sûr, ce n'est pas ce qu'on peut lire, mais... » Il m'a cité beaucoup d'autres exemples, et nous avons fini par discuter pendant deux jours.

Il n'est pas seul à voir d'un bon œil l'ère prosoviétique de l'Afghanistan. J'ai abordé la question avec d'autres personnes (surtout des instituteurs), et

j'en suis ressorti avec une nouvelle interprétation de la présence soviétique en Afghanistan, à des lieues de celle des grands médias occidentaux.

Noam Chomsky En fait, la période soviétique en Afghanistan a été assez terrible, mais on n'en connaît ici que certains aspects. Dans les années 1980, les Nations unies avaient une représentante à Kaboul, chargée des droits des femmes. Féministe de renommée mondiale, elle faisait partie des organisatrices de la Journée internationale pour les droits des femmes. Vers la fin de son mandat, elle a écrit quelques articles sur la condition des femmes à Kaboul sous l'occupation soviétique, où elle dressait un bilan très positif. Elle y expliquait que le seul véritable problème des femmes tenait à la présence de Hekmatyar et des autres extrémistes islamistes soutenus par Washington, lesquels étaient prompts à leur jeter de l'acide au visage. Sinon, elles jouissaient d'une grande liberté. Elles s'habillaient comme elles le voulaient, fréquentaient l'université, avaient des opportunités. Elle a envoyé un de ses articles à un grand quotidien américain (le Washington Post, si je me souviens bien), qui a refusé de le publier. Puis,

chose intéressante, elle l'a proposé au plus important périodique féministe des États-Unis, qui l'a aussi refusé. L'article a fini par paraître dans le Asia Times, je crois.

Andre Vltchek Ce ne sont pas seulement les femmes qui en profitaient. Le système d'éducation était assez bon, on construisait des écoles. Les soins de santé et les infrastructures s'amélioraient.

Noam Chomsky L'exemple le plus frappant d'une telle distorsion, c'est Cuba, qui se trouve juste sous nos yeux. Les États-Unis lui font la guerre depuis 50 ans, une guerre économique ponctuée d'une série d'attaques terroristes graves, et tout ce qu'on entend sur Cuba, c'est à quel point il s'agit d'un endroit sinistre. Pourtant, quoi qu'on en pense, ce pays a accompli des choses extraordinaires. Son système de santé, par exemple, est formidable !

Andre Vltchek En effet ! Tout comme l'éducation et la culture.

Noam Chomsky Sans parler du rôle de Cuba en Afrique. Ce pays a joué un rôle considérable dans la libération de l'Afrique.

Andre Vltchek Oui. Che Guevara a déployé tout un contingent de Noirs cubains dans la lutte de libération du Congo.

Noam Chomsky Oui, mais je pensais aussi à l'implication de Cuba en Angola et en Namibie. En gros, les Cubains ont chassé les Sud-Africains de ces pays. Et ils l'ont fait de façon tout à fait désintéressée. Ils ne s'en sont jamais vantés, car ils voulaient que les dirigeants africains s'en attribuent eux-mêmes le mérite. Ils ont accompli un exploit considérable, non seulement en contribuant à la lutte de libération, mais aussi en faisant tomber une barrière psychologique. En Afrique, tant les Noirs que les Blancs considéraient les mercenaires blancs comme invulnérables. En envoyant ses soldats noirs, qui ont chassé les forces sud-africaines d'Angola et, plus tard, de Namibie, Cuba a provoqué un choc psychologique ressenti dans tout le continent.

Andre Vltchek Cuba est une société authentiquement internationaliste. J'ai vu des médecins cubains à l'œuvre partout dans le monde, de l'Océanie à l'Amérique latine, en passant par l'Afrique. Ils font un travail remarquable. Je viens tout juste d'écrire un long article sur Cochabamba [en Bolivie], où ils donnent un coup de main. Je les ai vus en pleine action dans des endroits comme Kiribati [en Océanie], au beau milieu de nulle part. Ils sont particulièrement dévoués.

Noam Chomsky En Haïti, ils ont été fantastiques. Aussi, dans la foulée de l'inondation de 2010 au Pakistan, on a beaucoup parlé du travail extraordinaire des médecins occidentaux venus prêter main-forte, mais ceux-ci, précisons-le, étaient principalement des Cubains. Au lieu de limiter leur intervention aux villes comme l'ont fait les autres Occidentaux, les Cubains sont allés dans des endroits reculés, difficiles d'accès, où ils ont établi leurs dispensaires. Les autres médecins se sont empressés de partir – ce qu'a rapporté la presse indienne et pakistanaise, mais pas la nôtre.

Lors d'un séjour en Afrique du Sud au début des années 1990, j'ai été témoin d'un phénomène

particulier. Par le plus pur des hasards, j'étais sur place au moment même où est arrivé un groupe de médecins cubains. Leur présence a suscité une réaction fort curieuse. Les médecins blancs étaient partis, mais des médecins noirs étaient très irrités par la venue de leurs collègues cubains. Pour comprendre les motifs de leur colère, je me suis informé auprès d'un fonctionnaire du ministère de la Santé. Celui-ci m'a expliqué que les Cubains leur faisaient honte, car ils se rendaient dans des villages pauvres des régions rurales, alors que les nouveaux médecins noirs sud-africains, en pleine ascension, ne rêvaient que de vivre dans le luxe, en ville.

Andre Vltchek Et savez-vous ce que des médecins cubains établis en Afrique du Sud ont fait ? Ils ont appris les langues et les dialectes locaux. C'est là une autre de leurs qualités remarquables. Tandis que les médecins sud-africains ne parlaient qu'afrikaans ou anglais, ce qui rendait souvent la communication avec les populations locales impossible, leurs collègues cubains ont appris les langues du pays dès leur arrivée.

Noam Chomsky Oui, et ils se mêlaient aux gens, ce qui est admirable. Les dépenses de santé de Cuba représentent une infime fraction de celles des États-Unis, mais l'état de santé des Cubains est à peu près équivalent à celui des Américains.

Andre Vltchek Assurément ! Le système cubain repose sur la médecine préventive. La réussite des Cubains en la matière a une valeur hautement symbolique, car elle constitue un des moyens par lesquels ils peuvent apporter leur aide au reste du monde. Et ils le font partout, peu importe les problèmes qui frappent leur propre pays. J'ai même vu des médecins cubains en action au Chili, un pays riche, à la suite du dernier grand tremblement de terre. À Rancagua, ils avaient mis sur pied un véritable dispensaire avec des tentes.

Noam Chomsky Vous savez sans doute que Cuba a offert d'envoyer des équipes médicales aux États-Unis dans la foulée de l'ouragan Katrina, mais que l'offre a été déclinée.

CHAPITRE 5

L'Inde et la Chine

Andre Vltchek Noam, que pensez-vous de l'incessante propagande antichinoise qui déferle dans presque tous les grands médias occidentaux ? Et que pensez-vous de la glorification de la prétendue « démocratie indienne » ?

Noam Chomsky Si l'on jette un coup d'œil à l'évolution du taux de mortalité en Chine communiste, qu'on a étudiée d'assez près, on constate une chute radicale jusqu'en 1979 environ, suivie d'une stabilisation sous Deng Xiao Ping, pendant la réforme capitaliste. Comme nous en avons discuté plus tôt, dans la seule Inde démocratique et capitaliste, 100 millions de personnes sont mortes faute de soins et

de services adéquats, ce qui dépasse le bilan de la Chine pendant la période maoïste. Alors que de terribles famines ont sévi dans l'Inde britannique jusqu'aux années 1940, il n'y en a plus eu une seule après l'indépendance, car le nouveau régime était plus démocratique, explique Amartya Sen, qui a mené la recherche sur l'Inde dont nous avons déjà parlé.

L'Inde est un pays horrible à bien des égards, et les horreurs qui s'y déroulent sont rarement rapportées. Un jour, j'ai traversé New Delhi en voiture en compagnie d'une amie militante très engagée et dévouée. Nous nous rendions à une manifestation où nous allions prendre la parole. Mais, vous savez, quand on circule en Inde – même à New Delhi, qui est aujourd'hui une ville riche, selon les standards du pays –, on finit toujours par s'arrêter à un coin de rue où arrivent des mendiants. Une femme et son enfant affamé qui demandent quelques roupies ou autre chose. Mon amie, qui, je vous le rappelle, est une militante dévouée qui a donné sa vie à la lutte, m'a lancé : « Ne leur donne rien ! » « Mais pourquoi pas ? » lui ai-je demandé. « Si tu leur donnes une roupie, ils seront bientôt des milliers à converger vers nous. » Au cours du trajet, j'ai remarqué qu'elle ne regardait

jamais dehors. Je lui ai demandé comment elle pouvait vivre avec toute cette misère autour d'elle. Elle m'a répondu que la seule façon d'y arriver consistait à faire semblant de ne rien voir, sans quoi on finissait par vouloir se suicider. Parce qu'il est impossible de survivre à un tel spectacle, la plupart des gens choisissent de ne pas regarder.

Andre Vltchek L'Inde est souvent présentée comme un pays au potentiel immense, mais on y vit encore au Moyen Âge à bien des égards. Aucun grand média occidental n'oserait critiquer le régime indien, car il s'agit d'un monstrueux amalgame de féodalité et de capitalisme, animé d'un sentiment antichinois aux racines profondes, ce qui représente précisément ce dont l'Occident a besoin. Ses religions, son système des castes, son esprit de clan et sa misère sont des réalités criantes qui en font un « État raté », mais on n'en parle jamais.

Je discutais il y a peu de temps avec un ami médecin d'origine indienne qui dirige un grand hôpital à Harare, au Zimbabwe. « Dernièrement, m'a-t-il dit, l'Inde s'est vantée d'avoir été le premier pays à avoir imposé des sanctions à l'Afrique du Sud sous

l'apartheid. » Vous qui connaissez la structure de la société indienne, vous rendez-vous compte du cynisme d'une telle déclaration ? Avec son épouvantable système des castes et sa féodalité qui ostracisent des centaines de millions de personnes, l'Inde est elle-même sous le joug d'un terrible apartheid.

On y trouve certes de grands scientifiques, de grands écrivains, de grands philosophes. Mais ceux-ci sont issus d'une infime partie de la population. Le reste vit dans un univers carrément féodal. Je suis en train de réaliser un film sur les enfants intouchables du Tamil Nadu. Quand on se rend là-bas, on vit une belle leçon d'humilité, mais on est vite rempli d'un sentiment de révolte en constatant l'absurdité de ce pays qualifié de plus grande démocratie du monde. L'Inde n'a rien de démocratique. Il s'agit essentiellement d'un pays où l'on peut payer les électeurs de tout un quartier ou de tout un village pour les faire voter dans un certain sens, où l'on peut soumettre des régions entières par l'intimidation. Certains de mes amis indiens, des intellectuels, déplorent vivement que l'Inde n'ait pas emprunté la même voie que la Chine, mais seuls quelques-uns d'entre eux ont le courage d'affirmer ouvertement que leur pays vit un véritable désastre.

L'Inde est un des meilleurs endroits où vivre si l'on est riche ou membre d'une caste supérieure – ou, mieux encore, si l'on est l'un et l'autre –, mais un véritable enfer si l'on est pauvre, voire si l'on fait partie de ce qu'on appelle la classe moyenne émergente.

Noam Chomsky L'Inde est vaste et complexe. Quand on parcourt le pays, on est frappé par la diversité des mentalités. Au Kerala, on voit des gens qui lisent les journaux, qui ont des discussions animées ; on y rencontre des personnes parmi les plus pauvres avec lesquelles on peut parler des politiques qui devraient être adoptées ou d'autres sujets. Le Kerala est objectivement un des États les plus pauvres de l'Inde, mais son état d'esprit est bien différent de celui qui règne dans les rues de Delhi ou de Calcutta.

Andre Vltchek En fait, le Kerala a déjà été dirigé par le Parti communiste. Mais c'est un endroit un peu paradoxal : d'un côté, il a atteint un niveau d'éducation très élevé, et de l'autre, il a connu un important exode de sa main-d'œuvre. Au lieu de rester au Kerala pour bâtir la société, beaucoup de travailleurs sont partis au Moyen-Orient.

Noam Chomsky C'est vrai. Et l'État vit des sommes d'argent que ceux-ci envoient. Le Kerala est triste à traverser – il l'était du moins quand j'y suis allé il y a quelques années. On y voit de belles terres agricoles, des champs de riz et d'autres cultures, mais tout pourrit sur place.

L'Inde est un pays passionnant, qui a plusieurs réalisations remarquables à son actif, mais c'est un des endroits les plus déprimants que j'aie visités. La pauvreté et la misère y sont très apparentes, même en comparaison avec le Pakistan. Ma femme et moi avons séjourné un mois en Inde avant de nous rendre au Pakistan. Nous sommes passés directement de Calcutta à Lahore. À Calcutta, nous avons traversé un vaste marché où des miséreux se traînaient péniblement en mendiant et en cherchant à nous attirer vers leur échoppe. La scène était assez horrible. Quelques jours plus tard, à Lahore, nous avons visité la principale place du marché. L'endroit était pauvre, mais l'ambiance était complètement différente.

Avant mon voyage en Inde et au Pakistan, j'ai échangé avec Eqbal Ahmad, un grand militant et éminent intellectuel pakistanais qui a accompli un travail colossal en collaborant notamment avec le Front

de libération nationale (FLN) en Algérie, les mouvements de libération africains et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Il a aussi fait des choses très importantes aux États-Unis en tant qu'intellectuel critique et militant. Il m'a dit que j'allais être surpris de constater à quel point la presse pakistanaise est plus libre que la presse indienne. (Une fois sur place, je constaterai qu'il avait raison.) Je lui ai répliqué que c'était difficile à croire. « Vous ne comprenez pas, m'a-t-il lancé. La presse pakistanaise que vous allez lire est en langue anglaise et ne touche qu'une infime partie de la population. La dictature est parfaitement à l'aise de lui laisser son terrain de jeu. » Si je lisais la presse en ourdou, m'a-t-il expliqué, j'en sortirais consterné.

Andre Vltchek Dans le même esprit, il y a quelques années, le Friday Times de Karachi a publié deux ou trois articles de mon cru. On ne voyait pas d'inconvénient à ce qu'ils soient publiés en anglais. Pourtant, quand j'ai été invité à me rendre au Pakistan, je n'ai pas pu obtenir de visa. Bref, bien qu'on me permette d'être lu par une petite élite, on ne me laisse pas entrer au pays et m'y exprimer.

Noam Chomsky J'ai eu l'occasion de rencontrer Najam Sethi, directeur du Friday Times, et son épouse. Ce sont des personnes très intéressantes. Ils sont plutôt riches et appartiennent à l'élite pakistanaise, mais Sethi a déjà séjourné en prison, où on l'a torturé. On l'a ensuite autorisé à reprendre ses activités éditoriales, ce qu'il n'a pas manqué de faire. Ces gens sont très courageux, mais ne représentent qu'une infime partie de la population.

Andre Vltchek Pour l'essentiel, la presse indienne est étroite d'esprit et très corporatiste. Voilà un certain temps, des journalistes indiens progressistes sont allés au Népal, où ils ont lancé un magazine intitulé Himalmag. Même s'il était dirigé par l'homme d'affaires de droite Kunda, Himalmag était plus à gauche que ce qui se publie en Inde.

Noam Chomsky Le magazine Frontline fait partie des rares exceptions. Parmi ses directeurs se trouve un de mes amis, un agroéconomiste du Tamil Nadu. En sa compagnie, j'ai traversé le Kerala et le Tamil Nadu. Pourtant voisins, ces deux États sont incroyablement différents l'un de l'autre. En théorie, le Tamil Nadu est

beaucoup plus riche, mais le Kerala m'a semblé beaucoup plus civilisé.

Andre Vltchek Mais revenons à ce dont nous discutons tout à l'heure : le nombre de victimes des régimes politiques chinois et indien. Nous avons là les deux pays les plus peuplés de la Terre, pourvus de deux cultures distinctes et de deux régimes distincts. La propagande occidentale n'arrête pas d'encenser l'Inde et de dénigrer la Chine. Le prétendu problème du Tibet ne quitte jamais les pages des journaux, tandis que le cas du Cachemire est à peine abordé. Ce dernier est pourtant le théâtre d'exactions incomparables à celles que subit le Tibet.

Noam Chomsky Le Cachemire est un de ces sujets qu'on doit se garder d'aborder. Lors de mon séjour en Inde, j'ai prononcé de nombreuses conférences. Un soir, on m'a posé une question sur le Cachemire. J'y ai répondu en reprenant simplement ce qu'on peut lire dans les rapports des organismes de défense des droits de la personne. Ma réponse a suscité la colère. Le lendemain, alors que je donnais une autre conférence, des membres du Bharatiya Janata Party

[BJP, droite nationaliste hindoue] ont manifesté, furieux. Par la suite, mes hôtes ont insisté pour que je bénéficie d'une protection policière pendant le reste de mon séjour. Tout cela parce que j'avais soulevé la question du Cachemire...

Andre Vltchek Il existe d'autres sujets qu'il vaut mieux éviter d'aborder, comme la Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, organisation volontaire nationale), un groupe d'obédience fasciste dont l'uniforme est inspiré de ceux des Jeunesses hitlériennes et des fascistes italiens.

Immédiatement après les massacres d'Ahmedabad, je me suis rendu au Gujarat pour enquêter sur les conséquences de ce bain de sang et de l'épreuve de force du temple de Gandhinagar. J'y suis resté un bon bout de temps. La situation était extrêmement troublante. J'y ai rencontré des membres de l'extrême droite hindoue, dont des dirigeants de la RSS. À ma grande surprise, ils m'ont chaleureusement invité à discuter avec des extrémistes hindous. Ils m'ont accueilli chez eux et à leurs bureaux. J'imagine qu'ils me trouvaient assez blanc à leur goût, assez « aryen ».

J'ai eu l'impression qu'ils désiraient ardemment partager leur philosophie intolérante avec un étranger.

Il y a beaucoup d'intolérance en Inde. Le pays est étranglé par les courants fondamentalistes de ses deux principales religions. Personne ne peut quitter ces groupes ; essentiellement, leurs membres leur appartiennent, ils ne peuvent s'en échapper. Ce phénomène est d'une tristesse infinie ; il ne faudrait certainement pas le présenter au reste du monde comme un exemple à suivre.

Les massacres d'Ahmedabad font partie des événements les plus bouleversants que j'aie eu à couvrir. La violence, la haine et la cruauté qui s'y manifestaient étaient inimaginables. Des assassinats, des pillages, des viols... La foule prenait d'assaut des résidences habitées par des musulmans, on ouvrait le ventre des femmes enceintes... L'Inde est un pays extrêmement violent, comme l'Indonésie. Mais, en Occident, on a tendance à qualifier ces pays de « pacifiques » et de « tolérants », tant qu'ils servent de tampon contre la Chine, tant qu'ils pillent leurs ressources naturelles pour le compte de nos entreprises privées, tant qu'ils ne cherchent pas à faire entrave au capitalisme sauvage. En Inde, toutefois,

contrairement à ce qui se passe en Indonésie, les pillages sont surtout le fait des élites locales.

Noam Chomsky Le journaliste et militant de gauche David Barsamian a beaucoup travaillé en Inde. Tout récemment, il a voulu y retourner, mais on a refusé de lui accorder un visa parce qu'il avait écrit quelque chose sur le Cachemire. Il a séjourné au Cachemire, a écrit sur le sujet, et voilà : il ne peut plus remettre les pieds en Inde.

Andre Vltchek En Inde, les sujets dont on ne peut pas parler sont nombreux. Outre le Cachemire, mentionnons les zones tribales du nord-est du pays et les îles Andaman. L'étranger qui souhaite pouvoir retourner en Inde doit éviter d'aborder ces questions. Je dois admettre que je me sens beaucoup plus libre quand je travaille en Chine. On m'interdit parfois de faire certaines choses, mais jamais comme en Occident. (Un jour, on m'a interdit de filmer une patinoire publique à Paris, celle qui se trouve sur le parvis de l'hôtel de ville. Mes protestations m'ont presque valu une arrestation.)

En Inde, on ne peut rien faire : on n'a pas le droit de filmer dans les musées, dans les édifices gouvernementaux, dans le métro. Dans certains hôtels cinq étoiles, on ne peut même pas se connecter à internet sans avoir loué une chambre (et fourni des renseignements personnels) ou sans avoir rempli un formulaire de plusieurs pages et confié son passeport à la réception, qui en garde une copie. Si vous faites une demande de visa, ils veulent tout savoir, même le nom de vos parents et, si je me souviens bien, celui de vos grands-parents. Vous devez aussi présenter votre ancien passeport ; si vous ne l'avez plus, vous devez remplir un autre ensemble de formulaires. Les mesures de sécurité et de surveillance sont omniprésentes. L'Inde est une des sociétés les plus oppressives que je connaisse. En Chine, à l'inverse, tout paraît si simple, bien qu'il soit peu probable qu'on me laisse braquer ma caméra dans le cockpit d'un chasseur à réaction. Quoi qu'en dise la propagande occidentale, je crois qu'il s'agit d'un des pays où il est le plus facile de travailler. La Chine n'est en rien comparable à l'Inde.

Noam Chomsky Je n'ai passé qu'une semaine en Chine, à l'invitation de l'Université de Pékin, qui me

décernait un doctorat honoris causa. Dans ces circonstances, on doit généralement prononcer une conférence, mais on m'a demandé cette fois de faire un exposé politique, ce qui m'a vraiment troublé. Mes amis chinois, des dissidents pour la plupart, m'ont suggéré d'atténuer mes propos, car, même si je ne risquais rien, ils n'étaient pas, eux, à l'abri d'éventuelles conséquences. J'ai donc évité la provocation. Toutefois, quand est venue la période de questions de l'auditoire (constitué d'étudiants), on m'a demandé : « Selon vous, quel pays la Chine devrait-elle prendre pour modèle ? » J'arrivais tout juste de Taïwan, alors j'ai pris un risque en répondant ceci : « Vous pourriez vous inspirer de pays limitrophes comme la Corée du Sud ou Taïwan. » J'abordais ainsi un enjeu très délicat, mais on m'a applaudi ; à partir de ce moment, je me suis exprimé un peu plus ouvertement.

Andre Vltchek La Chine est un endroit fascinant. Et elle constitue à mes yeux un modèle très intéressant, qui fonctionne très bien, du moins pour les Chinois. J'ignore si celui-ci pourrait être reproduit ailleurs, mais rappelons que la Chine a sorti des millions de personnes de la pauvreté. La propagande occidentale

la décrit souvent comme plus capitaliste que les pays capitalistes, une thèse avec laquelle je ne suis vraiment pas d'accord. Bien que la Chine ne soit pas (encore) un pays riche, elle alloue des sommes et des énergies considérables à son développement social. Je passe une bonne partie de ma vie en Asie du Sud-Est, un bastion du capitalisme sauvage pro-occidental. Certains pays de la région ont un indice de développement humain (IDH) comparable à celui de la Chine, si bien que je ne crois pas encore possible de comparer celle-ci à la France, ou Pékin à Paris. Je préfère comparer Pékin à Djakarta, à Manille ou à Bangkok. En matière de soins de santé, de logement, d'accès à l'eau potable, de traitement des eaux usées et, bien sûr, d'espaces publics et de transports en commun, la Chine fait nettement meilleure figure. Les transports en commun y connaissent un développement phénoménal, avec de nombreux projets très écologiques. Métro, train à grande vitesse, parcs publics, trottoirs, médecine préventive... C'est extraordinaire.

Noam Chomsky À l'exception d'une journée à Xi'an, j'ai passé l'essentiel de mon séjour d'une semaine à

Pékin. J'ai visité une bonne partie de la ville, et je n'y ai pas constaté de misère comme celle qui saute aux yeux dès qu'on met les pieds dans un pays du tiers monde, voire au centre-ville de Boston. J'imagine qu'elle est quelque part, mais je ne l'ai pas vue.

Andre Vltchek En fait, il n'y en a pas beaucoup. C'est là un autre secret bien gardé. Mon meilleur ami chinois, Yuan Sheng, est pianiste de concert. Chaque fois que je vais en Chine, nous sautons dans sa voiture après un concert et partons à la découverte du pays. Nous parcourons parfois jusqu'à 5 000 kilomètres. Nous n'avons jamais d'itinéraire précis, tout est très spontané. Il nous arrive de choisir un endroit en le pointant au hasard sur la carte.

Le plus frappant, c'est que même les villages sont pourvus de panneaux solaires sur les toits ; les routes et les chemins de fer sont en bon état, et il y a des dispensaires. Encore une fois, je ne prétends pas que tout est parfait, mais, ayant vécu un peu partout dans le monde, je suis en mesure de comparer la Chine à des pays dont le PIB par habitant et l'IDH sont semblables au sien. Étant donné ce que j'ai vu, personne ne pourra me convaincre que la Chine est un pays capitaliste. Je

crois que son système correspond à ce qu'en dit son gouvernement, à savoir qu'il s'agit d'un « socialisme à la chinoise », d'un modèle tout à fait particulier fondé sur la planification centralisée, où la plus grande partie de l'économie est entre les mains de l'État. Je ne nie pas que des disparités persistent entre, disons, Pékin ou Shanghai et les villages de l'ouest du pays, mais j'affirme que même ces villages multiplient aujourd'hui les saines initiatives écologiques, sont dotés de dispensaires convenables et jouissent d'un système d'éducation adéquat. De plus, les régions rurales sont de moins en moins isolées du reste de la Chine. Et le gouvernement assure une péréquation entre les villes et les zones rurales.

D'importantes réformes des soins de santé ont cours dans toute la Chine. Les gens qui visitent la Chine avec l'esprit ouvert sont souvent très impressionnés. Je trouve aussi l'optimisme des Chinois très stimulant.

Noam Chomsky Moi aussi. C'est ce qui m'a le plus frappé. J'ai surtout rencontré des étudiants, qui envisagent l'avenir avec enthousiasme. Ils n'aiment pas

les contraintes, mais leur optimisme est tout à fait contagieux.

Andre Vltchek Dernièrement, j'étais avec des amis à Pékin, et nous discussions de l'opposition. Quand on lit certains journaux occidentaux, on a l'impression que toute la Chine marche en armes contre le gouvernement. Mes amis m'ont expliqué une chose très intéressante. Partout en Chine, certes, les manifestations se multiplient, mais regardons attentivement les protestataires : ils brandissent des drapeaux du Parti communiste chinois. Ce faisant, ils ne réclament pas un système économique capitaliste à l'occidentale, mais plutôt le communisme ou le socialisme, c'est-à-dire un système représentatif de la majorité de la population. Ils veulent davantage de socialisme, et non de nouvelles réformes promarché. S'ils obtiennent gain de cause, il en résultera une variante chinoise du socialisme.

En Occident, qu'elle soit socialiste ou non, la Chine est jugée à l'aune de l'interprétation occidentale du socialisme. Mais le pays le plus peuplé du monde applique ses propres critères, ses propres normes, ses

propres idées. L'Europe et les États-Unis, eux, traitent la Chine avec arrogance et condescendance.

C H A P I T R E 6

L'Amérique latine

Andre Vltchek Tournons-nous maintenant vers l'Amérique latine. L'arrivée au pouvoir, ces dernières années, de gouvernements progressistes dans ces pays est extraordinaire. L'un après l'autre, les régimes fascistes pro-occidentaux sont tombés. Le Venezuela a ouvert la voie, suivi par des pays comme l'Équateur et la Bolivie, qui comptent parmi les plus pauvres et les plus autochtones d'Amérique du Sud. Le continent se réveille, traversé par un sentiment de solidarité qui va grandissant. Et, jusqu'à un certain point, les gouvernements de l'Uruguay, de l'Argentine et du Brésil se soucient maintenant davantage de leurs propres populations que des banques internationales et des sociétés multinationales. Il s'agit d'un

renversement total de la situation qui prévalait il y a 20 ans à peine.

Cette tendance connaît bien sûr des revers importants. La gauche a perdu le Honduras et le Paraguay lors de coups d'État orchestrés par Washington. Sans parler du terrible héritage de la doctrine Monroe, qui hante toujours le continent.

Il n'y a pas très longtemps, j'ai visité le Salvador. Ce pays est maintenant doté d'un gouvernement progressiste, mais ce dernier semble avoir les mains liées, car les États-Unis refusent d'assumer la moindre responsabilité pour le passé. Ils n'ont versé aucune réparation.

Il règne encore au Salvador une violence terrible, contrecoup du soutien apporté par Washington aux escadrons de la mort qui combattaient la guérilla de gauche pendant la guerre civile. La violence y est épouvantable, abjecte. Je me suis moi-même fait tirer dessus ; on a tiré sur mon véhicule alors que j'étais en train de filmer. Je me suis rendu dans un village pour interviewer l'unique survivant d'un horrible massacre où 30 personnes ont perdu la vie pendant la guerre, une famille entière. Alors que nous discutons, on m'a indiqué qu'il était temps pour moi de partir, car le soleil

se couchait, ce qui signifiait que les maras, les gangs, allaient prendre le contrôle du territoire. J'ai été chanceux de pouvoir quitter les lieux vivant. La dernière chose que ce survivant a eu le temps de me dire, c'est que ce climat est le fruit d'une culture de la violence mise en place par les États-Unis à l'époque de la guerre civile.

Ainsi, malgré la présence de forces progressistes, voire de gouvernements progressistes en de nombreux pays d'Amérique latine, le continent doit composer avec le legs de décennies d'une violence inqualifiable. J'ai constaté la même chose à Colon, au Panama, une ville dont presque personne ne parle. Je m'attendais à un endroit difficile parmi tant d'autres. Je n'en savais pas grand-chose, à part ce que j'avais lu dans deux ou trois articles, dont un affirmait qu'il s'agissait de la ville la plus dangereuse de l'hémisphère occidental. Je m'y suis donc rendu et, sans surprise, j'ai constaté que l'endroit était une véritable épave.

La dévastation sautait aux yeux. Des prostituées de 10 ans arpentaient les trottoirs, et des navires de guerre américains étaient amarrés dans la partie du port destinée aux bateaux de croisière... des navires qui, en fait, ne devaient pas y être, car on avait ordonné

leur départ longtemps auparavant, en vertu d'un traité entre le Panama et les États-Unis. Tout comme de tels navires étaient censés quitter les Philippines alors qu'ils y sont toujours, sous prétexte de « guerre contre le terrorisme ». Philippines, Panama, même combat.

Ainsi, à quelques encablures du mythique canal de Panama se trouve la deuxième ville d'un pays dont le niveau de développement est plutôt élevé (avec un IDH de 58), mais on n'y voit que désolation, le squelette d'une ville.

Noam Chomsky Il est difficile de trouver de l'information sur l'invasion américaine du Panama [en 1989-1990]. J'ai l'impression qu'elle a été pire que celle du Koweït par l'Irak [en 1990-1991]. Elle a fait plus de victimes. Selon Human Rights Watch, les Irakiens ont tué quelques centaines de personnes au Koweït, alors que l'invasion du Panama aurait fait quelques milliers de morts. C'est du moins l'estimation de la Comisión para la Defensa de los Derechos Humanos en Centroamérica (CODEHUCA).

Andre Vltchek Les observateurs s'entendent de plus en plus sur le chiffre de 3 500 morts. Le plus fascinant,

c'est qu'on est parvenu à faire disparaître les preuves. Diverses raisons expliquent pourquoi Colon est une des villes les plus mal en point du monde : les gangs, la pauvreté, la mauvaise gestion... Mais on a réussi à faire disparaître toutes les preuves liées aux bombardements et à l'invasion américaine. Les États-Unis avaient bombardé l'immeuble le plus élevé de la ville ; je l'ai photographié, et je peux affirmer sans me tromper qu'ils savaient qu'il s'agissait d'une cible civile.

Tout indique que l'invasion a été très violente, mais certains de ses aspects sont extrêmement difficiles à prouver au Panama, tout comme au Salvador, au Nicaragua et au Honduras. On en a effacé les traces. Enquêter sur les conséquences de ces opérations sur chaque pays demanderait des années. Rares sont les journalistes et les experts qui pourraient le faire.

L'hostilité envers le peuple panaméen remonte à la construction du canal de Panama. L'endroit où j'étais installé, en banlieue de Colon, était apparemment celui où la ségrégation était la plus répandue. Mes collègues panaméens ne l'ont pas vécue eux-mêmes, mais leurs parents et leurs grands-parents leur ont raconté la triste époque où les équipes chargées de la construction du canal sont arrivées à Colon. La population locale était

horrifiée par le racisme des Américains. Venu en Amérique centrale pour bâtir un canal, le pays qui se prétendait le grand défenseur de principes et d'idéaux comme l'égalité, la liberté et les droits de la personne a isolé la population locale en construisant des commerces et des quartiers distincts pour les différentes « races ».

Noam Chomsky Il en va ainsi partout dans le monde. C'est une des raisons pour lesquelles on peut douter de la pertinence des ONG (pas toutes, bien sûr, mais une bonne partie d'entre elles). En Haïti, au Timor-Leste, partout, leurs employés ont un mode de vie complètement différent de celui des populations locales. Ils fréquentent des restaurants chics et conduisent de belles voitures pendant qu'autour d'eux les gens crèvent de faim.

Andre Vltchek Cette attitude, « eux et nous », explique aussi le mépris manifesté par les envahisseurs européens et américains à l'égard des populations locales lors de leurs incursions et de leurs annexions.

Noam Chomsky Beaucoup de choses ont dû être complètement étouffées. Les accusations criminelles déposées contre Manuel Noriega se rapportaient essentiellement à la période où il était un agent de la CIA. Les États-Unis se sont retournés contre lui parce qu'il refusait de collaborer à leur campagne de soutien aux contras nicaraguayens, ce qui faisait de lui un ennemi. Les crimes qu'ils lui reprochaient remontent toutefois au début des années 1980. En 1984, les États-Unis avaient fait l'éloge des élections libres, que le candidat de Noriega avait remportées grâce à des assassinats politiques, à des fraudes électorales et au financement secret de Washington, qui avait voulu s'assurer de sa victoire. Le secrétaire d'État George Schultz avait rendu hommage à Noriega pour sa « mise en œuvre du processus démocratique », ce qui n'était pas si étonnant au regard du concept reaganien de « promotion de la démocratie ». Les grands médias américains n'avaient pratiquement pas commenté l'affaire. Les choses n'ont pas été très différentes avec Saddam Hussein.

Andre Vltchek À quel point la population américaine est-elle au courant de l'ingérence des États-Unis dans

ces deux pays – le Panama et le Salvador – et sur ses conséquences dévastatrices ?

Noam Chomsky Elle n'en sait pas grand-chose. À ma connaissance, une seule cérémonie de commémoration s'est tenue à Boston lors du 25^e anniversaire de l'assassinat d'Óscar Romero, et guère plus ailleurs. Le rassemblement avait lieu dans une église du quartier pauvre de Jamaica Plain, où vivent surtout des Latinos et des Noirs. Une des oratrices (à qui j'ai eu l'honneur d'être invité à me joindre) était la veuve de Herbert Anaya, un militant pour les droits de la personne abattu par les forces de sécurité. Mais il n'y a pas eu d'autre commémoration dans la région de Boston.

À l'occasion du 20^e anniversaire de l'assassinat des jésuites, une cérémonie a eu lieu au Boston College, une université jésuite plutôt conservatrice. Je faisais aussi partie des orateurs, parmi lesquels se trouvait Jon Sobrino, seul survivant du massacre de 1989. Il a prononcé une allocution particulièrement émouvante où il nous invitait à pleurer la gouvernante des jésuites et sa fille, assassinées pour garantir l'absence de témoins. Il a dit qu'elles étaient les

symboles de la souffrance du peuple salvadorien et des autres peuples du monde, et que c'est de cette souffrance dont il faut se préoccuper. Une bonne partie de l'assistance provenait de l'université, et, à ma connaissance, il n'y a pas eu d'autres commémorations.

Il m'est arrivé de parler de ce massacre lors de conférences données en Europe, où c'est à peine si l'on admettait qu'il s'était déroulé. Un pays faisait cependant exception : l'Irlande. Les Irlandais en étaient conscients. Des liens étroits avaient été établis : la presse irlandaise était une des principales sources d'information sur la situation en Amérique centrale, car de nombreux prêtres irlandais y vivaient et lui faisaient part de ce qu'ils constataient sur le terrain.

Andre Vltchek Certains de ces prêtres étaient progressistes...

Noam Chomsky Oui, mais pas tant que ça ; leur parcours était souvent semblable à celui de Romero lui-même. Romero était conservateur, mais il était devenu très engagé quand certains de ses propres prêtres avaient été assassinés. C'était une personne

sérieuse et honnête. Les autres prêtres étaient comme lui.

Au Nicaragua, il existe une congrégation catholique très active, les religieuses de l'Assomption. On m'a dit que ces sœurs avaient été menacées de mort par l'ancien gouvernement. Lors de mon séjour là-bas, mon ami César Jerez m'a emmené dans un de leurs couvents, situé à proximité d'un village très pauvre. La mère supérieure allait de maison en maison dans le but de convaincre les paysans récalcitrants de se faire vacciner. Les religieuses étaient parvenues à amener les villageois à coopérer, apparemment pour la première fois, en vue de construire un puits. Le puits se trouvait en haut d'une butte. Un bœuf grimpait jusqu'au sommet avec un câble autour du cou, au bout duquel était attaché un seau qu'on faisait descendre dans le puits. L'animal revenait ensuite en tirant l'eau. Pour la première fois, les villageois avaient un accès facile à l'eau potable. Mais ce qui me frappait le plus, c'était de les voir travailler ensemble.

Ils me rappelaient la description que William Hinton avait faite des premiers jours de la révolution chinoise. Il y relatait, entre autres épisodes des plus étonnants, les tentatives pour amener des paysans

habitués à entretenir des rapports conflictuels (comme lorsqu'on déplace une pierre de quelques centimètres en vue d'avoir un terrain plus grand que celui de son voisin) à réaliser qu'ils pouvaient coopérer et faire des choses ensemble. C'est exactement ce que faisaient les religieuses du couvent. Elles n'étaient pas progressistes, mais tout simplement humaines. Les communautés religieuses menaient souvent de telles activités.

Aux États-Unis, les associations de solidarité faisaient la même chose. Les groupes d'appui à l'Amérique centrale étaient nombreux dans les années 1980, mais ils étaient plus nombreux dans les milieux ruraux du Kansas ou de l'Arizona que dans les grandes villes. La plupart étaient rattachés à une église, souvent évangélique. Et le fait est que ce sont ces groupes qui ont poursuivi leurs activités après que les États-Unis eurent détruit le Nicaragua. Peu d'associations ont continué leur travail de solidarité après l'élection de Violeta Chamorro à la présidence, en 1990. La plupart des groupes militants sont partis, mais pas ceux-là. Ils étaient vraiment dévoués. Ils m'ont impressionné.

Andre Vltchek Pour en revenir au Panama, croyez-vous qu'une des raisons ayant motivé la décision des États-Unis d'intervenir tenait au fait que Noriega défendait et mettait en œuvre des politiques sociales relativement effectives dans son pays ? On ne pourra évidemment jamais le qualifier de gauchiste, mais, encore une fois, comme dans le cas de Saddam Hussein ou de Kadhafi, il est question d'un pays qui était en train de se doter d'un embryon de politique sociale dans une région du monde réputée pour ses disparités...

Noam Chomsky Peut-être, mais cela n'aurait pas été une raison suffisante, car ses politiques étaient plutôt timides. Je crois qu'il a simplement changé de camp. Au début des années 1980, il collaborait avec les États-Unis : il agissait essentiellement à titre d'agent de la CIA chargé entre autres de soutenir les contras. Washington comptait sur lui : le Panama était considéré comme un des points d'appui de la puissance américaine dans la région. À la fin des années 1980, toutefois, Noriega devenait de plus en plus indépendant. C'est à ce moment qu'on a commencé à le traiter de « narcotrafiquant », de « terroriste », de

« tortionnaire ». Quand on a fini par le traduire en justice, les crimes qu'on lui reprochait remontaient pour la plupart à la période où il était un favori de Washington. C'est pourquoi je crois que la cause première de l'invasion américaine résidait dans la volonté d'autonomie de Noriega.

Andre Vltchek Il y avait aussi le canal de Panama, une des voies navigables les plus stratégiques du monde...

Noam Chomsky Bien entendu. Aujourd'hui, le pire pays de l'hémisphère occidental est le Honduras, où la violence est complètement déchaînée. Au cours de la dernière décennie, les États-Unis ont participé à deux coups d'État militaires victorieux dans l'hémisphère occidental. Ils ont d'abord tenté leur chance au Venezuela, mais sans succès. Ensuite est venu le tour d'Haïti, que les États-Unis et la France, les deux tortionnaires traditionnels de ce pays, ont essentiellement envahi. Ils en ont kidnappé le président, qu'ils n'aimaient pas, et l'ont envoyé en République centrafricaine en interdisant à son parti de présenter des candidats aux élections.

Puis il y a eu le Honduras, sous l'administration Obama. Un coup d'État militaire a eu lieu au Honduras, dont le président a aussi été kidnappé. On a protesté pour la forme, mais les États-Unis se sont empressés d'aller à contre-courant de tout le continent, et même de l'Europe, en cautionnant l'élection frauduleuse organisée par la nouvelle dictature militaire et en fermant les yeux sur les atrocités que celle-ci commettait – et continue de commettre. Le régime assassine des militants pour les droits de la personne, des syndicalistes, etc. Le pays est en lambeaux. Mais il constitue le dernier bastion d'envergure de Washington en Amérique latine, accueille une importante base militaire américaine et favorise les investissements en provenance des États-Unis, alors on ferme les yeux sur les atrocités [...].

Ce que vit aujourd'hui le Salvador est tout à fait représentatif du genre de destruction indirecte dont vous parliez tout à l'heure. Tout récemment, le gouvernement salvadorien a tenté d'adopter une réglementation destinée à protéger certaines régions du pays d'une catastrophe environnementale. Une telle politique allait cependant priver le secteur aurifère d'éventuels profits. L'extraction de l'or par les

multinationales fait partie des activités minières les plus destructrices qui soient. Une entreprise a donc porté plainte contre le Salvador devant le tribunal de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), accusant celui-ci de la priver illégalement de ses profits parce qu'il cherchait à protéger l'environnement des conséquences de l'extraction de l'or. La multinationale a eu gain de cause.

Les règles de l'OMC ont été conçues pour permettre aux sociétés multinationales de poursuivre les États qui osent nuire aux profits qu'elles pourraient réaliser en détruisant un pays. À première vue, cela semble bien différent d'une bande de mercenaires qui massacrent une population à coups de machette, mais il s'agit pourtant de la même chose. Cette logique est inhérente aux préceptes tant vantés du néolibéralisme ; elle est louangée par les instances internationales, les économistes, etc. L'exemple du Salvador n'est pas inédit, mais il se déroule aujourd'hui même. Partout dans le monde, en fait, les conséquences de l'exploitation minière sont catastrophiques. La moitié de l'Inde se déchire à ce sujet. En Colombie, cette industrie rencontre une forte opposition. En Australie,

les Autochtones tentent d'empêcher la destruction des quelques territoires qui leur restent. C'est ainsi partout.

Andre Vltchek Les gouvernements de gauche d'Amérique latine collaborent de plus en plus entre eux. En voici un exemple significatif. En Bolivie, il y a quelques années, le riche département de Santa Cruz, à prédominance blanche, a menacé de faire sécession. Manifestement, les pays du Nord, les milieux d'affaires et les élites locales étaient impliqués dans la démarche. C'était là le moyen qu'ils avaient trouvé pour nuire, voire pour détruire la Bolivie et les réformes progressistes du président Evo Morales. Le Brésil a réagi en menaçant d'envoyer son armée pour protéger l'intégrité du territoire de sa voisine. Il a en quelque sorte sauvé la Bolivie et son gouvernement socialiste. Encore une fois, il s'agit d'un geste qui aurait été impensable il y a 20 ans à peine.

Noam Chomsky Chose très intéressante, l'Unión de Naciones Suramericanas (UNASUR), qui venait tout juste d'être constituée, a fermement condamné le projet de sécession et s'est empressée de manifester son appui au président. Cette prise de position, pourtant à

peine mentionnée chez nous, avait un caractère déterminant.

Le Sommet des Amériques [de 2012] à Carthagène des Indes, en Colombie, s'est aussi révélé très intéressant. La presse américaine n'en a rapporté que les frasques des agents du Secret Service avec des prostituées, mais, concrètement, il s'y est passé des choses importantes. On y a abordé deux enjeux majeurs. D'abord, l'admission de Cuba. Les États-Unis ont persisté dans leur refus d'admettre ce pays, alors que le reste du continent (à l'exception du Canada) a insisté pour mettre un terme à son exclusion. Les participants ont finalement convenu de maintenir l'exclusion de Cuba pour cette fois, mais il est fort peu probable que ce soit le cas lors d'un prochain sommet. Ainsi, Cuba pourrait être admis, alors que les États-Unis (et le Canada s'il persiste à s'aligner sur Washington) seraient exclus.

On a ensuite débattu de la guerre contre le trafic de drogue. L'écrasante majorité des pays des Amériques souhaitent y mettre fin. Des parlementaires colombiens sont allés jusqu'à déposer un projet de loi sur la décriminalisation de toutes les drogues, et des mesures similaires sont envisagées ailleurs. Tout le

monde a compris que cette guerre sert uniquement les intérêts des États-Unis. C'est ici que la drogue est consommée, c'est nous qui fournissons les armes (la plupart des armes utilisées au Mexique lors de massacres proviennent de l'Arizona ou du Texas), mais ce sont les populations d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud qui pâtissent de la lutte antidrogue. De plus, malgré tous ces efforts, la consommation de stupéfiants reste stable ou augmente. C'est pourquoi les pays d'Amérique latine souhaitent voir cesser cette guerre qui n'est pas la leur et qui détruit leurs sociétés. Lors du sommet de Carthagène des Indes, les États-Unis et le Canada se sont retrouvés presque complètement isolés.

Pensons-y : une conférence panaméricaine aborde deux enjeux sur lesquels des positions presque unanimes sont adoptées sans l'appui des États-Unis et du Canada. Voilà qui témoigne d'un changement considérable dans la conduite des affaires internationales. Cette région, les États-Unis l'ont longtemps considérée comme leur cour arrière, leur jouet : « Nous y faisons ce que nous voulons », entendait-on encore récemment à Washington. Aujourd'hui, elle est en marche vers l'indépendance. En

2010, une nouvelle organisation a été mise sur pied au Venezuela, la Communauté des États de l'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui a officiellement exclu de ses rangs les États-Unis et le Canada. Un tel regroupement aurait été impensable 10 ans auparavant.

Andre Vltchek Impensable, en effet. Et n'oublions pas que les stupéfiants proviennent de Colombie, un des derniers alliés des États-Unis en Amérique du Sud et seul pays doté d'un gouvernement de droite.

Dernièrement, j'ai fait un séjour en Bolivie, et j'ai été très impressionné. J'ai passé toute une journée sur une place publique de Cochabamba à observer les médecins, boliviens comme cubains. Autrefois, la ségrégation était criante en Bolivie. J'étais donc émerveillé d'y voir des dispensaires mobiles avec des médecins blancs soignant des Autochtones. Par milliers, des mères s'y pressaient avec leurs enfants pour inscrire leurs bébés, dont la plupart sont nés hors mariage. Après avoir été privées de droits pendant des décennies, elles étaient conviées par l'actuel gouvernement à s'inscrire en vue de bénéficier d'avantages sociaux. Des dizaines de nutritionnistes

s'occupaient à renseigner les gens sur les bienfaits d'un régime équilibré, fondé sur l'agriculture locale. Tout le centre-ville semblait avoir été transformé en un immense centre de soins. Le gouvernement bolivien encourageait les habitants des villages à venir en ville pour s'inscrire et obtenir des soins de santé gratuits. En quittant Cochabamba pour La Paz, j'étais très ému, gonflé d'espoir.

Le Venezuela est un autre pays qui m'émerveille, sous de nombreux aspects. J'y ai séjourné il y a quelques années, plus précisément dans la ville de Maracaibo, un bastion d'opposants à Chávez. Je voulais connaître l'opinion des gens – des réactionnaires. Je me suis aussi rendu à Mérida, à Ciudad Bolívar, à Caracas, bien sûr, et à Canaima, un village autochtone situé au cœur de la jungle. Je me souviens d'un déplacement en porpuesto, un de ces immenses taxis collectifs, en compagnie de gars de l'opposition. Je voulais entendre ce qu'ils avaient à dire, alors je n'arrêtais pas de leur poser des questions. Ils se sont montrés très aimables à mon égard, peut-être parce qu'ils me savaient détenteur d'un passeport américain.

« Oh, vous n'êtes pas d'ici ! C'est facile pour vous d'appuyer Chávez. Vous allez finir par rentrer chez vous, où règne la démocratie. Ici, il n'y a pas de démocratie », m'a lancé l'un d'eux. Je me rappelle lui avoir répondu ceci : « Écoutez, pour comparer la démocratie dans nos deux pays, on peut prendre l'exemple d'un trajet en voiture sur cette route. [...] Quand je vote aux États-Unis, je n'ai pas le choix de la direction dans laquelle je roule : je vote pour m'y rendre soit par la voie de gauche, soit par celle de droite. Ici, quand vous votez pour ou contre Chávez, vous choisissez d'avancer ou de reculer. » Je ne les ai pas convaincus, mais ils ont apprécié la métaphore, qui les a tous fait rigoler. Je crois tout de même que mon interprétation était juste.

Pendant 20 ans, le Chili a été gouverné par la Concertación. Ce gouvernement n'était pas très à gauche, mais on était très loin de ce que les Chiliens avaient connu sous la dictature de Pinochet. L'évolution récente de l'Amérique latine a aussi touché le Chili, en le poussant vers la gauche. Puis, Michelle Bachelet a été élue présidente, une socialiste qui avait subi la torture et dont le père avait été assassiné sous la dictature. Malgré son immense popularité, elle ne

pouvait briguer deux mandats successifs, car la Constitution l'interdit. C'est un homme d'affaires conservateur, Sebastián Piñera, qui lui a succédé. Néanmoins, le Chili est resté social-démocrate. Pas vraiment socialiste, mais social-démocrate. Le nouveau gouvernement n'était pas en mesure de renverser la vapeur en quatre ans seulement. La population réclame aujourd'hui la gratuité scolaire et celle des soins de santé. Il y a de l'optimisme et de l'espoir dans l'air, et les luttes sociales foisonnent. En tant que pays le plus avancé d'Amérique latine, avec sa grande tradition socialiste et sa culture progressiste bien enracinée, le Chili joue un rôle très important.

Au moment où Pinochet s'est vu forcé de démissionner, le pays appartenait entièrement à des intérêts privés. On a donc entrepris un lent processus en vue de renverser une situation héritée de 15 longues années de dictature. Le gouvernement a commencé par instituer un système de soins couvrant les « maladies graves » : l'État paierait la facture, mais seulement pour les maladies les plus terribles. Au début, seules quatre ou cinq maladies étaient couvertes – autant dire presque rien. Aujourd'hui, on en compte plus d'une centaine. L'État n'avait pas les

moyens de socialiser l'ensemble des soins de santé dès le départ ; c'est pourquoi des maladies et d'autres problèmes de santé ont été progressivement ajoutés à la liste.

Le Chili dispose maintenant de très bons hôpitaux publics. La situation n'est pas parfaite : on doit encore s'inscrire et payer des frais pour les traitements (parfois un tarif symbolique, parfois de fortes sommes d'argent). Le pays, on le sait, a aussi quelques problèmes avec son système d'éducation : les études universitaires n'y sont pas gratuites comme au Mexique ou en Argentine. Mais les Chiliens luttent aujourd'hui pour un système d'éducation et des soins de santé gratuits. Parce qu'ils vivent dans un des pays les plus riches des Amériques, il se peut qu'ils atteignent bientôt ces deux objectifs.

Noam Chomsky J'ai effectué mon premier voyage au Chili peu de temps après la chute de Pinochet, vers 1995. J'ai séjourné à Concepción, une ville magnifique. Mes amis de l'endroit m'ont confié qu'ils avaient encore peur de parler, même à leurs propres amis. La Concertación n'était au pouvoir que depuis quelques années, et il régnait encore une atmosphère de peur.

On ne savait jamais si telle ou telle personne était un informateur. Quand je discutais avec des journalistes et qu'un soldat s'approchait, ils arrêtaient de parler. Un jour, des amis et moi avons traversé un vaste campus, où nous avons longé un grand immeuble vide. Je leur ai demandé pourquoi il était vide, et ils m'ont expliqué qu'il avait été conçu pour servir de dortoir, mais que l'armée avait décrété qu'elle ne pouvait admettre la présence d'étudiants sur le campus. Voilà pourquoi l'immeuble était vide. Le plus étonnant, c'est qu'on n'avait pas cru bon de l'utiliser à d'autres fins.

Andre Vltchek Je me suis rendu pour la première fois au Chili deux ou trois ans après la chute de la dictature, mais j'ai fini par y passer environ trois ans. Au début, l'atmosphère était terrifiante, à donner froid dans le dos, comme vous venez de le dire. Les gens avaient peur. Presque tous les portiers de Santiago étaient des mouchards. Mais, très vite, j'ai pu constater que la société commençait à changer, à se régénérer.

Alejandro Wagner, mon meilleur ami chilien, est architecte et photographe. À cette époque, lorsque nous circulions tous les deux dans ma voiture et qu'il apercevait un agent de police, il prenait soudain un air

terrifié, même si notre véhicule portait une plaque d'immatriculation étrangère. Mais, étant chilien, Alejandro craignait toujours de se faire arrêter.

Aujourd'hui, des manifestations politiques se déroulent ouvertement à Santiago, et la police n'intervient plus. Des affrontements éclatent parfois entre étudiants et forces de l'ordre, mais les deux camps en sortent amochés, pas seulement les étudiants. On pourrait presque y voir un combat à armes égales. Par rapport au passé, ça représente tout un changement !

Noam Chomsky J'ai constaté une évolution semblable au Nicaragua. Dans les années 1980, un de mes plus proches amis dans ce pays était César Jérez, alors recteur de l'Université des Amériques. Guatémaltèque, il occupait un rang très élevé dans la hiérarchie jésuite. Contraint de quitter son pays quand le régime avait manifesté son intention d'éliminer tous les jésuites, il s'était réfugié au Salvador, où il était devenu très proche d'Óscar Romero. Comme Romero n'était guère plus cultivé qu'un paysan, Jérez était en quelque sorte devenu son intellectuel attitré. Un jour, Romero a écrit au président américain Jimmy Carter pour l'implorer de

cesser d'accorder de l'aide militaire à la junte, qui utilisait celle-ci pour bafouer les droits les plus élémentaires de la population ; en fait, la lettre avait été rédigée par César.

Le lendemain du jour où Carter avait dû recevoir la missive, César s'est vu ordonner par le Vatican de rentrer à Rome. De toute évidence, l'administration Carter le surveillait. Le sachant responsable, elle souhaitait sans doute que les autorités fassent taire ce prêtre dérangeant. Arrivé à Rome, il s'est entretenu avec le supérieur général de la Compagnie de Jésus, qui lui a demandé ce qu'il manigançait. Il a ensuite été reçu par le pape, qui s'est montré évasif en ne répondant ni oui ni non à ses demandes. César a interprété les propos du souverain comme un feu vert et est rentré au Salvador. Deux jours plus tard, Romero se faisait assassiner.

César s'est alors enfui au Nicaragua, qui, à l'époque, était un peu comme Paris dans les années 1930, à savoir un havre où l'on se mettait à l'abri des régimes assassins soutenus par les États-Unis. Il finira par y être nommé recteur de l'université et deviendra le jésuite le plus éminent du pays. Un jour où nous déambulions dans les rues de Managua, un

policier nous a interpellés pour une infraction mineure. César s'est montré amical avec l'agent ; il a échangé quelques mots avec lui. Plus tard, il m'a expliqué : « Le Nicaragua est le seul pays d'Amérique centrale où l'on n'a pas à craindre la police. En cas d'arrestation, on parle simplement aux agents. » Ailleurs, on serait terrorisé.

Andre Vltchek Dernièrement, j'y ai fait un séjour fort agréable. Le Nicaragua m'est apparu très détendu, malgré l'héritage du régime d'Arnoldo Alemán. Cette société me semble très noble. Il y a des statues de poètes partout ; dans les parcs, des poèmes sont littéralement suspendus aux arbres et gravés dans les bancs. La population y est beaucoup plus cultivée que dans les autres pays de la région, comme le Salvador ou le Panamá.

Noam Chomsky Dans les années 1990, une de mes filles vivait au Nicaragua avec sa famille, mais il y régnait alors une ambiance très déprimante, un sentiment de désespoir. Dans les années 1980, tout était au contraire si exaltant : les gens étaient enthousiastes, ils avaient le sentiment d'être en train de

bâtit quelque chose, mais, à la fin de la décennie, c'était déjà une tout autre histoire. Incapable de venir à bout des États-Unis, le pays était découragé. Presque personne ne croyait que la gauche perdrait les élections en 1990 ; seule la peur est à l'origine de sa défaite. Dans les années 1990, j'y ai donc découvert une société dévastée. Les hommes se saoulaient constamment, et leurs femmes se levaient tôt pour aller les récupérer dans la rue. Une situation typique des sociétés vraiment mal en point.

Pour ne citer qu'un exemple révélateur, ma fille habitait un quartier considéré comme appartenant à la classe moyenne. Il était situé tout près de sinistres bidonvilles, mais ses maisons étaient pourvues de toits dignes de ce nom et de planchers en béton, et étaient alimentées en électricité quelques heures par jour et en eau courante la nuit (que ma fille stockait). Il y avait un terrain de jeux à proximité, mais, en raison du climat tropical, ses équipements étaient tellement rouillés que les enfants ne pouvaient les utiliser. La moitié des hommes du voisinage étaient des soudeurs, des charpentiers ou des ouvriers de domaines connexes, mais le sens de la communauté s'était tellement atrophié qu'ils ne se donnaient même pas la peine

de prendre un après-midi pour réparer le matériel du terrain de jeux pour leurs propres enfants. Je me suis dit que, si la même situation s'était présentée 10 ans auparavant, un comité de voisinage se serait chargé d'entreprendre les réparations. Il régnait une ambiance que je résumerais comme suit : « Nous avons fait de gros efforts, nous avons été vaincus, il n'y a plus rien à faire. »

Andre Vltchek Je m'en souviens. Il y a 10 ans environ, alors que je vivais au Costa Rica, je me rendais parfois au Nicaragua pour voir comment la situation évoluait. J'y ai parlé avec Edén Pastora, avec Daniel Ortega (qui redeviendra président du pays en 2007) : l'espoir s'était éteint. Avant les élections, l'ambassadeur des États-Unis affirmait presque ouvertement que, en cas de victoire des sandinistes, la campagne de terreur serait relancée. Cette façon de faire est digne de la mafia : « Fais ce que je dis ou nous te casserons une jambe ! » Les électeurs ont voté à droite parce qu'ils avaient peur.

Dans un sens, on voit le même esprit à l'œuvre dans des régions comme l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est, où les gens sont brisés d'épuisement, de l'Inde aux Philippines, en passant par l'Indonésie. On le

voit aussi en Afrique. Il y a une limite à la capacité humaine de tenter de construire quelque chose. On essaie, on essaie, puis on est vaincu et on perd tout espoir et toute force de se battre. Fort heureusement, les choses ont beaucoup changé à cet égard partout en Amérique latine !

Il y a cinq ou six ans, j'ai rencontré le grand écrivain uruguayen Eduardo Galeano. Attablés à son café favori de Montevideo, le Brasilerio, nous avons discuté pendant des heures. Il m'a dit une chose que je me remémore souvent : « La pire chose qu'on puisse faire aux pauvres est de les priver d'espoir. » À ses yeux, ôter l'espoir aux pauvres est un crime plus grave que le meurtre : quand on est mort, on est mort, tandis que l'espoir est souvent la seule chose que possèdent les pauvres, ce qui les soutient. « C'est pourquoi je dis toujours à mes concitoyens du continent : "Camarades, ne traitez pas l'espoir des gens à la légère ! Respectez vos promesses !" » a-t-il ajouté. Je crois que, pour la première fois, plusieurs dirigeants latino-américains sont en train de faire tout leur possible pour ne pas trahir l'espoir de leurs peuples.

CHAPITRE 7

Le Moyen-Orient et le Printemps arabe

Andre Vltchek Parmi les sujets dont il nous faut discuter, il y a le Moyen-Orient. Peut-être devrions-nous commencer en parlant du vénéré premier ministre Winston Churchill, de ses déclarations sur le Moyen-Orient et de ses interventions dans la région immédiatement après la Seconde Guerre mondiale.

Noam Chomsky J'ai toujours considéré Churchill comme un affreux raciste, mais le reste de la classe dominante britannique l'était tout autant. Le Royaume-Uni a été le premier pays à mener des bombardements aériens sur des villages. Churchill lui-même était favorable à l'utilisation de gaz toxiques, non pas les

plus létaux, mais ceux qui étaient juste assez nocifs pour causer une « vive terreur » chez les « tribus non civilisées ». Après la Première Guerre mondiale, la Royal Air Force a bombardé des civils kurdes, afghans et irakiens. L'Irak a en quelque sorte été créé de toutes pièces par les Britanniques en vue de servir leurs intérêts. Ils ont écrasé une rébellion chiite à l'aide de leurs bombardiers. Une conférence sur le désarmement qui visait l'interdiction de la guerre aérienne contre les civils a été torpillée par le Royaume-Uni. Dans son journal d'alors, Lloyd George faisait l'éloge de ces méthodes, car, écrivait-il, nous devons « nous réserver le droit de bombarder les nègres ».

Alors, oui, Churchill était un être immonde, mais, à quelques rares exceptions près, les autres l'étaient tout autant. Ils faisaient preuve d'un racisme incroyable, qui persiste encore aujourd'hui. À l'époque, l'Empire britannique, dont la puissance déclinait depuis la fin du premier conflit mondial, perdait progressivement son emprise sur le Moyen-Orient. Malgré cela, il demeura la plus grande puissance impériale du monde, y compris au Moyen-Orient, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, même au cours de cette dernière, une

sorte de mini-guerre a opposé le Royaume-Uni aux États-Unis en Arabie saoudite. À la fin des années 1930, les sociétés pétrolières américaines avaient trouvé du pétrole en Arabie saoudite. Elles en avaient découvert d'assez grandes quantités, même si elles n'en connaissaient pas encore le volume exact. Les Britanniques y étaient aussi, si bien que, pendant la Seconde Guerre mondiale, les deux puissances sont entrées en conflit pour le contrôle de cette ressource. Le Royaume-Uni n'a pas ménagé les efforts ; bien établi dans la région, il n'y manquait pas d'agents ni de personnel.

Les États-Unis s'inquiétaient de la présence britannique. Selon un de leurs diplomates de haut rang, les Britanniques tentaient de « rouler » les entreprises américaines en vue de faire main basse sur leurs concessions. Pour mettre un terme au problème, le président Roosevelt a promulgué un décret qui qualifiait l'Arabie saoudite d'« allié démocratique aux premières lignes du combat contre le nazisme », ou quelque formulation du genre. Ce faisant, il permettait à celle-ci de bénéficier du programme Prêt-Bail. Les États-Unis ont donc mis la famille royale saoudienne à leur solde en la félicitant d'être à la tête d'une grande

démocratie en lutte contre les nazis. À la fin de la guerre, ils étaient maîtres de la situation. Une fois celle-ci terminée, alors qu'ils divisaient le monde, ils ont chassé la France de la région en appliquant une logique similaire. Leur argument était le suivant : le régime de Vichy avait fait des Français des collaborateurs fascistes ; vaincus, ils avaient perdu leurs droits. Grâce à une astuce juridique du département d'État des États-Unis, les Britanniques ont été autorisés à rester, mais seulement à titre de partenaires en second.

En vue du coup d'État de 1953 en Iran, le Royaume-Uni a tenté de prendre les devants, mais n'y est pas parvenu. Il avait besoin du soutien des États-Unis. Eisenhower le lui a accordé, puis, essentiellement sous la direction de Washington, il a pu renverser le gouvernement iranien. Londres devait cependant remplir une condition, à savoir accorder 40 % des concessions britanniques aux sociétés pétrolières américaines. Chose plutôt surprenante, ces dernières n'étaient pas intéressées : le pétrole était alors très abondant, et celui d'Arabie saoudite coûtait moins cher à extraire. Elles réalisaient d'énormes profits dans la péninsule arabique, et elles savaient que les Saoudiens

auraient été contrariés de les voir transférer leurs activités en Iran. Elles ont donc refusé. L'administration Eisenhower leur a ordonné d'accepter les concessions et a menacé de les poursuivre en vertu des lois antitrust si elles persistaient dans leur refus. Il s'agit là d'un des rares cas où la puissance de l'État a eu le dessus sur celle des grandes entreprises au nom d'une vision à long terme et au mépris des profits à court terme.

Le cas de Cuba est similaire. Depuis des années, des entreprises américaines souhaitent faire des affaires normalement avec Cuba. Loin d'être des acteurs mineurs, elles représentent d'importants secteurs de l'économie (agroalimentaire, énergie, pharmaceutique). Mais la Maison-Blanche ne les écoute pas, car les États-Unis se doivent de punir Cuba pour ce qu'ils qualifient de « transgression réussie » d'une politique américaine qui remonte à 150 ans, la doctrine Monroe de 1823, par laquelle ils avaient annoncé leur intention d'accaparer l'ensemble de l'hémisphère. Les Cubains sont donc punis, tandis que l'immense majorité des Américains appuient l'idée d'une normalisation. Certes, leur opinion ne pèse pas lourd dans la balance, mais ce qui est étonnant, c'est

que Washington ne tient pas compte de celle des grands acteurs économiques, comme en Iran en 1953.

Je crois qu'il en va de même avec l'Iran d'aujourd'hui. Le caractère actuel de la situation nous empêche d'avoir accès aux documents qui pourraient le démontrer, mais je parie que, lorsque ceux-ci seront divulgués, ils révéleront que les entreprises du secteur de l'énergie souhaitent retourner en Iran. Elles craignent que le pays tombe aux mains des Chinois, mais l'administration américaine ne cessera pas de leur en interdire l'accès parce qu'elle doit continuer à le punir.

Mais revenons au Moyen-Orient après la Seconde Guerre mondiale. En Iran, les Britanniques jouaient un rôle de moins en moins important et les États-Unis commençaient à imposer leur loi. Quant à l'Irak, il était gouverné par une monarchie prétendument indépendante, mais encore essentiellement sous tutelle britannique. En 1958, celle-ci a été renversée par un coup d'État. Quelques années plus tard, les États-Unis sont parvenus à orchestrer un autre coup d'État en vue de renverser le gouvernement nationaliste à la Nasser qui avait pris les commandes du pays. C'est à ce moment que Saddam Hussein est arrivé dans le décor.

La CIA a remis au nouveau régime baasiste une longue liste de communistes, de radicaux et d'enseignants, qui ont tous fini par être assassinés. Cela nous amène à l'époque actuelle, où les États-Unis entendent dicter sa conduite à l'Irak. En ce qui concerne l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni y était un partenaire en second au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Les Britanniques ont fini par s'en retirer, laissant le champ libre aux Américains.

Andre Vltchek L'Arabie saoudite est une force très déstabilisatrice dont l'influence se fait sentir du Bahreïn à l'Indonésie. Le Bahreïn craint d'être annexé par l'Arabie saoudite. L'armée saoudienne y fait parfois des incursions.

Noam Chomsky Les Saoudiens financent généreusement les variantes les plus extrémistes de l'islamisme radical – le wahhabisme –, des madrasas du Pakistan aux groupes salafistes d'Égypte. Les États-Unis n'y voient aucun problème et ne font rien pour les en empêcher.

La thèse voulant que les États-Unis s'opposent à l'islamisme radical est ridicule. L'État islamiste le plus

fondamentaliste du monde est l'Arabie saoudite, un favori de Washington. Le Royaume-Uni a lui aussi soutenu l'islamisme de manière assidue. Cet appui découle de la nécessité de combattre le nationalisme séculier. La relation de proximité qui existe aujourd'hui entre les États-Unis et Israël s'est établie en 1967, quand l'État hébreu a généreusement écrasé le nationalisme séculier tout en défendant l'islam radical.

Il y a quelques années, l'historien de la diplomatie britannique Mark Curtis a publié un très bon livre intitulé *Secret Affairs : British Collusion with Radical Islam*, où il épiluche les archives britanniques sur l'islamisme. On y apprend que le Royaume-Uni a systématiquement appuyé des éléments islamistes radicaux, selon des méthodes très similaires à celles employées par les États-Unis. Les Britanniques n'aimaient sans doute pas beaucoup ces militants, mais ils les préféraient nettement aux nationalistes séculiers, qui menaçaient de s'approprier les ressources en vue de les mettre au service du développement de leur propre pays. C'était là un péché mortel, alors on n'avait d'autre choix que d'appuyer les islamistes radicaux.

Andre Vltchek L'appui des États-Unis aux moudjahidines d'Afghanistan est bien documenté, mais on en sait moins sur les liens qui existent entre la quasi-totalité des islamistes radicaux d'Asie du Sud-Est et la guerre en Afghanistan. C'est sur les champs de bataille afghans que les cadres islamistes d'Asie du Sud-Est se sont radicalisés, ont été endoctrinés. Ils s'y battaient alors pour le compte de l'Occident. Ils étaient payés en devises occidentales et armés par Washington et Londres.

Noam Chomsky Comme partout ailleurs. En Libye, en Algérie...

Andre Vltchek Le Printemps arabe est lui-même une question très complexe, controversée. Que pensez-vous de l'évolution de la situation en Égypte et en Tunisie ?

Noam Chomsky Précisons tout d'abord qu'il s'agit d'un événement historique. Les problèmes n'ont pas manqué, mais ce qu'on a accompli est assez important. Sans surprise, les forces islamistes ont pris le contrôle du système parlementaire. Elles s'organisent depuis

des décennies et sont généreusement financées par l'Arabie saoudite, qui incarne la forme la plus réactionnaire d'islamisme qu'on puisse imaginer. Quant aux États-Unis, au Royaume-Uni et à la France, ils tolèrent volontiers les Frères musulmans, ceux-ci étant essentiellement néolibéraux.

En Tunisie, c'est un parti islamiste plutôt modéré, Ennahdha, qui a formé le gouvernement. En Égypte, la situation est encore en évolution. Ce qui est frappant, toutefois, c'est que ces deux pays, qui sont ceux qui ont connu les progrès les plus notables, comptaient de puissants mouvements ouvriers qui luttait depuis des années pour les droits des travailleurs. En Égypte, les manifestations de la place Tahrir étaient organisées par le Mouvement du 6 avril, qui regroupait de jeunes professionnels. Pourquoi ce nom du 6 avril ? Le 6 avril 2008 avaient eu lieu d'importantes manifestations ouvrières au complexe industriel d'Al-Mahalla et ailleurs, lesquelles avaient été écrasées par la dictature. De jeunes professionnels se sont ensuite regroupés pour continuer la lutte sous ce nom et ont été l'élément déclencheur des soulèvements de janvier 2011, le Printemps arabe égyptien.

Une des réussites concrètes du Printemps arabe aura été la réduction, voire l'élimination, des contraintes imposées au syndicalisme. Pour la première fois, les travailleurs ont pu mettre sur pied des syndicats indépendants, chose impossible auparavant. On a même vu des groupes d'ouvriers s'approprier des usines. Il s'agit là d'une évolution très concrète. Ce courant ne s'est toutefois pas encore manifesté dans la sphère parlementaire.

Parmi les acquis du Printemps arabe en Égypte comme en Tunisie, il faut souligner le relâchement considérable des contraintes à la liberté d'expression. La presse et les autres médias sont désormais libres et ouverts, et les gens discutent tout aussi librement et ouvertement. Il s'agit là d'une évolution considérable. Les forces armées sont toujours en place (davantage en Égypte qu'en Tunisie), mais j'ai tout de même l'impression que ce nouveau ferment va ouvrir de nouvelles voies. Les choses ne font que commencer.

Du point de vue des États-Unis et du reste de l'Occident, la présence d'une démocratie qui fonctionne est difficilement tolérable dans la région. On comprend facilement pourquoi. Il suffit de jeter un coup d'œil aux sondages menés juste avant le déclenchement du

Printemps arabe. À la fin de l'année 2010, les grandes maisons de sondage occidentales ont effectué des enquêtes d'opinion dans le monde arabe, en particulier en Égypte. Les résultats obtenus ont été pour la plupart confirmés par des sondages ultérieurs. Ainsi, en Égypte (le pays le plus important), au moins 80 % des citoyens considèrent les États-Unis et Israël comme les principales menaces qui pèsent sur leur pays, alors qu'ils ne sont que 10 % environ à qualifier l'Iran de cette façon. En fait, l'opposition à la politique américaine est tellement forte qu'une imposante majorité croit que la région serait en meilleure situation si l'Iran disposait d'armes nucléaires pour faire contrepoids à la puissance des États-Unis et de leur satellite israélien.

Chose certaine, dans une démocratie qui fonctionne, l'opinion populaire a nécessairement un minimum d'influence sur les politiques. Il était donc assez évident que Londres, Paris et Washington ne laisseraient pas une telle possibilité se concrétiser s'ils étaient en mesure d'agir. Ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour affaiblir les composantes démocratiques du Printemps arabe, conformément à leurs vieilles habitudes, qui ne se limitent pas à la

région. Dans les pays qui les préoccupaient le plus, à savoir les dictatures pétrolières, pratiquement aucun changement n'a eu lieu. Les soulèvements ont vite été réprimés. Au Bahreïn, l'Arabie saoudite a envoyé des troupes pour aider le roi à écraser la contestation dans la violence : incursions dans les hôpitaux, torture, etc. Quelques propos vaguement critiques se sont fait entendre en Occident, mais sans plus. Et, élément plus important, la minorité chiite établie dans l'est de l'Arabie saoudite a été durement réprimée. C'est dans cette région que se trouve l'essentiel du pétrole saoudien, ce qui rend celle-ci hautement névralgique.

En Égypte et en Tunisie, les États-Unis et leurs alliés ont suivi le plan de match habituel, qu'ils appliquent invariablement lorsqu'un dictateur qu'ils appuient n'est plus en mesure de garder le pouvoir, parfois parce que l'armée s'est retournée contre lui, comme l'ont vécu Somoza, Marcos, Duvalier, Suharto, Mobutu et tant d'autres. La stratégie consiste à le soutenir jusqu'au dernier moment, puis, lorsque cela n'est plus possible, à l'exiler quelque part et à tenter de restaurer l'ordre ancien tout en prenant soin, bien entendu, de manifester son attachement à la démocratie. C'est la pratique courante. On doit faire

preuve de beaucoup d'ingéniosité pour en ignorer l'existence.

L'Europe de l'Est a offert un exemple très intéressant de ce phénomène : Ceausescu qui, même s'il était le pire de tous les dictateurs communistes, était le favori de l'Occident. Reagan et Thatcher l'adoraient. Ils l'ont appuyé jusqu'à la dernière minute. Quand c'est devenu impossible (l'homme avait été renversé puis exécuté), ils ont appliqué la procédure habituelle. C'est précisément ce qu'on a fait en Égypte et en Tunisie. D'une certaine manière, cette stratégie est invisible. C'est une autre forme de colonisation interne. Même si elle se répète inlassablement, la seule chose que nous percevons, c'est notre prétendu amour de la démocratie.

Andre Vltchek Selon moi, il manquait quelque chose dans ce qu'on a appelé le Printemps arabe : la solidarité entre pays arabes. La rébellion s'est révélée très fragmentée. Même les révoltes les plus populaires et les plus libératrices semblaient atomisées.

Noam Chomsky Je crois que le Printemps arabe n'en est encore qu'à ses premières étapes. Grosso modo,

ce n'est qu'au cours de la dernière décennie que l'Amérique latine, pour la première fois depuis les conquistadors, a emprunté le chemin de l'intégration et de l'indépendance. Ce continent a aussi entrepris de faire face à certains de ses propres problèmes sociaux, qui sont terribles. Son évolution récente a une portée historique. Si le Printemps arabe allait dans la même direction, ce qui est encore possible, l'ordre mondial en sortirait radicalement transformé. C'est pourquoi l'Occident fait tout pour l'en empêcher.

Je pressens que les gouvernements vont bientôt perdre toute crédibilité, incapables qu'ils sont de régler les problèmes fondamentaux qui ont donné lieu aux soulèvements, à savoir les politiques néolibérales et leurs conséquences. Ils ne font que les reconduire. Leurs pays vont ainsi s'enfoncer davantage dans la catastrophe, ce qui, au vu de l'expérience des dernières années et de ses succès limités mais bien réels, pourrait susciter de nouveaux soulèvements.

Andre Vltchek Quand l'Occident a tenté de faire adopter une résolution contre la Syrie aux Nations unies, la Russie et la Chine s'y sont opposées. Ces deux puissances ont ainsi affirmé haut et fort qu'elles

refusent d'obéir aux ordres de l'Occident et sont disposées à s'entraider dans leur opposition à l'impérialisme occidental. Il s'agit là d'un tournant très important, que les grands médias ont interprété avec beaucoup d'acrimonie.

Noam Chomsky La Russie et la Chine n'étaient pas seules : tous les pays des BRICS (qui, outre la Chine et la Russie, comprennent le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud) se sont opposés à une intervention militaire en Syrie. Il est plus commode de jeter le blâme sur ces deux puissances, car leur statut d'ennemis officiels cadre bien dans la propagande. J'ai cependant l'impression que, si l'on mettait la main sur des rapports internes, on constaterait qu'Obama et le département d'État ont été enchantés par le veto de la Russie et de la Chine. Ce refus leur a fourni un prétexte pour ne rien faire du tout : « Misère ! Nous aurions adoré intervenir et les aider, mais nous ne pouvons rien faire ! »

Si les États-Unis avaient vraiment voulu intervenir, ils auraient fait peu de cas de la décision du Conseil de sécurité, dont ils ont l'habitude de se moquer éperdument. Mais, cette fois, l'instance leur fournissait

un bon prétexte. Tout indique qu'ils ne veulent pas s'impliquer directement dans le conflit, car ils ne savent pas très bien quel camp ils appuient et ignorent quels résultats aurait une intervention. Quoi qu'on pense du passé d'Assad, on doit admettre qu'il a plutôt bien veillé aux intérêts des États-Unis et d'Israël, notamment en contribuant à la stabilité de la région. Quant aux milieux d'affaires, ils peuvent craindre qu'un régime post-Assad soit beaucoup moins bien disposé à leur égard. C'est pourquoi les États-Unis tentent de rester à l'écart. Ce faisant, ils peuvent blâmer la Russie et la Chine, rester muets sur le rôle des BRICS et taire le fait que, s'ils souhaitaient réellement intervenir, ils n'en feraient qu'à leur tête.

Andre Vltchek D'autres pays d'Amérique latine, dont la Bolivie, se sont aussi opposés à la résolution. Mais, partout dans le monde, la popularité des gouvernements révolutionnaires latino-américains est telle que, comme vous le dites, il vaut mieux pour l'Occident attribuer le rejet de la résolution aux deux pays qu'il ne cesse de discréditer, soit la Russie et la Chine.

Noam Chomsky C'est ainsi pour la plupart des enjeux. Prenons la Libye, par exemple. Le bombardement de ce pays n'a reçu pratiquement aucun appui au-delà des trois puissances impériales classiques que sont le Royaume-Uni, la France et les États-Unis. L'Union africaine a lancé un appel à la négociation et à la diplomatie, et les BRICS lui ont emboîté le pas, suivis de la grande ONG International Crisis Group, des États d'Amérique latine, des pays non alignés, de la Turquie et de l'Allemagne. Le projet de campagne aérienne n'a donc recueilli qu'un faible soutien. On parle de la « communauté internationale », mais il s'agit d'une vue de l'esprit. Si les appuis ont été si rares, ce n'est pas sans raison : en mars 2011, les Nations unies avaient adopté une résolution appelant à l'établissement d'une « zone d'exclusion aérienne », à la protection des civils, à l'imposition d'un cessez-le-feu et à l'ouverture de négociations. Les puissances impériales ne souhaitent pas emprunter cette voie. Elles voulaient prendre part à la guerre et imposer à la Libye un gouvernement correspondant à leurs attentes. Si le reste du monde s'opposait à l'offensive aérienne, c'est parce qu'il craignait que celle-ci, en menant à une guerre d'envergure, ne débouche sur une catastrophe

humaine. Et c'est ce qui s'est produit. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles plus personne n'en parle ; la Libye n'est plus qu'un champ de ruines. Les derniers bombardements ont eu lieu dans la région de Syrte, où est établie la plus grande tribu de Libye. Qu'en est-il advenu ? Les conséquences ont été particulièrement catastrophiques. Selon certains observateurs, l'endroit rappelait Grozny [en Tchétchénie].

L'Iran est traité de la même façon. Les États-Unis et l'Europe affirment qu'il constitue la principale menace à la paix mondiale, tandis que, depuis des années, les pays non alignés défendent vigoureusement son droit d'enrichir l'uranium. Les BRICS ne partagent pas la position des puissances occidentales, tout comme l'Inde et la Turquie, qui développent leur commerce avec l'Iran.

Le cas le plus intéressant est celui du monde arabe. Les États-Unis prétendent que les Arabes appuient leur politique iranienne. C'est une allusion à peine voilée aux dictateurs. Car si ces derniers se disent d'accord avec la politique américaine envers l'Iran, leurs populations, elles, s'y opposent. D'un sondage à l'autre, elles affirment que, même si elles

n'apprécient pas l'Iran, elles ne considèrent pas ce pays comme une menace sérieuse. Ce sont plutôt les États-Unis et Israël qui, à leurs yeux, représentent de véritables dangers. Juste avant le Printemps arabe, comme je le disais tout à l'heure, un sondage a révélé que la majorité des Égyptiens, même s'ils ne portent pas l'Iran dans leur cœur, jugent qu'ils seraient en meilleure situation si ce pays disposait d'armes nucléaires.

Andre Vltchek Le développement de l'arme nucléaire constitue sans doute le seul moyen pour le régime iranien de survivre.

Noam Chomsky Chose certaine, les Égyptiens d'avant la place Tahrir considéraient l'éventuelle arme nucléaire iranienne comme la meilleure façon de se protéger des États-Unis et d'Israël, leurs pires ennemis. Rappelons que presque personne n'appuyait l'idée d'attaquer l'Iran. C'est la guerre. Elle fait déjà rage : la cyberguerre est une guerre. Les sanctions constituent pratiquement un blocus, qui est un acte de guerre. Un acte de guerre des États-Unis et de l'Europe, pas de la « communauté internationale ». Et, accessoirement, le

moyen le plus évident de régler le problème ne fait pratiquement l'objet d'aucun débat. Celui-ci consisterait à prendre des mesures pour transformer progressivement la région en zone exempte d'armes nucléaires. Défendu par l'Égypte depuis nombre d'années, ce projet jouit d'un appui massif dans le monde. Washington s'est vu contraint de déclarer officiellement qu'il s'agit d'une bonne idée, mais a pris soin de préciser qu'il est trop tôt pour la mettre en œuvre, Israël oblige. Mais si l'on souhaite régler la question des armes nucléaires dans la région avec un minimum de sérieux, il s'agit manifestement de la voie à emprunter.

Pendant ce temps, les agences de renseignement américaines continuent d'affirmer qu'elles n'ont constaté l'existence d'aucun programme nucléaire iranien et que, si un tel programme était mis sur pied, il faudrait des années pour qu'il donne le moindre résultat. Donc, quelle que soit la menace imaginée, elle n'est pas imminente. En fait, la question la plus pertinente est la suivante : « De quelle menace s'agit-il ? » On présente souvent l'Iran comme la plus grande menace à la paix mondiale, mais qu'en est-il au juste, de cette menace ? Il existe une réponse officielle à cette

question, et la presse n'en fait jamais mention. Chaque année, le renseignement américain et le Pentagone remettent au Congrès une analyse de la situation mondiale en matière de sécurité. Ce document est accessible au public, bien que les médias semblent l'ignorer. On y affirme que l'Iran ne représente pas une menace militaire, car ses dépenses militaires sont très faibles, même selon les standards de la région ; l'orientation stratégique iranienne est donc considérée comme défensive. En ce qui concerne les armes nucléaires, on ajoute que, « si [l'Iran] disposait d'un programme d'armement nucléaire, celui-ci s'inscrirait nécessairement dans une stratégie de dissuasion » : il s'agirait en fait de dissuader toute attaque de la part des États-Unis et d'Israël, essentiellement. Ainsi, la « véritable menace » se résume à l'adoption probable d'un moyen de dissuasion. Le document indique par ailleurs que l'Iran tente de déstabiliser ses voisins (l'Irak et l'Afghanistan) en cherchant à y étendre son influence. Donc, quand les États-Unis envahissent ces pays et y sèment la dévastation, on dit qu'ils cherchent à les « stabiliser », et quand leurs ennemis essaient de renforcer leurs relations commerciales et politiques avec ces mêmes pays, on les accuse de vouloir les

« déstabiliser ». Voilà en quoi consiste la menace iranienne.

Andre Vltchek Un autre aspect de cette « menace » réside dans les alliances que l'Iran est en train de nouer avec des pays que l'Occident cherche à détruire, tels le Venezuela et d'autres États latino-américains de gauche.

Noam Chomsky Cela l'aggrave, en effet. Mais, en général, la pire faute consiste à « ne pas obéir aux ordres », comme le fait Cuba. Ceux qui enfreignent les ordres doivent être punis.

Andre Vltchek Mais la Syrie n'est pas nécessairement une rampe de lancement de l'Occident pour atteindre l'Iran, n'est-ce pas ? L'Occident déstabilise en ce moment la Syrie avec beaucoup de détermination.

Noam Chomsky L'Occident aimerait sans doute en faire une rampe de lancement, mais je ne perçois aucun signe d'une telle stratégie, même sous forme d'ébauche. Il fournit certes un ravitaillement aux milices de l'Armée syrienne libre, mais de façon indirecte : tout

indique que le matériel arrive directement du Qatar et de l'Arabie saoudite, bien qu'il soit possible que le tout soit orchestré par Washington. Rien ne semble cependant montrer que les États-Unis souhaitent intervenir directement : une intervention serait très délicate, non seulement sur le plan militaire, mais aussi parce qu'ils ignorent quelles en seraient les conséquences. Les États-Unis ne peuvent occuper militairement la Syrie. Ils peuvent la bombarder – pour eux, c'est toujours une option –, mais avec quels résultats ?

Depuis quelque temps, il se publie de plus en plus de reportages pertinents sur le sujet. Le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung a mené une enquête très intéressante sur le massacre de Houla. Ses auteurs ont relevé un élément qui m'avait échappé, à savoir que les victimes appartenaient à deux groupes précis, les chiites et les alaouites. Selon de nombreux témoins ayant demandé à garder l'anonymat par crainte de représailles, la tuerie aurait été commise par des voyous islamistes à la solde de l'Armée syrienne libre.

Andre Vltchek Oui, beaucoup de reportages très solides en provenance de la région font état de la violence inouïe de ces groupes, que les médias et la classe politique de l'Occident qualifient de « combattants pour la liberté » et de « forces de l'opposition ». Dernièrement, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a fait une déclaration fracassante où il accusait l'Occident et l'Arabie saoudite de les soutenir.

Je me suis rendu dans la région récemment. J'y ai constaté que, bien que certains camps de la région d'Antioche, une ville du sud de la Turquie située près de la frontière syrienne et de la ville d'Alep, soient véritablement destinés aux réfugiés, d'autres, comme celui d'Apaydin, sont des campements militaires où l'OTAN, dont fait partie la Turquie, arme et entraîne les milices syriennes. Les miliciens se rendent en Syrie la nuit, et certains d'entre eux rentrent à l'aube. La frontière n'est ouverte que pour eux ; même les citoyens turcs n'ont plus le droit de la traverser. L'importante base militaire d'Insanlik, en périphérie d'Adana, sert aussi de centre d'entraînement pour l'« opposition syrienne ».

Noam Chomsky C'est fascinant. Ce sont les premiers reportages fouillés en provenance du terrain que j'aie vus. J'ai fait parvenir l'article du Frankfurter Allgemeine Zeitung à Media Lens, un observatoire des médias basé à Londres. Ils l'ont envoyé au quotidien The Guardian, mais celui-ci ne l'a pas reproduit.

Andre Vltchek C'est un enjeu très « délicat ». J'ai travaillé avec une équipe de journalistes du quotidien Aydinlik et de la chaîne de télévision Ulusal, des gens très courageux, qui s'expriment avec franchise. Ils enquêtaient sur les camps depuis un bon bout de temps. Ils avaient visité ceux qui sont situés près de la frontière syrienne, en particulier dans les environs d'Antioche. Ils avaient aussi suivi les combattants entraînés en territoire turc jusqu'à Damas, en Syrie.

Noam Chomsky Ils ont réussi à faire ça ?

Andre Vltchek Oui, et ils ont partagé leurs films et leurs photos avec moi. Je leur fournis mes films et mes analyses d'événements ayant cours ailleurs dans le monde, et ils me donnent accès à leur matériel. Ce qu'ils ont fait est très important. Ils ont montré le vrai

visage de la soi-disant opposition syrienne : qui elle est réellement, qui la finance, quels sont ses objectifs. C'est là un autre sujet rarement abordé par les médias occidentaux.

La Turquie est elle-même un pays fascinant, unique en son genre. Les deux principaux alliés des États-Unis au Moyen-Orient, Israël et la Turquie, ont l'air d'entretenir un conflit verbal. Mais mes amis et collègues d'Istanbul affirment que leur gouvernement n'est pas très sérieux dans ses réquisitoires contre l'État hébreu. Ankara reste une très proche alliée de Washington, qui possède des bases militaires stratégiques en territoire turc.

Noam Chomsky Vu les circonstances, toutefois, je crois que la Turquie a décidé d'aller dans la direction qui lui convient, et ce, à bien des égards. En 2003, par exemple, elle a refusé d'obéir aux ordres des États-Unis, qui l'avaient sommée de servir de base à l'invasion de l'Irak. Piquée au vif par cette rebuffade, l'administration américaine a menacé Ankara de sanctions. Paul Wolfowitz, alors sous-secrétaire à la Défense et présumé grand « défenseur de la démocratie », a sermonné les forces armées turques

pour leur incapacité à contraindre le gouvernement d'ignorer l'opinion de 95 % de la population et de suivre les ordres de la Maison-Blanche. La Turquie, a-t-il déclaré, devait comprendre que son devoir consiste à soutenir les États-Unis et présenter ses excuses. L'événement a refroidi les relations entre les deux capitales.

Il est vrai toutefois que les États-Unis ont maintenu leurs bases dans l'est du pays. En ce qui concerne Israël, le réalignement d'Erdogan vers l'est s'explique en partie par sa volonté d'apparaître comme le chef d'État ayant le plus vivement dénoncé l'attaque contre Gaza à l'hiver 2008-2009. Il a aussi fermement condamné le raid contre le Mavi Marmara, ce paquebot qui, avec l'appui d'Ankara, avait tenté de forcer le blocus naval de Gaza par Israël. Effectuée en eaux internationales par un commando israélien, l'attaque avait fait neuf morts, surtout des Turcs et un Américain. La Turquie a réclamé des excuses. Cet épisode traduit un virage important, car la Turquie a longtemps été un des deux principaux alliés d'Israël, avec les États-Unis. En 1958, les deux pays menaient une politique anti-arabe. L'État hébreu entretenait de proches relations avec la Turquie pour les mêmes raisons qu'il avait noué

une alliance avec le régime du chah d'Iran. Vos amis voient peut-être juste, je ne connais pas les détails. Cette relation n'est plus ce qu'elle était. Elle pourrait se rompre.

Andre Vltchek De vives inquiétudes se manifestent aujourd'hui en Turquie, en particulier à Istanbul, où la plupart des intellectuels laïques et de gauche sont horrifiés par les arrestations survenues ces dernières années. Des centaines de personnes sont disparues, et on rapporte de nombreux cas de torture. Prolaïque, la haute hiérarchie militaire a été purgée de ses généraux critiques envers l'OTAN et de ceux qui voulaient voir le pays se tourner vers l'est. Récemment, j'ai rencontré les familles de généraux détenus, et la situation est grave.

Noam Chomsky En effet. Dernièrement, j'ai émis une déclaration par vidéoconférence à l'occasion d'un forum sur la liberté d'expression qui se tenait à Istanbul. L'heure est grave, ce qui est particulièrement attristant, car, dans les années 1990, la situation était horrible. Mon premier séjour en Turquie a eu lieu en 2000, alors que la pire période venait tout juste de

prendre fin. Par la suite, les choses se sont améliorées – modestement, mais sous de nombreux aspects. Depuis 2005, toutefois, on va de régression en régression.

La première fois que je suis allé en Turquie, en fait, c'était pour participer au procès d'un éditeur qui avait publié un de mes livres traduit en turc. Parce qu'il comptait trois ou quatre pages où je critiquais les crimes commis par la Turquie dans les années 1990, l'ouvrage a été interdit. À la demande de l'avocat de l'éditeur, j'ai accepté d'être coaccusé. Il s'agissait d'un procès militaire : un simulacre de justice, vraiment. L'affaire faisait beaucoup de bruit, si bien que le gouvernement a annulé le procès. Malheureusement, l'éditeur a été arrêté de nouveau par la suite.

Lors de mes deux premiers séjours, les choses allaient très mal là-bas. Par la suite, la situation s'est améliorée. Aujourd'hui, la répression est particulièrement sévère. Mais les intellectuels turcs ne baissent pas les bras. Ils sont extraordinaires. Ils s'opposent systématiquement aux crimes et pratiquent régulièrement la désobéissance civile.

Andre Vltchek Ils sont également très bien informés. J'ignore combien de vos livres ont été traduits là-bas. Des dizaines, sans doute.

Noam Chomsky Beaucoup. Et leur association d'éditeurs est très solide. J'ai assisté à une de ses réunions, où l'on m'a remis une sorte de prix de la liberté d'expression. Les éditeurs turcs se prononcent fermement contre la censure et la répression, et appuient publiquement les écrivains censurés ou emprisonnés.

Andre Vltchek Ils tentent actuellement de tisser des liens avec l'Amérique du Sud. Pour quiconque écrit en Turquie, il est devenu incontournable de se rendre en Amérique du Sud pour en étudier la situation. Le système vacille. Mais je ne parle ici que d'Istanbul et de ses milieux instruits. Les autres régions du pays, ses zones rurales, sont éminemment complexes.

Noam Chomsky En effet. Diyarbakir, la capitale non officielle des régions kurdes, est bien sûr un tout autre monde. Et la Turquie est un pays unique en son genre.

Andre Vltchek Pensez-vous qu'Israël va un jour revenir à la raison, faire face à ses propres démons et rendre leurs territoires aux Palestiniens ?

Noam Chomsky Non. Tant que ce pays sera soutenu par les États-Unis, il ne changera pas. Et pourquoi changerait-il ? Israël obtient exactement ce qu'il veut. Il accapare aujourd'hui de précieux secteurs d'une Cisjordanie dont il ne laisse aux Palestiniens que des fragments épars. Gaza est assiégée. Chaque jour, de nouveaux crimes sont commis.

Je viens tout juste de recevoir des nouvelles d'amis ayant collaboré avec une ONG qui soutient des projets de développement en Cisjordanie. Ils travaillaient dans un village palestinien situé à proximité d'Hébron, qui est encore une ville de Palestine malgré la présence d'un groupe de colons israéliens particulièrement violents et détestables. J'ai vu ces colons ; ils sont carrément odieux. L'armée israélienne les protège, si bien qu'ils peuvent battre les Palestiniens, vandaliser leurs maisons et renverser leurs étals comme bon leur semble, impunément. Tout près d'Hébron se trouve un village où l'ONG a aidé les gens à planter un millier d'oliviers. Un jour, sans

prévenir, les militaires sont arrivés sur les lieux et ont déraciné les oliviers. Ils étaient accompagnés d'un agronome chargé de veiller à ce que la tâche soit accomplie adéquatement, de manière à ce que les arbres puissent être transplantés dans une colonie juive où l'on était en train d'aménager un parc. C'est ainsi qu'on a détruit l'ensemble de la base économique du village, sans parler des maisons et du reste. De tels événements ont lieu chaque jour, comme en témoignent les médias palestiniens et israéliens. Pourquoi s'arrêteraient-ils ? Tant que les États-Unis seront disposés à les appuyer, ils continueront.

Andre Vltchek Alors qu'Israël opprime les Palestiniens, occupe leurs territoires et joue le rôle d'avant-poste de l'Occident au Moyen-Orient, on a souvent l'impression que la grande majorité des Israéliens ne s'intéresse plus beaucoup à la politique. Tel-Aviv et Haïfa sont des villes prospères qui offrent une qualité de vie très élevée ; presque rien n'y laisse présager qu'elles se trouvent au cœur d'une zone de conflit. À quelques kilomètres de leurs beaux quartiers se dresse la frontière, avec son mur hideux et ses barbelés. Mais, dans leurs cafés chics ou leurs salles

de concert, l'injustice est invisible. Et on dirait qu'il n'y a plus beaucoup d'opposition en Israël même.

Noam Chomsky Il n'y en a plus beaucoup, je crois. Selon les derniers sondages que j'ai consultés, environ les deux tiers des Israéliens appuient l'expansion des colonies. Lorsqu'on leur demande s'ils sont d'accord avec le maintien des colonies existantes, l'appui est encore plus important. Pourtant, elles sont illégales – et ils l'admettent. Mais si l'on peut coloniser impunément, pourquoi arrêterait-on de le faire ?

CHAPITRE 8

L'espoir malgré la dévastation

Andre Vltchek Presque toute l'Amérique latine est désormais libre. Même certains pays d'Amérique centrale sont enfin en train de conquérir leur indépendance, malgré la persistance de la doctrine Monroe, qui reste une des incontestables paroles d'Évangile de l'empire américain.

Mais c'est en Afrique et dans l'est de l'Asie que je passe l'essentiel de mon temps. Dans ces régions du monde, j'ai plutôt l'impression que le pouvoir colonial ou néocolonial est en train de se consolider, que presque plus rien ne peut y évoluer librement. Il règne un statu quo terrifiant dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien et d'Afrique.

Dans les États satellites de l'Occident en Asie du Sud-Est (Philippines, Indonésie, Thaïlande et Cambodge), il n'y a aucun débat sur la nécessité de transformer les systèmes politiques ou sociaux. Le fondamentalisme du marché est profondément enraciné même à Singapour, où l'on a progressivement démantelé le contrat social entre l'État, les milieux d'affaires et la population. Les Philippines sont dirigées de facto par des clans féodaux violents qui achètent les votes, intimident l'opposition et assassinent ou violent quiconque se trouve sur leur chemin. L'Indonésie constitue une autre variante de société féodale sans merci. La Thaïlande, elle, est dominée par une monarchie ruineuse, corrompue et médiévale soutenue par ses copains militaires. Le régime a été mis en place après la Seconde Guerre mondiale par l'Occident, qui jugeait qu'un roi né aux États-Unis et éduqué en Suisse était tout désigné pour construire des bases militaires destinées à la guerre du Vietnam et à l'expansionnisme des États-Unis et de leurs alliés. Le monarque montrait également des « signes prometteurs » selon lesquels il était disposé à assassiner des membres de la gauche thaïlandaise. Ce qu'il a fait.

Quant à l'Afrique, elle est le continent le plus misérable et le plus dévasté de la planète. Aucun espoir ne semble y subsister, à part peut-être en Afrique du Sud.

Noam Chomsky Hum, je ne suis pas certain de partager votre avis. Si vous aviez été en Amérique du Sud il y a 20 ans, vous auriez dit la même chose. Si vous aviez été au Moyen-Orient il y a cinq ans aussi. Le monde change. Et la capacité des puissances occidentales de l'en empêcher a beaucoup diminué.

Andre Vltchek À mon avis, la différences entre l'Amérique du Sud et l'Afrique ou l'Asie du Sud-Est est que, même pendant les « années noires », l'Amérique latine était animée d'un profond désir pour une société nouvelle. Je ne vois rien de tel en Asie du Sud-Est et en Afrique, ni même au Moyen-Orient. Dans bon nombre de pays de ces régions, de l'Ouganda aux Philippines, en passant par le Kenya et l'Indonésie, la prétendue « opposition » est souvent à la solde de l'Occident. Dans bien des cas, la volonté de changement passe par la destitution d'une seule personne, comme on l'a vu avec Suharto en Indonésie ou Moubarak en Égypte.

Les normes sociales, le système économique et même le régime politique ne changent pas nécessairement. Pour faire des gains comparables à ceux qu'ont obtenus les Latino-Américains, les peuples de ces régions du monde devront lutter pendant des années, voire des décennies.

Noam Chomsky Je n'en suis pas si certain. L'Amérique latine semblait totalement soumise, écrasée ; le mouvement pour la théologie de la libération y avait été anéanti, des gens avaient été assassinés. Des propos critiques s'y faisaient parfois entendre, mais ils émanaient de la marge, comme c'est le cas dans l'Afrique d'aujourd'hui. Leurs auteurs pourront-ils changer quelque chose ? Impossible de le savoir. Il n'y a pas si longtemps, aucune région ne semblait plus mal en point que l'Afrique du Nord, mais, en quelques années à peine, elle s'est transformée.

Andre Vltchek On peut espérer voir les choses commencer à changer en Afrique comme elles ont changé au Brésil, en Bolivie et ailleurs en Amérique latine. Il reste que l'Afrique est sans doute l'endroit le plus dévasté de la Terre. La puissance coloniale

semble s'y consolider, et les horreurs qui s'y déroulent sont souvent perpétrées par des tiers, des armées de mercenaires de la région : le Rwanda et l'Ouganda pillent la RDC, l'Éthiopie et le Kenya saccagent la Somalie... L'Afrique semble vivre ses années les plus sombres depuis la décolonisation.

Noam Chomsky L'Afrique est dévastée parce qu'elle regorge de ressources. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la puissance des États-Unis était écrasante. Leurs stratèges, qui, bien sûr, en étaient conscients, ont entrepris la planification minutieuse d'un nouvel ordre mondial. Rattachés au département d'État, ils étaient dirigés par George Kennan, qui attribuait à chaque région du monde ce qu'il appelait « sa fonction ». Celle de l'Asie du Sud-Est, par exemple, consistait à fournir aux anciennes puissances coloniales matières premières et autres ressources pour leur reconstruction, ce qui assurait un marché aux entreprises américaines.

Quant à l'Afrique, Kennan a écrit qu'elle n'intéressait pas les États-Unis. Par conséquent, ces derniers la laissaient aux puissances européennes, qui pouvaient l'« exploiter » – le mot est de lui – par elles-

mêmes dans le cadre de leur reconstruction. C'est ainsi que le continent a été cédé à l'Europe qui, en l'exploitant, a pu se reconstruire. Ce faisant, l'Europe est devenue à la fois acteur de premier plan d'un système dominé par les États-Unis et débouché pour les produits et les investissements américains. L'Afrique devait être exploitée. Ces dernières années, les États-Unis ont remis en cause leur choix initial. Ils souhaitent maintenant exploiter l'Afrique à leur tour. Le pétrole y est abondant, de même que l'uranium et d'autres métaux. Ils ont donc commencé à s'y installer.

L'exploitation de l'Afrique n'est plus exclusive aux Européens ; les Américains s'assurent désormais d'avoir leur part du gâteau. Mais l'idée voulant que l'Afrique ne soit qu'un bassin de ressources à exploiter continue d'aller de soi. Kennan est considéré comme un grand humaniste ; personne n'a dénoncé ses propos, car on les juge normaux. Alors à quoi bon s'en émouvoir ?

Andre Vltchek De toute évidence, la France interprète aujourd'hui ces propos à la lettre. Il est effarant de constater ses récentes interventions un peu partout en

Afrique, de Djibouti à la Somalie, en passant par le Sahara-Occidental et la Libye⁶.

Noam Chomsky Dans l'ensemble, la France a joué un rôle terrible en Afrique. Elle a maintenu son soutien à Ben Ali, le dictateur tunisien, bien après le début des soulèvements. Ce choix a fini par l'embarrasser, mais, comme puissance, la France persiste à se comporter de manière abominable en Afrique.

Andre Vltchek La Légion étrangère française est encore présente un peu partout en Afrique ; dernièrement, j'ai vu des légionnaires à Djibouti. Au fil de l'histoire, ce corps de l'armée de terre a fait montre d'une violence extrême. À Djibouti, la France entraînait des mercenaires en vue d'opérations sur tout le continent. Aujourd'hui, en ce qui concerne la Libye, je crois qu'on est en train de prendre conscience que la puissance française est prête à déferler à nouveau, un véritable cauchemar [...]. Une puissance terriblement dévastatrice pour les peuples africains. Je suis certain que vous connaissez d'autres exemples.

Noam Chomsky Le cas du Sahara-Occidental est intéressant. Ses habitants, les Sahraouis, sont de véritables non-personnes ! Il s'agit de la dernière colonie officielle d'Afrique, si bien que les Nations unies ont été chargées de son administration et de sa décolonisation [...]. Mais, sitôt annoncée la rupture du lien colonial en 1975, le pays a été envahi par le Maroc, un satellite de la France. Le Maroc a renversé le gouvernement autonome et entrepris d'y établir des Marocains. De sorte que, si le référendum exigé par les Nations unies finissait par avoir lieu, les Marocains seraient en mesure d'en déterminer l'issue. La guérilla résiste activement à l'envahisseur et ne cesse de porter plainte et de réclamer justice auprès des Nations unies.

La plus récente récrimination a été soulevée au tout début du Printemps arabe. En fait, c'est au Sahara-Occidental que le Printemps arabe a commencé, avant la Tunisie. Des militants y avaient aménagé des campements de résistance non violente. Sans surprise, les forces armées marocaines se sont empressées d'intervenir et les ont démantelés. Les Sahraouis s'en sont plaints aux Nations unies, qui ont la responsabilité du territoire. Avec l'appui des États-Unis, la France a empêché toute enquête, car son satellite était en cause.

On n'a pas considéré l'affaire comme un épisode de la répression du Printemps arabe, bien que c'en était en fait le tout premier.

Andre Vltchek N'oublions pas la guerre qui fait rage en RDC, dont nous avons déjà parlé. Ce pays, que le Rwanda et l'Ouganda pillent pour le compte de l'Occident, est le théâtre du pire génocide depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais la tragédie est complètement étouffée. Les médias occidentaux en font à peine mention.

Je viens tout juste de terminer le tournage d'un film sur un autre sujet horrible : le camp de réfugiés de Dadaab, situé dans le nord du Kenya et peuplé essentiellement de Somaliens. Avec ses quelque 600 000 habitants installés en plein désert, il s'agit du plus grand camp de réfugiés du monde. La Somalie a été complètement déstabilisée, dévastée, réduite en lambeaux ; ses côtes ont été contaminées par des déchets toxiques en provenance de l'Union européenne. [...] Selon mon ami kényan – l'ancien parlementaire –, l'Occident a torpillé toutes les tentatives du Kenya de parrainer des accords de paix en Somalie. Cette obstruction systématique s'explique

par un refus de voir des islamistes nationalistes s'installer aux commandes de ce pays.

Noam Chomsky En effet. L'Occident a aussi appuyé l'invasion de la Somalie par l'Éthiopie, qui a renversé l'Union des tribunaux islamiques pendant une brève période de paix relative. Parmi ses prétendues grandes réussites, mentionnons la destruction, par les États-Unis, d'Al-Barakat, une importante fondation accusée de « soutenir le terrorisme ». Washington a fini par admettre qu'il s'agissait d'une erreur. Cette fondation était en fait la principale source de financement de la vie civile somalienne : banques, entreprises et soutien à la population faisaient partie de ses activités. Quand on l'a déclarée criminelle, toutes ses opérations ont cessé, ce qui a donné un coup supplémentaire à ce pays déjà très mal en point, qui peine à survivre. L'Europe a aussi contribué à la descente aux enfers de la Somalie en déversant des déchets toxiques sur ses côtes, ce qui a ruiné les zones de pêche et favorisé l'essor de la piraterie, qu'elle s'empresse par ailleurs de condamner.

Andre Vltchek Oui, il se passe des choses horribles en Somalie et dans les pays environnants. Et l'Occident dispose de son propre rottweiler dans la région : Djibouti. Ce pays est devenu une véritable base militaire américaine et française en transformant son désert en terrain d'entraînement pour la Légion étrangère. Je n'ai jamais vu sur Terre endroit plus consternant, plus militarisé que Djibouti ! Un pays pollué, violent, asservi. Quand on s'enregistre à l'hôtel Sheraton, on se rend compte le lendemain matin que l'armée allemande y fait travailler son propre cuisinier, qui prépare le petit-déjeuner !

Et n'oublions pas l'Afrique de l'Ouest, bien sûr, véritable terrain de jeux de la France. Lors de mon dernier séjour à Dakar, au Sénégal, j'ai été témoin de manœuvres militaires de la marine nationale française : j'ai vu passer un porte-hélicoptères, des destroyers et d'autres navires militaires devant l'île historique de Gorée, qui servait autrefois de lieu de transit pour les esclaves africains envoyés un peu partout dans le monde par les colonisateurs français. Un endroit hautement symbolique, sillonné sans scrupule. Si un pays d'Afrique subsaharienne connaît une évolution le moins positivement, c'est l'Afrique du Sud.

Noam Chomsky Vous savez mieux que moi que l'Afrique du Sud a changé pour le mieux depuis la fin de l'apartheid, mais pas en ce qui concerne les rapports de classes, qui sont restés figés pour l'essentiel. On voit peut-être des visages noirs à travers les glaces des limousines, mais la misère est encore le lot de la majorité pauvre.

Andre Vltchek La faute n'en incombe toutefois pas entièrement au Congrès national africain (ANC). La situation découle, au moins en partie, des conditions imposées par l'étranger au premier gouvernement de l'ANC quant aux façons d'organiser l'économie. Ses membres avaient passé tellement de temps en prison qu'ils ne connaissaient plus grand-chose du monde extérieur. Selon Naomi Klein, on les a dupés, un peu comme on a dupé Gorbatchev. (L'ANC a été menacée de se voir imposer des sanctions si elle n'adoptait pas les mesures financières et économiques prônées par l'Occident.)

Noam Chomsky Permettez-moi d'en douter. Selon moi, ils considéraient avoir droit aux prérogatives dont jouissent les élites. Ils se sont d'ailleurs empressés

d'appliquer les principes du néolibéralisme. Je ne crois pas qu'on les ait contraints à le faire. J'ai l'impression que le même phénomène s'est produit ailleurs dans le monde. Prenons l'exemple du Nicaragua sandiniste. Ses dirigeants provenaient de l'élite nicaraguayenne. Aussitôt installés au pouvoir, ils ont voulu vivre à la manière des élites. [...] Plus tard a eu lieu la Piñata, comme vous le savez. Sans parler de la corruption massive, avec Humberto Ortega et son vaste domaine clôturé en plein cœur de Managua, et tout le reste. Les chefs révolutionnaires proviennent généralement de l'élite. Ils se battent avec courage – renverser une dictature n'a rien de facile. Nombre d'entre eux y perdent la vie. En Afrique du Sud, certains ont été torturés ou forcés à l'exil. Mais quand ils finissent par prendre le pouvoir, ils adoptent spontanément les habitudes de ceux qu'ils remplacent.

Lors d'un séjour au Cap, peu après la chute de l'apartheid, j'ai rencontré des dissidents. Je me rappelle d'un militant noir qui arrivait tout juste d'un cocktail tenu dans un nouvel hôtel chic du centre-ville. Tous les gens riches y étaient. Les militants faisaient désormais partie du groupe et en étaient enchantés. Cet état d'esprit semblait généralisé, quoiqu'un peu

moins chez les personnes originaires du sud de l'Asie, restées beaucoup plus militantes. Elles parlaient encore de Steve Biko et des promesses du mouvement qui restaient à concrétiser. Je ne peux en dire trop vu mon expérience personnelle limitée, mais, selon celle-ci et ce que j'ai lu, j'ai l'impression que le mouvement antiapartheid a adopté sans peine le cadre néolibéral de renforcement du pouvoir des élites, qui marginalise la majorité de la population.

Andre Vltchek Je ne crois pas qu'ils aient trouvé ça si facile. J'étais au Cap pendant les travaux de la Commission de la vérité et de la réconciliation. Les professionnels blancs, seules personnes autorisées à administrer le pays sous l'apartheid, partaient en grand nombre. Ils émigraient au Canada, en Australie, aux États-Unis. L'économie en souffrait : le PIB dégringolait, le pays était vidé de ses forces vives. Plus l'ANC proposait des réformes, plus les professionnels (en particulier les Blancs) menaçaient de quitter le pays.

Noam Chomsky C'est la routine habituelle. Quand Chávez est arrivé au pouvoir, par exemple, le Venezuela a connu un important exode de capitaux.

Pendant la brève période où il a été chassé du pouvoir, les capitaux ont commencé à être rapatriés. La même chose s'est produite en Haïti avec Aristide. Tant que les flux de capitaux seront libres, ils resteront une arme redoutable contre toute réforme politique. Même les documents techniques d'économie le mentionnent. On y explique que les gouvernements ont « deux électorats » : leurs propres citoyens, certes, mais aussi la communauté des investisseurs nationaux et internationaux, qui tiennent un « référendum au jour le jour » sur les politiques publiques. Quand certaines d'entre elles ne font pas leur affaire, ils en bloquent l'adoption en spéculant contre la devise nationale ou en détournant leurs capitaux, entre autres moyens. Le second électorat qu'ils constituent a généralement le dessus sur le premier, les citoyens. Pas toujours, mais leur puissance est considérable. Il est cependant possible de limiter leur pouvoir. Citons le cas de la Corée du Sud : pendant sa période de forte croissance économique, la fuite des capitaux y était non seulement interdite, mais ceux qui s'y livraient étaient passibles de la peine de mort. Des mesures peuvent donc être prises.

Il importe de ne pas oublier que des mouvements de libération ont connu de grandes victoires, même dans les pays les plus mal en point. Prenons le cas de l'invasion et de l'occupation du Timor-Oriental par l'Indonésie en 1975. L'envahisseur y a commis des atrocités parmi les pires de la période d'après-guerre ; nulle part n'a-t-on été si proche d'un génocide. Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et d'autres puissances occidentales ont soutenu l'Indonésie. Au sein de ces pays, des gens ont milité contre l'occupation – j'ai moi-même été très impliqué dans ces campagnes, comme vous et bien d'autres, mais nous n'arrivions pas à avoir gain de cause. Finalement, en 1999, à la suite du grand massacre de Dili, où 250 000 personnes avaient dû fuir la ville, les pressions intérieures et internationales ont été assez fortes pour que Clinton ordonne aux généraux indonésiens d'arrêter. Ces derniers ont réagi au quart de tour. Dès le lendemain, l'hécatombe prenait fin. De cet épisode, on doit retenir que l'horreur aurait dû cesser 25 ans plus tôt, mais que les pressions étaient alors insuffisantes. Il est intéressant d'analyser la façon dont les médias occidentaux ont présenté l'événement. Après le départ de l'armée d'occupation indonésienne,

une force de maintien de la paix des Nations unies menée par l'Australie s'est établie au Timor-Oriental. On a qualifié sa venue de grande intervention humanitaire.

Andre Vltchek Il existe aussi une autre interprétation, selon laquelle l'Australie, ayant découvert du gaz sous les eaux territoriales est-timoraises, aurait jugé plus facile de faire affaire avec un Timor-Oriental indépendant qu'avec le colosse indonésien.

Noam Chomsky Les Australiens étaient au courant de la présence d'hydrocarbures depuis le début. En 1989, l'Indonésie et l'Australie avaient d'ailleurs signé un traité accordant à cette dernière des droits sur les réserves de pétrole de la « province indonésienne du Timor-Oriental ». Il s'agit du seul document officiel ayant reconnu quelque droit de l'Indonésie sur le Timor-Oriental. Une photo, célèbre en Australie, montre le ministre australien des Affaires étrangères de l'époque, Gareth Evans, en compagnie de son homologue indonésien, Ali Alatas, au moment de la signature du traité. On les voit en train de boire et de se taper dans les mains avec un air de triomphe, et pour cause :

l'Australie venait d'obtenir le droit d'extraire le pétrole de la « province indonésienne du Timor-Oriental ». Outrés par le soutien de leur pays à l'invasion indonésienne du Timor-Oriental, en particulier au cours du mandat d'Evans, des militants australiens ont pressé l'homme politique de s'expliquer. « Le monde est un endroit bien injuste où fourmillent les exemples de conquêtes », a-t-il répondu ; en voilà une de plus, pourquoi s'en faire ? Les massacres avaient frisé le génocide, mais, bon, ce sont des choses qui arrivent.

Depuis ce temps, Gareth Evans est devenu le héros du mouvement pour la « responsabilité de protéger ». The Economist a publié un article à son sujet, accompagné d'une photo le montrant accablé par les horreurs dont souffre le monde, malgré son engagement « ferme mais passionné » à protéger les gens vulnérables qui l'a guidé toute sa vie. L'hebdomadaire n'a pas jugé bon de reproduire la photo où on le voit en compagnie d'Ali Alatas en train de célébrer son soutien au quasi-génocide du Timor-Oriental, car, après tout, de tels événements sont monnaie courante dans le monde d'aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, l'Australie a pu extraire son pétrole.

L'Australie est un cas de figure très intéressant. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Japonais progressaient vers le sud et envisageaient probablement d'envahir l'Australie. Le Timor était sur leur route. Quelques centaines de soldats australiens y avaient été déployés pour repousser l'invasion japonaise. Les Timorais appuyaient les Australiens sans réserve. Je crois qu'environ 60 000 Timorais sont morts. Les Australiens s'en souviennent. « Mon grand-père y était », « mon oncle y était », entend-on souvent. Le traitement que leur pays a réservé au Timor-Oriental par la suite a suscité chez eux une colère sourde qui a fini par engendrer un mouvement très actif. Je me suis rendu en Australie au milieu des années 1990, à l'invitation de José Ramos-Horta [alors ministre des Affaires étrangères du gouvernement en exil de ce qu'on appelait déjà la « République démocratique du Timor-Oriental »], pour donner une conférence à l'Association des réfugiés du Timor-Oriental. Celle-ci tenait alors ses premières réunions importantes et bénéficiait d'un appui considérable de la population australienne, sous forme de grands rassemblements à Sydney, à Melbourne et ailleurs. Ce qui n'empêchait pas Evans et le gouvernement de mettre en œuvre

leurs projets d'extraction pétrolière en eaux est-timoraises.

En septembre 1999, cependant, leur traité est devenu caduc en raison de la volte-face de Clinton. Ce dernier avait subi d'intenses pressions. Accessoirement, une partie de celles-ci avaient été exercées par des membres influents de la droite américaine proches de la communauté catholique. Le Timor-Oriental est un pays catholique. Il s'agit néanmoins d'un facteur parmi d'autres, car les protestations exprimées en divers endroits du monde ont aussi joué un rôle. C'est un cas très révélateur : l'Australie et les États-Unis ont été incapables de maintenir leur appui à l'occupation du Timor-Oriental. Et je ne crois pas qu'il s'agisse d'un cas isolé.

Andre Vltchek Le clan Kennedy a aussi joué un rôle au Timor-Oriental, vers la fin de l'occupation. À la suite du massacre d'Ermera, en 1996, on m'a arrêté, puis on m'a torturé dans un bureau du renseignement indonésien. Je n'ai pu être libéré que sur intervention de l'ambassade des États-Unis. Je me suis ensuite rendu à Djakarta, où un responsable de l'ambassade m'a reçu : « Chose certaine, le moment est judicieux

pour soulever la question du Timor-Oriental, car le clan Kennedy, très critique à l'égard de l'occupation, s'y intéresse de plus en plus », m'a-t-il expliqué. Après le départ des forces indonésiennes, je peux témoigner que les dirigeants du Timor-Oriental ont traversé une période très difficile dans leurs rapports avec l'Australie et la prétendue communauté internationale en ce qui concerne les réserves d'hydrocarbures et l'intimidation exercée par leur voisin du sud.

Noam Chomsky Parmi les facteurs ayant grandement contribué à la transformation des relations des États-Unis avec l'Indonésie se trouve l'effondrement du régime Suharto, en 1998. Celui-ci faisait face à un important soulèvement populaire, à des manifestations étudiantes de toutes sortes, et le Fonds monétaire international (FMI) exprimait son mécontentement. Dans toute l'Indonésie a circulé une photo montrant le directeur français du FMI, Michel Camdessus, debout, les bras croisés, aux côtés d'un Suharto assis, humilié, en train de signer une entente. Le FMI avait ordonné au dictateur de mettre en œuvre certaines politiques, et celui-ci n'avait eu d'autre choix que de s'incliner. À ce moment précis, la secrétaire d'État des États-Unis

Madeleine Albright lui écrivait une lettre l'informant qu'il était « temps pour l'Indonésie d'entreprendre sa transition démocratique ». Environ quatre heures plus tard, Suharto démissionnait.

Andre Vltchek Oui, mais j'ai ma propre théorie à ce sujet. Je vivais avec des étudiants de l'Université Trisakti pendant les soulèvements. Je n'étais pas du tout impressionné, car cette université était fréquentée par les classes aisées, et ses étudiants ne souhaitaient pas vraiment une révolution ou des changements fondamentaux dans la société indonésienne. Ils réclamaient simplement la démission de Suharto, comme si le départ d'un seul homme pouvait réformer le système dans son ensemble. De plus, quelle que fût l'ampleur de la crise économique et financière qui faisait alors rage, Suharto a tenu jusqu'au bout à ce que des fleurons de l'industrie indonésienne restent entre les mains de sa famille – et non entre celles de l'État, bien sûr, mais il n'envisageait pas non plus leur privatisation ou leur vente à des investisseurs étrangers.

C'en était trop pour le FMI et les puissances occidentales, je crois. Ceux-ci souhaitaient en fait qu'un

gouvernement encore plus à droite s'installe à la barre de l'Indonésie et brade presque toutes les industries et les ressources naturelles à des firmes étrangères, occidentales pour la plupart. C'est ce qui a fini par se produire. Après la chute de Suharto, la corruption a infecté presque toutes les sphères de la société. Tout devait être privatisé. Soudainement, le pays entier, avec toutes ses ressources naturelles, était à vendre au plus offrant. Ce n'était plus qu'une question de prix.

Il importe de souligner qu'en Égypte, par exemple, des conseillers occidentaux promeuvent le modèle indonésien. Pour les grands médias, également, les pays ayant connu le Printemps arabe devraient suivre l'exemple économique et « démocratique » de l'Indonésie. Évidemment, personne ne mentionne ni n'explique le fait que l'Indonésie était en train de s'effondrer, qu'aucun de ses partis politiques n'entend défendre les intérêts de la majorité de citoyens plongés dans la misère, et que la croissance économique tant vantée repose sur le pillage des ressources naturelles par une petite élite.

CHAPITRE 9

États-Unis : une puissance en déclin ?

Andre Vltchek Je constate que la puissance des États-Unis et de l'Europe est en train de se consolider partout dans le monde. Quelques poches de résistance subsistent, comme l'Amérique latine, la Chine ou l'Iran. Mais le reste du monde voit sa marge de manœuvre diminuer, du moins selon mon expérience sur le terrain. Je vous sais beaucoup plus optimiste que moi à ce sujet [...].

Noam Chomsky La puissance des États-Unis a connu son apogée dans les années 1940. Elle est en déclin depuis ce temps. En 1945, les États-Unis détenaient la moitié de la richesse mondiale, jouissaient d'une

sécurité absolue et contrôlaient l'ensemble des Amériques ainsi que les océans Atlantique et Pacifique, de même que la plupart des pays qui les bordent. Les autres pays industrialisés étaient alors dévastés. Les États-Unis occupaient le Japon et dominaient l'essentiel de l'Europe occidentale. En débarquant sur le continent européen, les États-Unis et le Royaume-Uni se sont attelés à anéantir la résistance antifasciste, à affaiblir les puissants mouvements ouvriers qui s'y trouvaient et à remettre en place des régimes traditionnels avec leurs collaborateurs fascistes.

Ils ont commencé dès 1943 en Italie, puis ont continué ailleurs, parfois de façon très violente, comme ce fut le cas en Grèce, alors considérée comme partie intégrante d'un Moyen-Orient riche en ressources énergétiques, et donc de la périphérie. L'Allemagne les préoccupait beaucoup, car ils savaient qu'elle deviendrait le cœur du système industriel européen. Américains et Britanniques redoutaient la contagion de l'Allemagne de l'Est. Un de leurs principaux stratèges, George Kennan, soutenait avec élégance qu'il fallait « séparer » l'Allemagne de l'Ouest du bloc de l'Est « par un mur » en vue d'empêcher la propagation des idées radicales issues du mouvement ouvrier.

L'Allemagne de l'Ouest a été largement reconstituée sur des bases traditionnelles. Ses syndicats en sont sortis très affaiblis.

En France, on a chargé des briseurs de grève d'écraser les syndicats, ce qui fait partie du processus normal d'affaiblissement des travailleurs. À Marseille, toutefois, les dockers entravaient l'expédition d'armes et de provisions aux forces armées françaises qui tentaient de reconquérir l'Indochine. Quiconque souhaite casser des grèves et écraser le mouvement ouvrier a besoin de l'aide d'une force pour y parvenir. C'est là une tâche dans laquelle excelle la mafia. Cependant, les nazis, des gestionnaires rigoureux qui détestaient la concurrence, l'avaient pratiquement éliminée. C'est pourquoi les États-Unis ont dû la reconstituer, en Sicile et en Corse. Mais la mafia n'allait pas écraser les syndicats gratuitement : il fallait lui offrir quelque chose en échange. Ils lui ont donc confié le contrôle de l'industrie de l'héroïne. C'est ainsi que la célèbre French Connection s'est développée dans le Midi de la France avant d'étendre ses activités au reste du monde.

Partout où il y a subversion ou ingérence, les barons de la drogue ne sont jamais bien loin, et ce,

pour de très bonnes raisons. Pour renverser un gouvernement ou écraser les syndicats, par exemple, la CIA a certes besoin de personnel, mais aussi d'argent sale, indétectable. Si elle est bien appliquée, la méthode fonctionne à merveille. C'est pourquoi elle est si répandue dans le monde. L'historien Alfred McCoy a écrit un ouvrage essentiel à ce sujet⁷.

Il s'est passé la même chose au Japon. De 1945 à 1948, Douglas MacArthur, qui dans les faits dirigeait ce pays, avait mis en œuvre des réformes démocratiques. Il avait entre autres autorisé les syndicats et diverses initiatives démocratiques. C'est avec stupéfaction que les libéraux de Washington ont réalisé l'existence de cette politique. En 1947, ils ont donc décidé de prendre les choses en main en imposant un programme appelé « la marche arrière », par lequel ils ont mis fin aux audaces de MacArthur et restauré le pouvoir des grandes entreprises. Ce qu'ils ont restauré s'apparentait à un régime fasciste.

Andre Vltchek Ils ont retenu les services d'individus comme Shoriki Matsutaro, un agent de la CIA qui était président du grand quotidien japonais Yomiuri Shimbun.

Noam Chomsky Et ils ont installé d'anciens criminels de guerre japonais au pouvoir. Ça s'est passé ainsi partout dans le monde. Bref, la puissance américaine était alors à son apogée. Elle a ensuite amorcé son déclin. L'indépendance de la Chine, en 1949, a fait très mal aux États-Unis, qui considéraient ce pays comme un élément clé de l'ordre mondial qu'ils tentaient de reconstituer. Depuis ce temps, les Américains se demandent qui est responsable de la perte de la Chine. Cette façon de voir les choses en dit long : nous avons perdu la Chine, ce qui signifie qu'elle nous appartenait et que quelqu'un nous l'a enlevée. Quoi qu'il en soit, cet événement a été la première manifestation du déclin des États-Unis. Il a immédiatement suscité chez eux de vives inquiétudes quant à la possibilité de perdre l'Asie du Sud-Est. C'est dans ce contexte qu'ils ont décidé de réorienter leur politique extérieure vers cette région.

Dans les premières années qui ont suivi la guerre, l'Asie du Sud-Est faisait l'objet de visées politiques divergentes. Les États-Unis s'opposaient aux vieux empires coloniaux de la région, qui les empêchaient entre autres d'intervenir sur le plan économique, mais ils s'opposaient aussi aux mouvements nationalistes alors en plein essor. Cette contradiction s'est

manifestée en plusieurs endroits. En Indonésie, par exemple, à la suite du massacre de Madiun de 1948, Washington a décidé de soutenir Sukarno [premier président du pays, au pouvoir de 1945 à 1967]. Cependant, voyant leur puissance vaciller dans l'Indochine de la fin des années 1940, les États-Unis ont plutôt choisi d'y appuyer la reconquête française. En consultant les documents de l'époque, on constate toutefois que l'Indochine les intéressait moins que l'Indonésie. L'Indonésie était un grand pays regorgeant de ressources, tandis que l'Indochine ne représentait pas grand-chose. Les stratèges de Washington craignaient cependant que « le virus se répande » du Vietnam à la Thaïlande, puis peut-être à l'Indonésie, voire au Japon. Ils redoutaient que ce dernier se montre « accommodant » à l'égard d'une éventuelle Asie du Sud-Est indépendante et devienne son centre industriel et commercial. Une telle issue aurait signifié que les États-Unis avaient perdu la guerre du Pacifique, qu'ils avaient menée dans le but d'empêcher le Japon de mettre en place ce qu'on qualifiait alors de nouvel ordre asiatique. C'était en gros la situation. Les États-Unis de 1950 n'étaient guère disposés à devenir des perdants de la Seconde Guerre mondiale. C'est

pourquoi ils ont entrepris d'appuyer massivement la France en Indochine.

Puis, en 1958, Eisenhower a lancé ce qui constituait à ce moment la plus importante intervention de l'après-guerre en tentant de scinder les îles périphériques de l'Indonésie, sur lesquelles se trouvait l'essentiel des ressources naturelles, en vue de les placer sous contrôle américain. De plus, l'Indonésie était trop démocratique aux yeux des États-Unis. Quand on consulte les archives de l'époque, on constate qu'ils étaient contrariés par la participation, autorisée par Sukarno, du Parti communiste, qui défendait avant tout les pauvres. Si cette autorisation était maintenue, si le processus politique devenait véritablement démocratique, craignaient-ils, le Parti communiste pourrait prendre le pouvoir. Mais leur intervention a échoué. Et on sait ce qui s'est produit en 1965.

Andre Vltchek Le coup d'État commandité par Washington, le massacre des communistes, des intellectuels et de la minorité chinoise... Environ trois millions de personnes sont mortes.

Noam Chomsky Je n'ai jamais entendu parler d'un bilan aussi élevé, mais, quel qu'il fût, c'était horrible.

Andre Vltchek L'actuel président Susilo Bambang Yudhoyono a déjà été marié à la fille de Sarwo Edhie Wibowo, général célèbre des « bérets rouges », les forces spéciales indonésiennes, qui se vantait d'avoir éliminé trois millions de personnes avec ses hommes après 1965. Il fait partie des quelques personnes qui ont confirmé ce chiffre.

Selon moi, cet événement a revêtu une très grande importance pour l'Occident, car il a permis à ses gouvernements et à ses entreprises de faire de l'Indonésie le banc d'essai des politiques qu'ils appliqueraient plus tard en de nombreux endroits du monde. D'une certaine façon, il ne s'agissait pas seulement d'un coup d'État, mais aussi d'une expérience économique. Le changement de régime a permis d'instituer un système économique extrêmement favorable au marché, théorisé à l'Université de Californie à Berkeley et transmis, avant même le coup d'État, par une équipe d'économistes de l'établissement satellite qu'était l'Université d'Indonésie. Quelque temps plus tard, l'Université de Chicago a

tenté de nouer le même type d'alliance contre nature avec l'Université du Chili, qui a refusé, puis avec l'Université catholique de Santiago, qui a accepté. Ainsi, dans le Chili d'avant le coup d'État de 1973 comme dans l'Indonésie d'avant celui de 1965, un système économique de rechange, fondamentaliste et promarché était déjà en place.

Noam Chomsky Vous avez raison de souligner ces ressemblances entre les parcours de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Il est rare qu'on en fasse état. Toute analyse des stratégies politiques devrait en tenir compte. Il va sans dire que les stratèges de Washington travaillent dans une perspective mondiale. Si on a tendance à l'ignorer, je crois, c'est parce que les États-Unis préfèrent donner l'impression qu'ils ne sont pas vraiment un acteur des affaires internationales, qu'ils ne font que réagir aux comportements des autres, tout dévoués qu'ils sont à « faire le bien » de façon naïve et maladroite.

Un an avant celui de Suharto en Indonésie, un coup d'État a eu lieu au Brésil, le pays le plus important d'Amérique du Sud. Orchestré par l'administration Kennedy, il a été mené quelques mois après

l'assassinat du président américain. Selon moi, l'épisode illustre bien le déclin de la puissance des États-Unis. Les politiques du gouvernement de João Belchior Marques Goulart, au renversement duquel Washington a contribué, n'étaient pas très différentes de celles de Lula [Luiz Inácio Lula Da Silva, président du Brésil de 2003 à 2011], qui est pourtant devenu le chouchou de l'Occident. Néanmoins, elles étaient alors jugées si intolérables qu'il fallait impérativement renverser ce gouvernement et mettre en place une dictature militaire féroce. Celle du Brésil a été la première d'une longue série : son avènement a déclenché un effet domino (étant donné l'importance du Brésil) et les gouvernements sont tombés les uns après les autres. Puis les économistes formés à Chicago sont arrivés.

Andre Vltchek D'une certaine façon, je crois que les répercussions du coup d'État en Indonésie se sont fait sentir jusqu'en des endroits très éloignés, comme l'Afrique du Sud ou la Russie sous Eltsine. L'expérience s'étant avérée concluante, l'Occident l'a reproduite de Moscou à Pretoria, en passant par Kigali.

Noam Chomsky Et au Chili. Assez ouvertement : la droite chilienne affirmait qu'elle mettait en œuvre sa solution Djakarta.

Andre Vltchek J'ai parlé avec plusieurs membres du gouvernement Allende, maintenant très âgés, qui m'ont raconté que, avant le coup d'État, on les avait prévenus ainsi : « Camarades, soyez sur vos gardes : Djakarta s'en vient ! » « Nous ne comprenions pas très bien ce qu'ils voulaient dire par "Djakarta". Nous savions qu'il s'agissait de la capitale de l'Indonésie, mais nous n'avons pas saisi qu'ils annonçaient en fait un bain de sang. »

Il y a quelques années, j'ai réalisé un documentaire intitulé Terlena : Breaking of a Nation, qui porte sur le coup d'État de 1965 en Indonésie et ses conséquences. Quand je l'ai présenté à Montevideo, en Uruguay, et en particulier à Santiago, au Chili, des survivants du coup d'État de 1973 m'ont rejoint sur scène en pleurs et m'ont serré dans leurs bras en disant : « Nous ne savions pas. Il s'est passé la même chose au Chili qu'en Indonésie [...]. La même chose ! »

Noam Chomsky Il est intéressant de constater les réactions aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie. Le massacre en Indonésie a été décrit de manière assez fidèle. Le New York Times, par exemple, l'a qualifié d'« effroyable hécatombe ». Son correspondant libéral de premier plan, James Reston, n'en a pas moins rédigé une chronique où il qualifiait les événements de « lueur d'espoir en Asie » : un grand quotidien occidental ne pouvait les envisager que sous cet angle. De concert avec l'équipe éditoriale du journal, il félicitait Washington d'avoir dissimulé le rôle joué par les États-Unis, ce qui permettait à ceux qu'il appelait les généraux indonésiens « modérés » de s'en attribuer le mérite ; il fallait éviter de discréditer ces derniers en insistant sur l'aide qu'on leur avait apportée. En Australie et au Royaume-Uni, on a réagi avec la même euphorie non contenue.

On est facilement tenté de comparer ce point de vue – en en tirant de tout autres conclusions – avec le traitement par Cuba de son rôle décisif dans la libération de l'Afrique. Les Cubains ont gardé le silence à ce sujet parce qu'ils souhaitaient en attribuer tout le mérite et le prestige aux dirigeants africains. C'est le brillant historien de la diplomatie Piero Gleijeses, de

l'Université Johns Hopkins, qui a mis au jour cet épisode dernièrement. Il serait intéressant de développer cette comparaison.

McGeorge Bundy, conseiller à la sécurité nationale sous Kennedy et Johnson, a compris des années plus tard que les États-Unis auraient sans doute été mieux avisés de mettre un terme à la guerre du Vietnam en 1965 : le coup d'État en Indonésie venait de sceller leur victoire en Asie du Sud-Est, et le Vietnam, réduit en cendres, ne pouvait plus inspirer qui que ce soit. Washington avait rempli son principal objectif, qui consistait à prendre le contrôle de l'Indonésie. Par la suite, des dictatures se sont instaurées dans toutes les régions environnantes. Il s'agissait de prévenir la propagation du « virus », le virus du développement autonome, qui pouvait devenir un modèle pour les autres pays – un thème récurrent de la guerre froide. Pour Henry Kissinger, ces mouvements nationalistes, parmi lesquels il incluait le régime Allende, étaient un virus contagieux qu'il craignait de voir se répandre en Europe méridionale : si les peuples constataient que des réformes sociales pouvaient être mises en œuvre par la voie parlementaire, la situation pourrait devenir très dangereuse, jugeait-il. Brejnev semblait partager

son avis, lui qui craignait la propagation de l'« eurocommunisme », une forme de social-démocratie qui faisait concurrence à la tyrannie soviétique.

Quand un virus contagieux menace de se répandre, on doit le détruire et vacciner les gens qu'il pourrait infecter. C'est précisément ce qu'on a fait, simultanément, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Dans les années 1960, une grande vague de répression a pris forme un peu partout en Amérique latine avec l'instauration de la dictature brésilienne, qui a régné jusqu'au milieu des années 1980. Puis, les dominos sont tombés les uns après les autres jusqu'aux guerres meurtrières de Reagan en Amérique centrale. L'Asie du Sud-Est, elle, a connu Ferdinand Marcos aux Philippines, la dictature en Thaïlande et Suharto en Indonésie, sans parler de l'écrasement de la démocratie en Birmanie, dont les effets se font encore sentir de nos jours. Une fois la contagion maîtrisée et le virus éradiqué, Washington a pu respirer.

Cependant, la puissance des États-Unis a poursuivi son déclin. En 1970, leur part de la richesse mondiale était tombée à environ 25 %, ce qui est certes énorme, mais nettement inférieur aux 50 % de 1945. Et

le monde était désormais considéré comme trilatéral. Les principaux pôles économiques se trouvaient en Europe occidentale (centrée sur l'Allemagne de l'Ouest), en Amérique du Nord (centrée sur les États-Unis) et en Asie orientale (centrée sur le Japon). Cette dernière était alors déjà la zone économique la plus dynamique du monde. Depuis ce temps, le déclin des États-Unis s'est accentué. Leur perte de l'Amérique du Sud au début du ^{xxi}^e siècle représente tout un bouleversement, car ils tenaient celle-ci pour acquise, à tel point qu'ils n'en parlaient même plus. Aujourd'hui, les États-Unis n'ont pratiquement plus d'influence en Amérique du Sud, à part en Colombie et, dans une bien moindre mesure, au Pérou. Ils tentent de la rétablir, mais avec un succès fort mitigé. Nous avons parlé du Sommet des Amériques à Carthagène des Indes, qui a illustré de façon spectaculaire le déclin de leur puissance dans l'hémisphère. Les États-Unis s'y sont retrouvés isolés sur tous les grands enjeux, et il est probable qu'ils ne participent pas aux prochains sommets panaméricains.

Le Printemps arabe a révélé une autre facette du déclin. Si ces soulèvements finissent par susciter l'avènement d'une forme de démocratie dans la région,

les États-Unis et leurs alliés éprouveront de graves ennuis. Dans le monde arabe, l'opinion publique leur est fortement opposée. C'est pourquoi ils ont déployé de grands efforts pour limiter la démocratie dans la région.

La puissance des États-Unis reste écrasante et peu contestée, mais son déclin est bien réel. Ils ne peuvent plus se comporter comme ils le faisaient autrefois. Ils ne peuvent plus se permettre de renverser des gouvernements en Amérique latine. Ils ne disposent plus des ressources militaires qui leur permettraient d'intervenir ailleurs, comme au Moyen-Orient.

Andre Vltchek Ils l'ont pourtant fait. Dernièrement, l'administration Obama a renversé deux gouvernements de gauche en Amérique latine : au Honduras et au Paraguay. J'admets avec vous que, proportionnellement, les États-Unis contrôlent une plus petite partie de l'économie mondiale qu'après la Seconde Guerre mondiale, mais, aujourd'hui, l'empire inclut aussi l'Union européenne, voire le Japon. En combinant ces trois puissances, on constate une

situation peu différente de celle qui avait cours dans l'immédiat après-guerre.

Noam Chomsky Je comprends ce que vous voulez dire, mais je crois que vous sous-estimez les degrés d'indépendance de l'Europe et du Japon. Et il y a autre chose. Dans les années 1950, les stratèges américains s'inquiétaient vivement de la possibilité de voir l'Europe devenir ce qu'ils qualifiaient de troisième force, une zone de plus en plus indépendante des deux superpuissances. C'est entre autres pour prévenir une telle évolution qu'on a créé l'OTAN.

On a présenté l'OTAN comme une force militaire vouée à protéger l'Europe des hordes soviétiques. Cette affirmation m'a toujours semblé peu convaincante, et le sort qu'a connu l'organisation dans la foulée de la chute du mur de Berlin, en 1989, est très révélateur à cet égard. À quoi pouvait bien servir l'OTAN maintenant qu'il n'y avait plus de hordes soviétiques ? En se basant sur la doctrine officielle, on aurait pu prédire le démantèlement de l'organisation ; on a plutôt assisté à son expansion.

George Bush père et James Baker avaient conclu un accord avec Mikhaïl Gorbatchev, en vertu duquel

une Allemagne unifiée pourrait se joindre à une alliance militaire occidentale, ce qui n'était pas de la tarte du point de vue de la Russie ; en contrepartie, l'OTAN s'engageait à ne pas avancer d'« un pouce vers l'est ». Mais l'Alliance atlantique s'est aussitôt tournée vers l'est. Gorbatchev en a été très contrarié. On lui a expliqué qu'il s'agissait seulement d'un accord verbal et que, s'il avait été assez naïf pour prendre ses interlocuteurs au mot, c'était son problème. L'OTAN s'est donc étendue vers l'est. Aujourd'hui, l'Alliance atlantique est une force planétaire d'intervention dirigée par les États-Unis dont le mandat officiel consiste à assurer la protection de la filière énergétique mondiale, des couloirs de navigation, des oléoducs, etc.

Le budget militaire américain de 1989 était tout aussi révélateur. L'administration Bush père a élaboré une nouvelle stratégie de défense, la « stratégie de sécurité nationale », selon laquelle les États-Unis avaient toujours besoin d'un système de défense colossal, non pas pour se protéger des Soviétiques, qui étaient sur le point de ne plus exister, mais en raison de ce qu'on appelait la « sophistication technologique » des puissances du tiers monde. Washington devait donc maintenir sa « base industrielle de défense »,

euphémisme désignant les industries de haute technologie, essentiellement développées et soutenues par l'État par l'entremise du Pentagone.

Mais l'élément le plus intéressant concernait le Moyen-Orient : les États-Unis devaient continuer à déployer des forces d'intervention dans cette région où les menaces importantes à leur sécurité « ne pouvaient plus être attribuées au Kremlin ». Autrement dit, contrairement à ce qu'ils avaient prétendu pendant 50 ans, ils ne craignaient pas les Russes, mais plutôt la menace du « nationalisme radical », c'est-à-dire indépendantiste. Ils venaient de cracher le morceau. Le voile était levé. Mais cela n'a pas changé grand-chose, car personne n'a rapporté cet aveu ; même les chercheurs universitaires ne s'y sont pas intéressés. Je crois être une des rares personnes à en avoir fait état. C'est ce moment crucial, où la superpuissance ennemie s'effondrait, qu'on doit étudier pour bien comprendre la guerre froide. On doit observer ce qui s'est produit une fois celle-ci terminée.

Les pays d'Europe, qui ont essentiellement emboîté le pas aux États-Unis, prennent rarement des initiatives autonomes. En particulier le Royaume-Uni. Des documents datés des années 1940 révèlent que le

Foreign Office admettait alors que la suprématie britannique était chose du passé et que le Royaume-Uni ne serait plus que le « partenaire en second » des États-Unis, ce qui pourrait parfois l'amener à vivre des situations humiliantes. La crise des missiles de Cuba, en 1962, en offre un exemple frappant. Les stratèges de Kennedy prenaient des décisions très dangereuses et étaient conscients de mener une politique qui risquait fort de déboucher sur une guerre nucléaire. Ils savaient que, dans une telle éventualité, le Royaume-Uni serait rayé de la carte, contrairement aux États-Unis, que les missiles installés en URSS ne pouvaient atteindre.

Les stratèges américains n'informaient pas leurs homologues britanniques de leurs décisions. Le premier ministre britannique Harold Macmillan tentait désespérément d'apprendre ce qui se tramait à Washington ; il n'en savait pas plus que ce que ses services de renseignement étaient en mesure de déceler. C'est à ce moment qu'un conseiller américain de haut rang a déclaré, lors d'un débat interne, qu'il ne fallait rien dire aux Britanniques, à qui les États-Unis ne devaient pas faire confiance. La vraie nature de la fameuse « relation spéciale » des deux puissances

était qualifiée ainsi : « Le Royaume-Uni est notre lieutenant. Le terme à la mode est “partenaire”. » C’est effectivement la fonction des Britanniques. Celle des Européens du continent est encore moins prestigieuse : ils font ce qu’on leur dit de faire. Ils sont cependant matière à préoccupation parce qu’ils ne sont pas complètement fiables. En fait, ni les uns ni les autres ne sont complètement fiables, car ils ont la capacité de suivre une voie indépendante, ce qu’ils ont fait à l’occasion.

Andre Vltchek Et pourtant, la politique extérieure actuelle des États-Unis repose entièrement sur la culture coloniale européenne...

Noam Chomsky Cette culture est aussi américaine. Il y a quelques années, un des plus éminents historiens de l’impérialisme, Bernard Porter, a émis une mise en garde contre la « méprise de l’eau salée », selon laquelle l’impérialisme implique la traversée d’une mer ou d’un océan. Qu’on franchisse la mer d’Irlande ou le fleuve Mississippi ne change rien : dans les deux cas, il s’agit d’impérialisme. La conquête par les États-Unis d’une bonne partie de l’Amérique du Nord n’est pas

considérée comme de l'impérialisme, mais la différence est d'ordre terminologique. Les États-Unis ont conquis les terres d'autres peuples, à commencer par celles des Autochtones, suivies de la moitié du Mexique (tout le sud-ouest et l'ouest de leur actuel territoire, d'où l'existence de toponymes comme San Francisco ou San Diego). Ce n'est qu'au terme de cette phase de leur impérialisme qu'ils se sont lancés dans des conquêtes d'outre-mer : Cuba en 1898, puis Puerto Rico, Hawaï, les Philippines, et ainsi de suite.

Une forme particulière d'impérialisme s'est développée dans ce qu'on appelle l'« anglosphère », constituée des pays anglo-saxons nés de l'Empire britannique. Elle se distingue de l'impérialisme classique en ce que les Britanniques ne se contentaient pas de diriger les contrées qu'ils conquéraient ou administraient : ils en déplaçaient ou en exterminaient les populations autochtones avant de les coloniser. C'est ce qui s'est produit au Canada, en Australie et, dans une moindre mesure, en Nouvelle-Zélande, où les Maoris ont résisté et se sont en quelque sorte intégrés à la nouvelle société. Les Autochtones de Tasmanie ont subi une hécatombe encore pire que celle qui a frappé les Amérindiens des États-Unis (certains affirment

qu'ils ont été complètement éradiqués, une opinion que nieraient certains de leurs descendants). Ces faits ne seront jamais admis par la doctrine officielle.

Le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones s'est penché sur le cas des États-Unis. Sans surprise, il a mis au jour des histoires d'horreur, typiques des réserves amérindiennes. La publication de son rapport a été très peu couverte et n'a suscité pratiquement aucun commentaire. À ma connaissance, seule la chaîne de droite Fox News en a fait mention, non sans manifester son irritation. Les commentaires désobligeants sur ces misérables créatures des Nations unies n'ont pas manqué de fuser : « De quel droit se mettent-ils le nez dans nos affaires ? », « Débarrassons-nous des Nations unies ! », etc. Se pencher sur les droits des Autochtones aux États-Unis semble inacceptable. En résumé, la mentalité impériale est restée bien vivante, mais la capacité d'appliquer les politiques qui en découlent a beaucoup diminué. On le constate partout dans le monde.

Andre Vltchek Selon vous, les Américains pourront-ils un jour prendre conscience des torts que leur pays a

infligés au reste du monde ?

Noam Chomsky Les années 1960 ont eu un véritable effet civilisateur sur la société américaine. On peut aujourd'hui faire au grand jour des choses qui auraient été hautement improbables dans les très conformistes années 1950 ou 1960. Dernièrement, j'ai prononcé des conférences sur le conflit israélo-palestinien à Greensboro, en Caroline du Nord. Voilà une dizaine d'années à peine, je n'aurais jamais pu y aborder ce sujet. Même au MIT, j'aurais dû le faire sous protection policière. Aujourd'hui, la question attire des foules importantes, suscite un grand intérêt. Beaucoup de gens se préoccupent de la politique extérieure américaine.

On porte de plus en plus attention aux conséquences de la politique extérieure des États-Unis. Je n'irais pas jusqu'à prétendre que cet intérêt a gagné l'ensemble de la population, mais il est bien réel et prend de l'ampleur. Prenons l'exemple des deux principaux crimes de l'histoire des États-Unis, à savoir la quasi-extermination des populations indigènes (pour reprendre le terme employé par les pères fondateurs) et l'esclavage. Jusqu'aux années 1960, même les

anthropologues les plus éminents affirmaient que l'Amérique du Nord n'avait compté que très peu d'Autochtones et que ces derniers n'avaient été que des chasseurs-cueilleurs nomades. Ce n'est pas avant 1975, si je me souviens bien, qu'un premier ouvrage sérieux sur la question est venu ébranler les mythes : *The Invasion of America*, de Francis Jennings. D'autres livres avaient déjà été publiés, mais avaient sombré dans l'oubli : dans les années 1880, Helen Hunt Jackson avait écrit un ouvrage très révélateur sur le sort infligé aux Premières Nations d'Amérique, dont l'extermination était toujours en cours, mais seuls quelque 200 exemplaires en avaient été tirés, lesquels s'étaient vite évanouis (on l'a réédité dans les années 1970 ou 1980, mais peu de gens l'ont lu). Francis Jennings n'était pas un anthropologue professionnel rattaché à une université, mais le directeur d'un musée consacré aux Autochtones d'Amérique du Nord. Un travail de recherche approfondi lui a permis de découvrir toutes sortes d'informations, qui ont grandement influencé les mouvements issus du bouillonnement des années 1960. Les gens étaient désormais disposés à réfléchir à ces questions.

Les choses ont bien changé depuis mon enfance dans les années 1930 et 1940. J'ai grandi dans une famille progressiste de gauche dont certains membres avaient un passé plus radical, mais mes amis et moi allions dans les bois pour jouer aux cow-boys et aux Indiens. Nous étions les cow-boys qui tuaient les Indiens, voyez-vous. Dans les années 1960 et 1970, c'était déjà un peu différent. Mais en 1969, j'ai feuilleté les manuels scolaires d'une de mes filles, alors âgée de 10 ans. L'un d'eux s'intitulait Exploring New England et présentait aux enfants les premières périodes de l'histoire de la Nouvelle-Angleterre. Un vieil homme y tenait le rôle de guide, et le protagoniste était un jeune garçon. Le vieil homme racontait à son élève les épisodes merveilleux des débuts de la colonie. En mon for intérieur, je me demandais comment il allait traiter d'événements comme le massacre des Pequots, cette boucherie sans nom où des colons ont éliminé l'ensemble des femmes et des enfants de cette nation autochtone. La description de l'événement était assez fidèle, et le garçon réagissait ainsi aux propos du vieil homme : « J'aurais aimé être un homme et y participer. » Il poursuivait en affirmant qu'il aurait massacré les femmes et les enfants, qu'il se serait

emparé de leurs terres. J'ai montré ce passage à ma femme. Scandalisée, elle est allée rencontrer l'institutrice pour lui en parler. Celle-ci lui a demandé quel était le problème. Ma femme lui a montré le passage. L'enseignante l'a lu, puis lui a répondu qu'elle n'y trouvait aucune faute d'orthographe ! Elle ne voyait pas quel était le problème. « Croyez-vous qu'il soit bon d'enseigner pareilles choses aux enfants ? En particulier aujourd'hui, avec le massacre de My Lai qui fait la une des journaux ? » a demandé ma femme. « Tout le monde n'est pas progressiste comme vous, vous savez », a répondu l'institutrice. C'est ainsi que la plupart des gens peuvent croire qu'il est tout à fait correct d'exterminer des peuples et d'accaparer leurs terres. Cette anecdote avait lieu en 1969, non pas dans une région reculée du sud rural, mais au cœur de la Nouvelle-Angleterre libérale et progressiste. C'est ce qui a changé depuis ce temps. J'ai la certitude qu'il ne se publie plus de tels manuels de nos jours. L'image des Premières Nations d'Amérique a bien changé.

On a traité l'histoire de l'esclavage de façon similaire, en la taisant. Mais on est en train d'en découvrir la véritable nature. On a longtemps tenu pour acquis que la situation des Noirs s'était améliorée

après la guerre de Sécession avec l'abolition de l'esclavage. Toutefois, selon un ouvrage pionnier (si l'on fait exception de recherches savantes antérieures), l'esclavage a été pratiquement réintroduit après avoir été officiellement aboli. Dix ans après la fin de la guerre de Sécession, une fois les amendements constitutionnels adoptés, le Nord et le Sud ont conclu un accord en vertu duquel les États du Sud étaient essentiellement autorisés à réinstaurer une forme d'esclavage en criminalisant la vie des Noirs. C'est ainsi que pratiquement tout ce que pouvait faire un homme noir a pu être considéré comme criminel : se tenir sur le coin d'une rue, regarder une femme blanche, etc. Très vite, les prisons se sont remplies d'une importante population d'hommes noirs, qui sont devenus des travailleurs corvéables à merci. Une main-d'œuvre beaucoup plus intéressante que les esclaves, dont les maîtres, parce qu'ils en étaient propriétaires, devaient prendre soin. Rien de tel n'est nécessaire avec des prisonniers : ils ne font pas la grève, ne revendiquent pas meilleur traitement. Une bonne partie de la révolution industrielle américaine a reposé sur cette main-d'œuvre carcérale. La pratique a été maintenue presque jusqu'à la Seconde Guerre

mondiale – et on commence à peine à le reconnaître. Elle présente des similarités avec l'actuelle criminalisation d'une bonne partie des travailleurs afro-américains dans la foulée d'une « guerre contre la drogue » empreinte de racisme, en vigueur depuis l'ère Reagan.

Mentionnons également la guerre du Vietnam. Lors du déclenchement de cette guerre il y a plus de 50 ans, j'ai entrepris d'animer des causeries à son sujet. Nous nous réunissions chez des gens, où venaient deux ou trois voisins, ou encore à l'église, où quatre personnes se présentaient. Quand nous avons commencé à tenir nos réunions au MIT, au début des années 1960, nous devions y aborder plusieurs sujets (le Venezuela, le Vietnam, Israël), [...] et pas plus d'une dizaine de personnes y assistaient.

À Boston, sans doute la ville la plus progressiste des États-Unis, la première tentative de manifestation au parc Boston Common, où se tiennent habituellement de tels événements, a eu lieu en octobre 1965, lors d'une journée internationale de protestation. Le rassemblement a été interrompu dans la violence, par des étudiants, surtout. Je devais y prendre la parole, mais aucun orateur n'a pu être entendu. Si nous

n'avons pas été brutalisés, c'est seulement grâce à la présence de nombreux policiers : ceux-ci n'appuyaient pas nos revendications, mais ne souhaitaient pas que des gens se fassent tuer à Boston Common. Le lendemain, le Boston Globe, qu'on peut qualifier de quotidien le plus progressiste du pays, a vertement dénoncé les manifestants dans un article accompagné de la photo d'un soldat blessé. La radio n'était pas en reste : on y condamnait les activités criminelles de ces gens qui osaient remettre en question la valeur et la noblesse de nos hommes, mobilisés pour sauver le Vietnam.

Quelque temps auparavant, mon épouse avait emmené nos deux fillettes à une manifestation de femmes à Concord, une paisible ville de la banlieue dotée d'une longue tradition pacifiste. Les manifestantes, qui ne faisaient que brandir des pancartes, ont été assaillies par une foule en colère qui leur lançait des boîtes de conserve et des tomates.

Puis, en mars 1966, alors que la guerre faisait rage depuis quelques années, une autre journée internationale de protestation a eu lieu. Devant l'impossibilité de tenir un rassemblement public, nous en avons organisé un dans une église. L'église a été

attaquée : cette fois encore à coups de boîtes de conserve et de tomates, sous les applaudissements de la foule. Les choses ont fini par changer, mais lentement.

Andre Vltchek Le milieu d'origine de Barack Obama est très lié aux agences américaines de renseignement, en particulier à leurs stations établies en deux endroits, le Kenya et l'Indonésie, où il a passé son enfance. Le père d'Obama avait été recruté par Tom Mboya, un politicien kényan de droite issu de l'ethnie Luo qui était très proche de l'administration américaine. Il a été formé à Hawaï avant d'être renvoyé en Afrique. C'est là que Mboya et Obama père ont aidé Jomo Kenyatta, le premier président du Kenya, à se débarrasser des éléments de gauche et à écarter le dirigeant progressiste Oginga Odinga.

Noam Chomsky Oui, mais je ne crois pas qu'Obama fils ait eu beaucoup de contacts avec son père.

Andre Vltchek Pas beaucoup, en effet. Obama était jeune quand son père est mort, mais il avait eu le temps de le connaître un peu. Celui-ci était alcoolique.

En raison des nombreux accidents de voiture qu'il a eus au Kenya, il a fini ses jours handicapé. Mais il n'était pas seul à mener une croisade antigauchiste.

Le président Obama a passé une partie de son enfance en Indonésie. Sa mère s'est remariée avec un officier militaire indonésien qui, après avoir suivi un entraînement à Hawaï, avait été rappelé chez lui dans la foulée du coup d'État de 1965. La mère et le fils se sont installés en Indonésie peu de temps après le coup d'État. Obama a grandi à Menteng, un quartier aisé de Djakarta où l'on se souvient encore de lui sous le nom de Barry de Menteng. La famille vivait dans le secteur militaire. Obama dit toujours garder de bons souvenirs de son enfance, mais, dans les faits, celle-ci s'est déroulée dans une période où torture, assassinats de masse, viols et disparitions étaient monnaie courante partout en Indonésie. Alors que le futur président américain profitait des joies de l'enfance, le plus grand auteur indonésien, Pramoedya Ananta Toer, écrivait que les rivières du pays étaient engorgées de cadavres. La junte militaire et ses sympathisants religieux de droite ont éliminé 40 % des enseignants javanais, auxquels ils ont substitué des militaires. L'horreur qui régnait dans l'Indonésie de ces années-là

est à peine imaginable. Pourtant, le président Obama conserve de doux souvenirs de cette époque.

Noam Chomsky Quel âge avait-il ? Était-il assez vieux pour savoir ?

Andre Vltchek Il avait l'âge où l'on va à l'école, mais même les écoliers étaient au courant. Des gens disparaissaient partout. On ne pouvait y échapper. À cette époque, l'Indonésie comptait environ 100 millions d'habitants ; de 2 % à 3 % des Indonésiens ont été assassinés. Des millions de personnes ont été éliminées, violées, torturées, emprisonnées. Il aurait été extrêmement difficile de ne pas s'en rendre compte, et de ne pas s'en souvenir plus tard.

Noam Chomsky A-t-il déjà fait allusion à cet épisode ?

Andre Vltchek Oui, de façon plutôt abstraite, mais il parle surtout de son enfance merveilleuse à Djakarta, si bien qu'on peut se demander pourquoi le Parti républicain s'inquiète tant à son sujet. Selon moi, il est un des piliers de l'élite du pouvoir. Ses politiques à l'égard de certaines parties du monde (du Honduras à

l'Indonésie) sont très marquées à droite, et c'est un euphémisme.

Noam Chomsky Je qualifierais ses politiques de banalement libérales, ce qui revient à dire qu'elles sont assez à droite.

Andre Vltchek Quand sa secrétaire d'État, Hillary Clinton, s'est rendue à Djakarta, elle a déclaré quelque chose comme : « Si quelqu'un me demandait si l'islam, la démocratie et les droits des femmes sont compatibles, je l'inviterais à visiter l'Indonésie. »

Noam Chomsky Suharto est venu aux États-Unis en 1995. Les membres de l'administration Clinton l'ont accueilli chaleureusement en le qualifiant de « type comme on les aime ». Ils étaient au courant de ce qui s'était passé en Indonésie, ils connaissaient l'histoire du Timor-Oriental et tous les récits d'horreur, mais Suharto était un « type comme on les aime » : il avait ouvert son pays aux investissements occidentaux et à l'exploitation, alors quel était le problème ?

Andre Vltchek Oui. Quel était le problème [...] ?

La fin de notre conversation approche, et j'aimerais que nous abordions un sujet dont nous n'avons pas parlé, qui touche au fondement même de tout ce dont nous avons discuté. Je suis frappé par la grande complaisance de l'électeur américain ou européen moyen. Chaque fois que je me rends dans un café d'Allemagne, d'Angleterre ou de France et que j'y discute avec les gens, ceux-ci me semblent complètement désillusionnés par leur système politique et social. Ils ne soutiennent aucun parti politique et ne souhaitent pas vraiment participer au processus politique. Mais quand arrivent les élections, ils votent pour des candidats qui défendent les idées dominantes, c'est-à-dire de droite, ou encore ils optent pour l'extrême droite, comme on le voit de temps à autre en France. On affirme parfois qu'ils votent ainsi pour « punir » le système, mais, en réalité, ils se punissent eux-mêmes – et punissent surtout le reste du monde, contraint de soutenir le niveau de vie élevé des pays occidentaux en subissant le pillage de ses ressources, entre autres choses terribles.

José Saramago a écrit un roman génial intitulé *La lucidité*, qui se déroule dans un pays occidental « démocratique » dont la majorité des électeurs ont

décidé de voter blanc. En réaction, l'État décrète la loi martiale et entreprend de tuer ses propres citoyens. Du point de vue de l'auteur, la « démocratie » occidentale n'est autorisée que dans la mesure où elle sert l'intérêt de la classe dirigeante. Les citoyens y jouissent du droit de vote, mais seulement s'ils prennent le processus au sérieux en se rendant au bureau de scrutin et en déposant leur bulletin dans l'urne, et s'ils appuient les candidats qui défendent le système. Dès qu'ils refusent de participer ou qu'ils rejettent la conception de la démocratie défendue par le régime, le mécanisme de la violence et de l'oppression se met en branle.

Noam Chomsky Emma Goldman, si je me souviens bien, avait prononcé cette formule célèbre : « Si les élections pouvaient changer quelque chose, ils les auraient déclarées illégales. » J'ai eu une conversation très intéressante à ce propos avec Lula vers la fin des années 1990, avant qu'il ne soit élu président. Lors de ce séjour au Brésil, j'ai passé beaucoup de temps en sa compagnie. À cette époque, sa popularité atteignait des sommets dans les sondages. Je lui ai demandé s'il croyait pouvoir être élu un jour. « Je comprends la mentalité des paysans. Même s'ils m'appuient, une fois

dans l'isoloir, ils se demanderont : "Le pays peut-il être dirigé par quelqu'un comme moi ?" Et ils se diront : "Non, non, il doit être dirigé par ces types riches et intelligents." Ils voteront donc pour un de ceux-là. » La suite des événements lui a donné tort : les mentalités ont changé.

Andre Vltchek Noam, le temps est venu de mettre un terme à notre conversation. Nous avons parlé des crimes contre l'humanité commis par les États-Unis, l'Europe et leurs alliés depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous vivons une époque particulièrement troublante. Des campagnes d'extermination de masse ont cours en RDC et en Papouasie. Des pays entiers sont dévastés : la Somalie, le Soudan, l'Ouganda, la Libye, l'Afghanistan. Les risques sont très élevés pour des pays comme la Syrie ou l'Iran d'aboutir sur la liste des cibles. Souvent, l'Occident fabrique les conflits de toutes pièces en poussant les pays les uns contre les autres, comme j'en ai été témoin dernièrement aux Philippines, où des intellectuels m'ont expliqué qu'on était en train de monter les États de la région contre la Chine à propos d'îles disputées. La guerre n'a plus grand-chose à voir avec les combats d'homme à

homme : elle est maintenant dominée par les missiles meurtriers, les campagnes de bombardement et le dernier cri en matière d'armes redoutables : les drones. Synonymes de terrorisme et d'impunité totale, les drones tuent sans que l'envahisseur ait à risquer la vie de ses soldats. C'est une guerre à sens unique : d'un côté, c'est un jeu vidéo ; de l'autre, c'est l'horreur des villages anéantis, des personnes assassinées, des corps mutilés.

L'Occident semble tenter d'affermir son pouvoir sur le monde. Il n'y a pas grand-chose pour lui barrer la route, à part une poignée de pays ou d'individus déterminés. Mais, comme nous l'enseigne l'histoire, ces derniers sont peut-être assez nombreux pour mettre fin au règne de la terreur, pour faire en sorte que l'humanisme prenne le dessus.

Noam Chomsky Deux tendances se manifestent simultanément. Un observateur venu d'ailleurs pourrait découvrir un monde qui court à sa perte, mais il pourrait aussi constater l'existence d'une opposition de plus en plus vive qui remporte parfois des victoires et qui, même au cours des 30 ou 40 dernières années, a

provoqué des changements importants. Il reste à savoir laquelle de ces trajectoires va prédominer.

Selon un scénario réaliste, les espoirs semblent minces, mais nous n'avons que deux options : soit nous jugeons la situation irrémédiable et renonçons à tout changement, ce qui implique nécessairement que le pire se produira, soit nous choisissons de croire que les choses pourraient s'améliorer et tentons d'agir en conséquence. Si ça fonctionne, tant mieux. Sinon, on revient à la pire des deux options. Voilà l'alternative qui s'offre à nous.

ANNEXE 1

À qui la responsabilité du terrorisme islamiste ?

L'Occident fabrique des monstres musulmans

par Andre Vltchek⁸

Il y a 100 ans, personne n'aurait pu concevoir qu'un duo de musulmans puisse se faire exploser dans un café ou un autobus en entraînant dans la mort des dizaines de personnes. Ou massacrer l'équipe d'un journal satirique parisien. De telles choses n'arrivaient tout simplement pas.

Quand on lit les mémoires d'Edward Saïd ou qu'on parle avec des personnes âgées de Jérusalem-Est, on découvre que la société palestinienne d'autrefois était fondamentalement séculière et modérée. On

s'intéressait beaucoup plus à la vie, à la culture et même à la mode qu'aux dogmes religieux.

Ce constat vaut pour bien d'autres sociétés musulmanes, dont celles de la Syrie, de l'Irak, de l'Iran, de l'Égypte et de l'Indonésie. Les vieilles photos parlent d'elles-mêmes. C'est pourquoi il est si important de les examiner attentivement et inlassablement.

L'islam n'est pas seulement une religion ; il s'agit aussi d'une culture parmi les plus importantes de la Terre, une culture qui a enrichi l'humanité d'innovations scientifiques et architecturales essentielles, sans parler d'innombrables découvertes dans le champ de la médecine. Des musulmans ont composé des poèmes à couper le souffle, des œuvres musicales d'une grande beauté. Mais, par-dessus tout, le monde musulman est à l'origine de certaines des plus anciennes structures sociales, dont d'immenses hôpitaux publics et les premières universités, comme l'Université Al Quaraouiyine de Fès, au Maroc.

Pour bon nombre de politiciens musulmans, la notion de « social » allait de soi. Si Londres, Washington et Paris ne s'étaient pas ingérés violemment dans les affaires des pays musulmans et n'en avaient pas renversé les gouvernements de

gauche pour y placer sur le trône leurs alliés fascistes, la plupart de ces États, y compris l'Iran, l'Égypte et l'Indonésie, seraient fort probablement socialistes, pourvus de régimes très modérés et essentiellement séculiers.

* * *

Nombreux sont les dirigeants musulmans qui, par le passé, ont résisté à la mainmise occidentale sur le monde. Des personnages plus grands que nature, comme le président indonésien Ahmet Sukarno, étaient proches du Parti communiste et de son idéologie. Sukarno a même mis sur pied un regroupement anti-impérialiste mondial, le mouvement des pays non-alignés, ébauché lors de la conférence de Bandung en 1955.

Voilà qui contrastait vivement avec une chrétienté conservatrice et soumise à ses élites, qui faisait la part belle aux dirigeants fascistes ou colonialistes, aux rois, aux commerçants et aux barons de l'industrie.

Pour l'empire, il était tout à fait inacceptable que des dirigeants progressistes, marxistes, musulmans et

surtout populaires soient à la tête des pays du Moyen-Orient et d'une Indonésie riche en ressources. Si ces gens osaient se servir de leurs richesses naturelles pour améliorer la qualité de vie de leurs populations, que resterait-il à l'empire et à ses entreprises ? Il fallait donc leur barrer la route à tout prix. On y parviendrait en divisant le monde musulman, en y infiltrant des militants radicaux et anticommunistes, et en y mettant en place des dirigeants qui se moqueraient du bien-être de leur peuple.

* * *

Presque tous les mouvements radicaux du monde musulman contemporain sont liés au wahhabisme, ce courant islamiste ultraconservateur et sectaire qui domine la vie politique de l'Arabie saoudite, du Qatar et d'autres fidèles alliés de l'Occident dans la région du golfe Persique.

« L'histoire montre clairement que, sans le soutien des Britanniques, ni le wahhabisme ni la dynastie Al-Saoud n'existeraient aujourd'hui », écrit le politologue Abdullah Mohammad Sindi. « L'essor du wahhabisme,

un mouvement islamiste fondamentaliste, est attribuable aux Britanniques. En protégeant la dynastie saoudienne, les États-Unis soutiennent aussi directement et indirectement le wahhabisme, peu importe les conséquences des attentats du 11 septembre 2001. Le wahhabisme est un courant violent, ultraconservateur, rigide, extrémiste, sexiste et intolérant [...]. »

L'Occident a solidement appuyé les wahhabites dans les années 1980. Il les a utilisés, financés et armés après que l'URSS eut été poussée à intervenir en Afghanistan, où elle allait prendre part à une guerre sans merci qui dura de 1979 à 1989. Ce conflit a mené à l'effondrement de l'Union soviétique, épuisée tant économiquement que moralement.

Les moudjahidines, qui combattaient à la fois les Soviétiques et le gouvernement de gauche établi à Kaboul, étaient soutenus et financés par les États-Unis et leurs alliés. Ils affluaient des quatre coins du monde musulman dans le but de livrer une « guerre sainte » aux infidèles communistes.

Selon les archives du département d'État des États-Unis, « ces contingents de soi-disant “Arabes afghans” et d'autres combattants étrangers souhaitaient

mener le djihad contre les communistes athées. Parmi eux s'est fait remarquer un jeune Saoudien nommé Oussama Ben Laden, dont le groupement arabe deviendrait plus tard le réseau Al-Qaïda. »

Al-Qaïda fait partie des groupes islamistes radicaux créés et introduits par l'Occident dans divers pays musulmans, auxquels s'est ajoutée, plus récemment, l'organisation État islamique (EI, aussi connue sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant, ou Daesh, acronyme arabe utilisé surtout par ses opposants). EI est un groupe armé extrémiste né dans les « camps de réfugiés » des frontières turco-syrienne et jordano-syrienne. Il a reçu un financement de l'OTAN et de l'Occident pour lutter contre le gouvernement (séculier) de Bachar el-Assad.

Ces éléments radicaux remplissent plusieurs fonctions. L'Occident les utilise comme intermédiaires dans les guerres qu'il mène contre ses ennemis, c'est-à-dire contre les pays qui s'entêtent à nuire à l'entière domination du monde par l'empire. Puis, quand ces armées extrémistes en viennent à « faire à leur tête » (ce qui finit toujours par se produire), on en fait des épouvantails destinés à justifier la « guerre contre le terrorisme » ou, comme on l'a vu après la prise de

Mossoul par EI, une nouvelle intervention des forces occidentales en Irak.

Les groupes islamistes radicaux font constamment la manchette des quotidiens, des magazines et des journaux télévisés, rappelant au public « à quel point notre monde est dangereux » ou « combien est nécessaire l'engagement militaire de l'Occident ». Et, par conséquent, combien sont indispensables les mesures de surveillance et de sécurité ainsi que les fonds colossaux attribués à la « défense » et à la guerre contre d'innombrables États voyous.

* * *

De sociétés civilisées, pacifiques et créatives qui tendaient vers le socialisme, les États musulmans et l'islam lui-même ont été subitement torpillés, dupés, déjoués et infiltrés par des éléments religieux et idéologiques étrangers, puis transformés en « terrible menace », en symbole ultime du terrorisme et de l'intolérance par les idéologues et propagandistes occidentaux.

La situation est on ne peut plus grotesque, mais personne n'entend à rire, car cette transformation a entraîné la mort de trop de gens et la destruction de trop de choses.

L'Indonésie offre l'exemple historique le plus frappant de l'action concrète de ces mécanismes de destruction des valeurs musulmanes progressistes.

Dans les années 1950 et 1960, l'Occident en général, et en particulier les États-Unis et l'Australie, s'inquiétaient de plus en plus des prises de position progressistes, anti-impérialistes et internationalistes du président Sukarno, ainsi que de la popularité croissante du Parti communiste indonésien. Mais ils se souciaient encore plus de l'essor d'une branche éclairée, socialiste et modérée de l'islam, laquelle adhéraient manifestement aux idéaux communistes.

Des idéologues et des « stratèges » chrétiens anticomunistes, parmi lesquels se trouvait le jésuite Joop Beek, se sont infiltrés en Indonésie. Ils y ont mis sur pied des organisations clandestines – dont la mission pouvait être idéologique ou paramilitaire – en vue d'aider l'Occident à planifier le coup d'État de 1965, dans la foulée duquel de un à trois millions de personnes ont été éliminées.

Orchestrée en Occident, la propagande anticomuniste et anti-intellectuelle très efficace que diffusaient Joop Beek et ses sbires a aussi contribué à laver le cerveau de nombreux membres de grandes organisations musulmanes, qui, immédiatement après le coup d'État, ont pris part aux assassinats de militants de gauche. Ils n'étaient guère au courant que l'islam avait aussi été désigné, avec le communisme, comme cible principale d'une « cinquième colonne » chrétienne et pro-occidentale à l'œuvre en Indonésie. Mais la cible était en fait l'islam progressiste.

Devenu dictateur fasciste lors du coup d'État de 1965, le général Suharto, soutenu par l'Occident, a fait de Joop Beek son conseiller principal. Il a aussi retenu les services idéologiques des « étudiants » du jésuite. En matière d'économie, le régime s'est surtout associé à des magnats des affaires chrétiens, dont Liem Bian Kie.

En Indonésie, pays du monde où ils sont le plus nombreux, les musulmans ont été exclus de la vie politique : leurs partis, « indignes de confiance », ont été interdits, et tant la politique (secrètement) que l'économie (ouvertement) ont été placées sous le contrôle étroit de la minorité chrétienne, pro-

occidentale. Encore aujourd'hui, cette dernière peut compter sur un réseau complexe et malveillant de combattants anticomunistes, de membres de cartels et de mafias très proches les uns des autres, d'organes médiatiques et éducatifs, dont des écoles religieuses privées, de prédicateurs corrompus (qui sont nombreux à avoir joué un rôle dans les massacres de 1965) et d'autres collaborateurs locaux et internationaux.

La communauté musulmane d'Indonésie a été reléguée au rang de majorité silencieuse. La majorité de ses membres sont pauvres et dépourvus d'influence. Elle ne fait la manchette que lorsque ses militants frustrés, vêtus de qamis blancs, saccagent des bars, ou quand ses extrémistes, dont bon nombre ont été associés aux moudjahidines et à la guerre afghano-soviétique, détruisent des boîtes de nuit, des hôtels ou des restaurants à Bali ou à Djakarta.

Mais le font-ils vraiment ?

Un jour, l'ex-président et religieux musulman progressiste indonésien Abdurrahman Wahid, qui s'est vu contraint de démissionner sous la pression des élites, m'a dit : « Je sais qui est responsable de l'explosion de l'hôtel Marriott de Djakarta. Ce ne sont pas les islamistes, mais les services secrets

indonésiens, qui cherchaient ainsi à justifier leur existence et leur budget, ainsi qu'à plaire à l'Occident. »

* * *

« Je soutiens que l'impérialisme occidental n'a pas tant noué une alliance avec les groupes radicaux qu'il les a créés », m'a expliqué mon ami et éminent intellectuel musulman progressiste Ziauddin Sardar, lors d'un séjour à Londres.

« On doit comprendre que le colonialisme n'a pas seulement détérioré le monde musulman et sa culture : il a joué un rôle important dans la répression – et la disparition ultérieure – des connaissances, des enseignements, de la pensée et de la créativité des cultures musulmanes », a-t-il poursuivi. « Le contact colonial a commencé par une appropriation des connaissances et des enseignements de l'islam, qui sont devenus les fondements de la "Renaissance" européenne puis des "Lumières", et s'est terminé par une éradication de ces connaissances et de ces enseignements des sociétés musulmanes et de

l'histoire elle-même. On a procédé à la fois à une élimination physique (destruction et fermeture d'institutions vouées à la connaissance, interdiction de certains savoirs autochtones, assassinat de penseurs et d'intellectuels) et à une réécriture de l'histoire, devenue histoire de la civilisation occidentale à laquelle ont été intégrées toutes les histoires, mineures, des autres civilisations. »

De l'espoir qui animait les lendemains de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux ténèbres qui règnent de nos jours, le monde musulman a vécu un parcours long et tragique !

Les musulmans d'aujourd'hui sont meurtris, humiliés, désorientés, presque toujours sur la défensive. Le monde islamique est incompris des non-musulmans, voire des musulmans eux-mêmes, qui n'ont souvent d'autre choix que de se nourrir des visions du monde occidentales et chrétiennes. Ce qui rendait autrefois la culture musulmane si attrayante (sa tolérance, ses enseignements, son souci du bien-être collectif) a été amputé du monde islamique, détruit de l'extérieur. Il ne reste plus de celui-ci que la religion.

Aujourd'hui, la plupart des pays musulmans sont dirigés par des despotes, des militaires ou des cliques

corrompues. Ils entretiennent tous des liens étroits avec l'Occident, dont ils servent les intérêts et la domination planétaire. Comme ils l'ont fait avec les cultures de plusieurs grands pays et empires d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et d'Afrique, les envahisseurs et colonisateurs occidentaux sont parvenus à annihiler les grandes cultures musulmanes. À celles-ci ont été substituées la cupidité, la corruption et la violence.

L'empire a réduit en poussière tout ce qui reposait sur des bases non chrétiennes. Seules les cultures les plus grandes et les plus résistantes parviennent encore à survivre. Chaque fois qu'un pays musulman (qu'il s'agisse de l'Iran, de l'Égypte, de l'Indonésie ou, plus récemment, de l'Irak, de la Libye ou de la Syrie) tente de renouer avec son essence, d'emprunter sa propre voie, socialiste ou autrement collective, on lui inflige torture et destruction, sans merci. La volonté populaire est brisée sans ménagement, les décisions démocratiques sont contrecarrées.

Depuis des décennies, les Palestiniens sont privés de leur liberté et de leurs droits. Tant Israël que l'empire rejettent leur droit à l'autodétermination. Ils sont enfermés dans un ghetto, humiliés, assassinés.

Pour certains d'entre eux, il ne reste plus que la religion.

Presque partout, de l'Égypte au Bahreïn, le « Printemps arabe » n'a pas abouti ou a pris fin abruptement ; les vieux régimes et les militaires ont repris le pouvoir.

À l'instar des Africains, les musulmans ont un lourd prix à payer pour être nés dans des pays riches en ressources naturelles. Mais on les maltraite aussi parce qu'ils appartiennent, comme les Chinois, à l'une des plus grandes civilisations de l'histoire, une civilisation qui éclipse toutes les cultures de l'Occident.

* * *

La chrétienté a pillé et brutalisé l'ensemble du monde. L'Islam, lui, avec ses grands sultans tel Saladin, a résisté à l'envahisseur en défendant les cités d'Alep et de Damas, du Caire et de Jérusalem. Mais, par-dessus tout, il cherchait davantage à bâtir une grande civilisation qu'à se livrer au pillage et à la guerre.

Aujourd'hui, presque plus personne en Occident ne se souvient de Saladin ou des grandes percées

scientifiques, artistiques et sociales du monde musulman. Mais tout le monde est « bien informé » à propos d'EI. Évidemment, on ne connaît ce dernier qu'en tant que « groupe islamiste extrémiste », et non comme l'un des principaux instruments utilisés par l'Occident pour déstabiliser le Moyen-Orient.

Alors que la France pleure l'assassinat des journalistes de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo (un crime indiscutablement horrible !), partout en Europe, c'est encore une fois l'Islam que l'on qualifie de violent et d'extrémiste, et non l'Occident et ses doctrines chrétiennes fondamentalistes nées des croisades, qui s'en prennent à tous les régimes modérés, séculiers et progressistes mis en place dans le monde islamique, laissant ainsi les musulmans à la merci de fanatiques à l'esprit dérangé.

* * *

Depuis 50 ans, environ 10 millions de musulmans ont été tués parce que leurs pays refusaient de servir l'empire, ne le servaient pas d'assez bon cœur ou lui faisaient obstacle. Ces victimes sont indonésiennes,

irakiennes, algériennes, afghanes, pakistanaïses, iraniennes, yéménites, syriennes, libanaises, égyptiennes, sans parler des citoyens du Mali, de Somalie, de Bahreïn et de beaucoup d'autres pays.

L'Occident a repéré les monstres les plus abominables, leur a donné des milliards de dollars, les a armés, leur a offert un entraînement militaire de haut niveau, puis les a lâchés dans la nature. Les pays qui engendrent le terrorisme, tels l'Arabie saoudite et le Qatar, comptent parmi les plus proches alliés de l'Occident et n'ont jamais été punis pour avoir répandu l'horreur dans tout le monde musulman.

De grands mouvements sociaux musulmans comme le Hezbollah, qui est actuellement engagé dans une lutte à mort contre EI, mais qui avait aussi galvanisé le Liban dans sa résistance à l'invasion israélienne, figurent sur les « listes d'organisations terroristes » établies par les pays occidentaux. Un phénomène très révélateur pour quiconque y prête attention.

Vu du Moyen-Orient, l'Occident semble viser la destruction totale des pays musulmans et de la culture islamique. Comme au temps des croisades.

Quant à la religion musulmane, l'empire n'en tolère que les variantes les plus complaisantes, celles qui consentent au capitalisme extrême et à la domination du monde par l'Occident. Le seul autre courant de l'islam qu'on juge tolérable est celui qui a été fabriqué de toutes pièces par l'Occident lui-même et ses alliés du Golfe, et dont la mission consiste à combattre le progrès et la justice sociale en dévorant ses propres fidèles.

ANNEXE 2

Nous sommes tous [remplir ici]

par Noam Chomsky⁹

Le monde a réagi avec horreur à l'attentat meurtrier contre le journal satirique français Charlie Hebdo. Dans le New York Times, le correspondant européen chevronné Steven Erlanger a décrit de façon saisissante les répercussions immédiates de ce que de nombreux observateurs ont qualifié de « 11-Septembre français », une « journée marquée par le hurlement des sirènes, le vrombissement des hélicoptères, la frénésie des médias et les cordons de police, avec des foules en panique et des parents ramenant leurs jeunes écoliers vers la sécurité du foyer. À Paris et dans ses environs, on a vécu cette journée comme les deux précédentes, sous le signe du sang et de l'horreur. » À

l'indignation planétaire s'est ajoutée une réflexion sur les causes profondes de cet événement atroce. « Pour beaucoup, il s'agit de la manifestation d'un choc des civilisations », écrivait-on dans le New York Times.

Cette réaction d'horreur est parfaitement justifiée, tout comme l'est la volonté de se pencher sur les causes de l'attentat, à condition qu'on s'en tienne fermement à certains principes. On doit par exemple réagir sans tenir compte de l'opinion qu'on a du journal en question et de son contenu. Scandés partout, avec passion, les slogans comme « Je suis Charlie » ne devraient ni exprimer ni même laisser sous-entendre la moindre association avec le journal, du moins s'ils sont brandis dans un contexte de défense de la liberté d'expression. Car la liberté d'expression doit être défendue sans égard à ce qui est exprimé, même s'il s'agit de propos considérés comme haineux ou immoraux.

Aussi, les slogans devraient condamner la violence et le terrorisme. Le chef du Parti travailliste israélien, Isaac Herzog, n'a pas tort lorsqu'il affirme que « le terrorisme, c'est le terrorisme. Il n'y a pas deux façons d'en parler. » Il a également raison de rappeler que le terrorisme meurtrier « représente un énorme défi

pour tout pays qui souhaite la paix et la justice » – laissons de côté son interprétation évidemment sélective de ce défi.

Le compte rendu d'Erlanger rend bien l'horreur de la scène. « Tout s'est effondré, raconte un des journalistes survivants. Il n'y avait plus d'issue. Il y avait de la fumée partout. C'était terrible. Les gens criaient. Un véritable cauchemar. » Selon un autre rescapé, il s'est produit « une immense déflagration, puis nous avons été plongés dans l'obscurité ». « Avec leurs débris de verre, leurs murs effondrés, leurs boiseries arrachées, leur peinture écaillée et le désarroi qu'elles suscitent, poursuit Erlanger, les scènes du genre sont de plus en plus familières. » L'explosion a fait au moins 10 victimes, et 20 personnes sont encore portées disparues, « sans doute enfouies sous les décombres ».

Mais ces citations, rappelle l'infatigable journaliste indépendant David Peterson, ne sont pas tirées d'un article paru en janvier 2015. Elles proviennent plutôt d'un reportage d'Erlanger publié le 24 avril 1999. Relégué à la page 6 du New York Times, celui-ci traitait d'un événement qui n'aurait jamais la résonance de l'attentat contre Charlie Hebdo. Le journaliste y

rapportait « le bombardement du siège social de la télévision d'État serbe » par l'OTAN (c'est-à-dire les États-Unis), lequel a « chassé des ondes la radio et la télé serbes ».

Les responsables de l'attaque ont fourni une justification officielle, que rapporte Erlanger : « L'OTAN et les États-Unis ont indiqué que le bombardement visait à nuire au régime du président yougoslave Slobodan Milosevic. » Lors d'un point de presse tenu à Washington, le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, a déclaré que « la télévision serbe était un élément de la machine meurtrière de Milosevic, au même titre que ses forces armées », ce qui en faisait une cible légitime.

Selon le gouvernement yougoslave, écrit Erlanger, « toute la nation est derrière son président Slobodan Milosevic ». « On ne sait trop comment le gouvernement est parvenu à connaître l'opinion du public avec une telle précision », commente-t-il.

Aucun humour sardonique du genre ne serait toléré dans un article rapportant que toute la France pleure ses morts et que le monde entier est outré par la tragédie de Paris. Notons également que l'auteur n'a pas jugé bon de s'interroger sur les causes profondes

de l'attaque ni de se demander qui défendait la civilisation et qui défendait la barbarie.

Réflexion faite, Isaac Herzog se trompe lorsqu'il affirme que « le terrorisme, c'est le terrorisme. Il n'y a pas deux façons d'en parler. » Il y a assurément deux façons d'en parler, car le terrorisme n'est pas considéré comme tel lorsqu'il est pratiqué (et sous une forme nettement plus meurtrière) par ceux qui, de par leur pouvoir, sont parés de vertu. Ainsi, ces bien-pensants peuvent, sans porter atteinte à la liberté d'expression, anéantir une chaîne de télévision qui appuie un gouvernement contre lequel ils sont en guerre.

D'où un commentaire, publié dans le New York Times, de Floyd Abrams, avocat spécialisé dans les droits de la personne réputé pour sa défense acharnée de la liberté d'expression. « De mémoire d'homme, écrit-il, l'attentat contre Charlie Hebdo est l'assaut le plus grave jamais subi par le journalisme. » Il voit assez juste à propos de la « mémoire d'homme », qui, telle qu'il l'entend, classe les assauts contre le journalisme et les actes terroristes dans des catégories bien distinctes : les leurs, qui sont effroyables, et les nôtres, qui relèvent de la vertu et qu'on a tôt fait d'occulter.

Le bombardement de la télévision serbe, malheureusement, n'était qu'un assaut parmi tant d'autres des bien-pensants contre la liberté d'expression. Pour ne citer qu'un seul autre exemple de ce qu'on efface sans peine de la « mémoire d'homme », mentionnons l'attaque de novembre 2004 contre Falloujah par les forces armées américaines, un des pires crimes commis dans le cadre de l'invasion de l'Irak. L'assaut contre la ville, rappelons-le, a commencé par l'occupation de son hôpital général. L'occupation militaire d'un hôpital constitue en soi un grave crime de guerre, même si l'on fait abstraction de la façon dont celle-là a été menée – et rapportée avec complaisance par le New York Times, photo du crime à l'appui. « Des soldats en armes ont forcé les patients et les employés de l'hôpital à sortir des chambres, puis leur ont ordonné de s'asseoir ou de se coucher par terre et leur ont ligoté les mains derrière le dos », rapportait l'article. Selon ce dernier, ces crimes étaient non seulement justifiés, mais hautement méritoires : « L'offensive a permis l'anéantissement de ce que les officiers avaient qualifié d'arme de propagande, car l'hôpital général de Falloujah diffusait régulièrement des rapports sur le nombre de victimes civiles. »

Évidemment, pas question de laisser une agence de propagande continuer à débiter de telles obscénités.

ANNEXE 3

Chronologie

Établie par Gabriel Humberstone

Août 1945

Les États-Unis larguent les premières bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, faisant 246 000 morts. Six jours plus tard, le Japon capitule devant les Alliés, ce qui met fin à la Seconde Guerre mondiale.

Octobre 1945

Création des Nations unies. En tant que membres permanents du Conseil de sécurité, les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France et la Chine y ont la primauté.

1946-1954

Première guerre d'Indochine : la France combat le Viêt Minh communiste en vue de reprendre le contrôle du Vietnam, occupé par le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale. À la fin de la guerre, la France quitte l'Asie du Sud-Est, et le Vietnam est scindé en deux États : le Nord, communiste, et le Sud, soutenu par les États-Unis.

1947-1948

Première guerre du Cachemire opposant l'Inde et le Pakistan à propos des territoires du Jammu et du Cachemire. Il s'agit de la première de quatre guerres entre ces deux pays pour le contrôle de ces territoires.

Avril 1949

Création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui rassemble des puissances politiques et militaires de premier plan dans le cadre d'un accord de défense mutuelle et assoit la domination des États-Unis sur une bonne partie de la planète.

Juillet 1953

Coup d'État nationaliste arabe en Irak, connu sous le nom de révolution du 14 juillet, qui renverse la monarchie hachémite soutenue par le Royaume-Uni.

Août 1953

Coup d'État en Iran, orchestré par les États-Unis et le Royaume-Uni. Le premier ministre élu démocratiquement, Mohammad Mossadegh, est remplacé par un gouvernement militaire dirigé par Mohammad Reza Chah Pahlavi.

Juin 1954

Coup d'État au Guatemala, soutenu par la CIA dans le cadre de l'opération PBFORTUNE. Le président Jacobo Árbenz Guzmán est chassé du pouvoir et remplacé par une junte militaire dirigée par le colonel Carlos Castillo.

Janvier 1959

Révolution cubaine. Devant l'hostilité croissante des États-Unis à son endroit, le gouvernement révolutionnaire établit des liens avec l'URSS.

Février 1961

Assassinat de Patrice Lumumba, premier Premier ministre de la République du Congo élu démocratiquement, par les États-Unis et le Royaume-Uni.

Août 1961

Les États-Unis testent la guerre chimique au Vietnam à l'aide d'une substance connue sous le nom d'agent orange. En novembre, le président Kennedy signe la Foreign Assistance Act (Loi sur l'aide à l'étranger), qui vise à apporter de l'« aide aux pays menacés par le communisme ». L'engagement militaire américain en Asie du Sud-Est connaît une escalade progressive.

Octobre 1962

Crise des missiles de Cuba. Pendant 13 jours, la tension est à son comble entre les États-Unis et l'URSS en raison de la tentative de cette dernière d'installer des missiles nucléaires en territoire cubain pour dissuader les États-Unis d'envahir l'île à nouveau. L'URSS finit par reculer quand les États-Unis acceptent de retirer des missiles déployés en Turquie et en Italie.

Mars 1964

Coup d'État au Brésil. Le président João Goulart est chassé du pouvoir et remplacé par une junte militaire alignée sur les États-Unis.

1964-1973

Bombardement, par les États-Unis, de la plaine des Jarres au Laos dans le contexte de l'escalade de la guerre en Asie du Sud-Est. Campagne de bombardement la plus intense de l'histoire des États-Unis. Plus de bombes y sont larguées que pendant toute la Seconde Guerre mondiale.

1965

Coup d'État en Indonésie, soutenu par les États-Unis. La tentative échoue, on l'attribue au Parti communiste, après quoi de 500 000 à 3 millions de personnes sont assassinées dans le cadre d'une purge anticommuniste. Le président Sukarno est évincé et vite remplacé par le général Suharto, dont le régime militaire oppressif bénéficiera du soutien de Washington.

1966-1988

Guerre d'indépendance de la Namibie. Cuba appuie militairement, économiquement et politiquement le South-West African People's Organization (SWAPO, organisation du peuple du Sud-Ouest africain). Deux mille combattants cubains perdront la vie dans ce conflit d'une durée de 22 ans.

1967-1974

Dictature militaire en Grèce à la suite d'un coup d'État fomenté par un groupe d'officiers militaires d'extrême droite, surnommés « les colonels ».

Août 1968

Invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS en réaction au processus de libéralisation lancé par le premier secrétaire Alexander Dubc̣ek, le Printemps de Prague.

1969-1970

Opération Menu : campagne de bombardement en tapis de l'est du Cambodge et du Laos par les États-Unis, qui visent les communistes vietnamiens.

Septembre 1973

Coup d'État au Chili. Le président Salvador Allende est chassé du pouvoir.

1975-1991

Guerre du Sahara-Occidental. Après le retrait de l'Espagne du Sahara-Occidental, l'armée marocaine prend le contrôle du territoire. Le Front Polisario lutte

pour l'indépendance du pays. Le conflit n'est toujours pas réglé.

1975

Intervention de Cuba en Angola en appui au Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), qui cherche à repousser une intervention de l'Afrique du Sud et du Zaïre soutenue par les États-Unis.

Décembre 1975

Invasion du Timor-Oriental par l'Indonésie. L'occupation, qui se poursuivra jusqu'en 1999, fera entre 100 000 et 180 000 victimes.

1978-1982

Massacre du rio Negre au Guatemala. Avec l'appui financier de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, le gouvernement guatémaltèque entreprend la construction du barrage hydroélectrique de Chixoy, forçant le déplacement de milliers de Mayas achis. Environ 5 000 personnes mourront au cours de l'expropriation.

1979-1992

Guerre civile au Salvador. Le conflit oppose la junte militaire soutenue par les États-Unis à une coalition de mouvements de guérilla de gauche. Les États-Unis n'ont pas encore dédommagé le pays pour la violence qu'ils y ont financée.

Avril 1986

Opération El Dorado Canyon : bombardement de la Libye par les États-Unis.

Novembre 1988

Les États-Unis adhèrent à la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide. Depuis l'adoption de celle-ci en 1948, ils étaient à l'abri de toute poursuite.

Juin 1989

Massacre de la place Tiananmen. Des manifestations ont lieu en Chine en réaction au limogeage du réformateur Zhao Ziyang. L'armée tire sur les manifestants. Le nombre exact de victimes demeure inconnu. Il sera démontré que l'Occident a directement financé de nombreux contestataires dans le but de déstabiliser la Chine.

Septembre 1989

Opération Just Cause : invasion du Panama par les États-Unis. Le nombre de victimes est estimé à 3 500.

Novembre 1989

Chute du mur de Berlin, moment emblématique de l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est, qui bat son plein en 1989. Assassinat de six prêtres jésuites, dont Óscar Romero, à San Salvador par la brigade Atlacatl de l'armée salvadorienne ; un des épisodes les plus sanglants de la guerre civile.

1990

Guerre entre l'Irak et le Koweït. L'annexion du Koweït par l'Irak débouche sur la première guerre du Golfe. Le président sud-africain Frederik de Klerk libère Nelson Mandela et entreprend des négociations qui mèneront à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud.

1991

Dislocation de l'URSS sous Mikhaïl Gorbatchev, marquant officiellement la fin de la guerre froide.

Avril 1994

L'avion transportant les présidents hutus du Rwanda et du Burundi est abattu au-dessus de Kigali. L'événement mène au génocide rwandais. Un autre génocide en résulte en RDC, où de 4 à 10 millions de personnes sont mortes à ce jour, alors que le Rwanda et l'Ouganda pillent ce pays pour le compte d'entreprises et de gouvernements occidentaux.

Février 1999

Élection d'Hugo Chávez au Venezuela, signalant le début de la « vague rose » en Amérique latine et la fin du consensus de Washington, qui a déterminé la politique latino-américaine dans les années 1990.

De mars à juin 1999

Bombardement de Belgrade par l'OTAN, ce qui met un terme à la guerre du Kosovo. Par la suite, la Yougoslavie tentera en vain de poursuivre l'OTAN en justice pour les bombardements.

Octobre 2001

Une coalition dirigée par les États-Unis envahit l'Afghanistan dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre 2001.

Avril 2002

Tentative de coup d'État au Venezuela par des membres des forces armées. Les États-Unis s'empressent de reconnaître le nouveau gouvernement, mais se ravisent avec le retour au pouvoir de Chávez après seulement 47 heures.

Mars 2003

Début de la seconde guerre d'Irak.

Février 2004

Coup d'État en Haïti. Le président Jean-Bertrand Aristide est contraint à l'exil en République centrafricaine. Il est largement reconnu que le coup d'État a été en partie orchestré par les États-Unis.

Juin 2004

Première attaque américaine connue contre le Pakistan à l'aide de drones ayant pour cibles les forces des talibans et d'Al-Qaïda. On estime que 366 frappes ont eu lieu depuis ce temps.

2005

Dans la foulée de l'ouragan Katrina, Cuba offre aux États-Unis d'envoyer des médecins en renfort. Par la voix du département d'État, Washington décline l'offre.

Mars 2006

Michelle Bachelet devient la première femme à accéder à la présidence du Chili. Socialiste de longue date, elle a subi la torture sous le régime Pinochet, qui bénéficiait du soutien des États-Unis.

Mai 2008

Fondation de l'Unión de Naciones Suramericanas (UNASUR), qui témoigne d'un essor de la coopération entre États sud-américains.

Juin 2009

Les forces armées honduriennes chassent le président Manuel Zelaya. Considéré à l'échelle internationale comme un coup d'État, l'événement conduit tous les pays de la région, sauf les États-Unis, à rappeler leurs ambassadeurs.

Mai 2010

Une flottille en provenance de Turquie apportant de l'aide humanitaire et des matériaux de construction à

Gaza est interceptée et attaquée par l'armée de défense d'Israël. Neuf militants sont tués. En réaction, la Turquie rappelle son ambassadeur et annule des exercices militaires conjoints.

Décembre 2010

Début de la contestation en Tunisie après l'immolation par le feu d'un marchand de fruits et légumes devant un bureau du gouvernorat. L'événement catalyse la révolution tunisienne et devient l'élément déclencheur d'une vague qui déferlera sur toute la région, le Printemps arabe.

2011

Intervention militaire internationale en Libye pendant la guerre civile. L'intervention obtient peu d'appuis en dehors du Royaume-Uni, de la France et des États-Unis.

Décembre 2011

Fondation de la Communauté des États de l'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dont les États-Unis et le Canada sont nommément exclus et qui se veut une alternative à l'Organisation des États américains (OEA), dominée par Washington.

Août 2012

L'assemblée générale des Nations unies adopte une résolution condamnant le gouvernement syrien de Bachar el-Assad. La Russie, la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud s'y opposent, y voyant un appui flagrant aux forces d'opposition.

NOTES

1. Bertrand Russell, Autobiographie (1872-1967), t. 1, Paris, Les Belles Lettres, 2013, p. 9.
2. Le documentaire est sorti en 2013. Voir : <http://rwandagambit.strikingly.com>.
3. Stéphane Courtois (dir.), Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression, Paris, Robert Laffont, 1997.
4. Le livre a été traduit en 25 autres langues.
5. NdT : « Sandalistas » est un surnom péjoratif donné aux voyageurs de l'Occident qui se rendaient au Nicaragua, dans les années 1980, pour soutenir les Sandinistes et qui avaient tendance à porter un certain type de sandales.
6. Depuis notre discussion, l'armée française, assistée de légionnaires étrangers recrutés, rémunérés et entraînés par Paris, a procédé à son épouvantable invasion du Mali.
7. Alfred McCoy, La politique de l'héroïne. L'implication de la CIA dans le trafic de drogues, Paris, Éditions du Léopard, 1999.
8. Texte paru dans le webmagazine CounterPunch, édition du 9-11 janvier 2015, sous le titre « The West is Manufacturing Muslim Monsters. Who Should be Blamed for Muslim Terrorism ? »,

www.counterpunch.org/2015/01/09/who-should-be-blamed-for-muslim-terrorism/.


9. Texte original publié sur le site Chomsky.info, le 10 janvier 2015, sous le titre « We Are All... Fill in the Blank », www.chomsky.info/articles/20150110.htm.

Faites circuler nos livres.
Discutez-en avec d'autres personnes.

Si vous avez des commentaires, faites-les-nous
parvenir ; nous les communiquerons avec plaisir aux
auteur.e.s et à notre comité éditorial.

écosociété

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ
C.P. 32 052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5
ecosociete@ecosociete.org
www.ecosociete.org



« **IL Y A ASSURÉMENT** deux façons d[e] parler [du terrorisme], car le terrorisme n'est pas considéré comme tel lorsqu'il est pratiqué (et sous une forme nettement plus meurtrière) par ceux qui, de par leur pouvoir, sont parés de vertu. »

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le colonialisme et le néocolonialisme occidentaux ont causé la mort de 50 à 55 millions de personnes, le plus souvent au nom de nobles idéaux comme la liberté et la démocratie. Pourtant, l'Occident parvient à s'en tirer en toute impunité et à entretenir, aux yeux du reste du monde, le mythe voulant qu'il soit investi de quelque mission morale. Comment y arrive-t-il?

Dans ce livre d'entretiens, Noam Chomsky et Andre Vltchek démontent la puissance de cet appareil de propagande qui permet à l'Occident de dissimuler ses crimes et le rôle qu'il joue véritablement dans le reste du monde. S'ouvrant sur l'histoire du kiosque à journaux de New York où le jeune Chomsky a commencé à faire son éducation politique, leur discussion s'élargit progressivement sur des sujets tels que les bombes nucléaires larguées sur Hiroshima et Nagasaki, les mésaventures étatsuniennes en Amérique latine, la démocratie indienne et la propagande antichinoise, l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie, l'invasion militaire de l'Irak, le Printemps arabe ainsi que le fiasco de la Lybie et de la Syrie.

À travers ce survol, les auteurs critiquent de façon magistrale l'héritage funeste du colonialisme et l'exploitation éhontée des ressources naturelles de la planète exercée par les pays du Nord. Ce livre d'entretiens est augmenté de deux articles publiés dans la foulée de l'attaque contre l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*, à Paris, en janvier 2015, dénonçant l'hypocrisie de l'Occident vis-à-vis un terrorisme qu'il a pourtant largement contribué à développer.

Noam Chomsky est linguiste, analyste des médias et professeur émérite au Massachusetts Institute of Technology. Il est célèbre dans le monde entier pour ses écrits, notamment les livres suivants à Écosociété: *L'an 501*, *Les dessous de la politique de l'Oncle Sam*, *Propagande, médias et démocratie*, *Quel rôle pour l'État?*, *La poudrière du Moyen-Orient* et *Le bien commun*.

André Vltchek est romancier, philosophe, cinéaste et journaliste d'enquête. Il a couvert des dizaines de pays en guerre, dont la Bosnie, la République du Congo et le Timor-Oriental. Son blogue andrevltchek.weebly.com rassemble ses articles et réalisations.